

Libération

Espagne

Juan Carlos abdique...

PAGES 6-7



SUSANA VERA - REUTERS

Réforme pénale

...Taubira aussi



BRUNO CHAPOY

Censé tourner la page sécuritaire du sarkozysme, le texte de la garde des Sceaux sur la prévention de la récidive arrive enfin à l'Assemblée. Bien loin de ses ambitions initiales.

PAGES 2-4

Régions : la carte de Hollande

Passer de 22 à 14 conseils régionaux : «Libération» vous présente le nouveau visage du pays. Premier étage d'une vaste réforme territoriale.

DÉCRYPTAGE, PAGES 10-12

«Watch dogs», réveillez le hacker qui sommeille en vous

Très attendu, le nouvel opus d'Ubisoft place le joueur dans la peau d'un pirate, sur fond de société hyperconnectée.

PAGES 30-31

ÉDITORIAL
Par ÉRIC DECOUTY

Révélateur

Depuis deux ans, Christiane Taubira est le révélateur d'une certaine droite. Lors du débat sur le mariage pour tous, elle donna ainsi l'occasion à une opposition haineuse de montrer ses travers les plus ignominieux. Une droite qui fit de la garde des Sceaux l'emblème de sa détestation au point de caricaturer son action, la déformer jusqu'à l'absurde. Car quoi qu'en disent les ténors de l'UMP, la réforme pénale que présente aujourd'hui Christiane Taubira n'a strictement rien de laxiste. Elle n'ouvrira pas les portes des prisons, ni ne remettra en cause notre système judiciaire. Une droite responsable et digne devrait même se féliciter de voir arriver devant le Parlement un texte sans grands bouleversements ni même aspérités. Et c'est bien là le véritable problème de Christiane Taubira. Derrière un verbe haut et des postures choisies, la garde des Sceaux a perdu la plupart des arbitrages politiques, renonçant notamment à son grand projet de créer un nouveau régime de peines alternatives à la prison. Symbole d'une réforme manquée : la peine de probation, qui existe depuis déjà longtemps dans la plupart des grands pays européens, ne sera finalement qu'une autre forme de condamnation avec sursis. Quant à la rétention de sûreté, cette peine complémentaire à la peine initiale voulue par Sarkozy, elle survivra malgré la promesse ministérielle de l'abolir. L'échec de Christiane Taubira est donc aussi le révélateur d'une gauche hésitante, tiraillée entre des volontés contradictoires, incapable d'assurer des choix clairs. La ministre a beau invoquer le poids de Manuel Valls, elle est aussi responsable d'une réforme largement gâchée.

L'Assemblée examine à partir de mardi le grand projet de Christiane Taubira. En préparation depuis deux ans, le texte a subi les coups de boutoir de la droite et de Hollande et Valls.

Réforme pénale, tout en demi-mesure

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

La réforme pénale présentée par la garde des Sceaux, Christiane Taubira, est examinée à partir de mardi à l'Assemblée.

L'ENJEU

Les députés socialistes s'opposent-ils au gouvernement afin d'amender un texte trop timide ?

Par SONYA FAURE

On l'a pensé cent fois enterré sous les pelletées d'accusations de laxisme, mais le voici finalement devant les députés. Le projet de loi relatif «à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines» est examiné à partir de mardi à l'Assemblée nationale. Preuve du courage de la majorité ? Un petit courage alors : certes, le texte scelle l'adieu à la politique sécuritaire de Nicolas Sarkozy – il rappelle que les juges doivent motiver leur décision d'enfermer un homme et que toute peine doit être individualisée. Mais décryptée mesure par mesure, la réforme pénale du gouvernement se révèle timide quand il s'agit de mettre concrètement en œuvre ce grand projet. Il faut dire que les opposants au texte ont eu deux ans pour l'appauvrir : la réforme tant contestée a été sans cesse reportée. La droite y est allée à coups de butoir. Mais l'offensive la plus efficace est venue de l'Intérieur – Manuel Valls d'abord, et désormais Bernard Cazeneuve (*lire ci-contre*) – et du Château. François Hollande s'est montré plus inquiet de la courbe des sondages que de celle de la surpopulation carcérale. L'été dernier, Manuel Valls lui a fait savoir par courrier qu'il s'opposait à la «quasi-totalité des dispositions» de sa collègue Christiane Taubira. Au fil des

DÉCRYPTAGE

arbitrages, la réforme a été assagiée. La garde des Sceaux n'a pas eu le poids politique suffisant pour faire de son texte la grande loi qui reviendrait sur une croyance bien ancrée dans les mentalités : seule la prison peut sanctionner efficacement les délinquants. Il y a plus d'un an, la ministre avait lancé une Conférence de consensus qui devait marquer l'aggiornamento de la gauche sur les questions pénales : ni tout-répressif ni angélisme. La justice devait viser à l'efficacité, études scientifiques internationales à l'appui : créer une peine de probation comme au Canada, assumer les libérations conditionnelles automatiques comme en Suède. On retrouve peu de traces de ces réflexions dans la réforme examinée aujourd'hui.

LA CONTRAINTE PÉNALE

Ce qu'on pouvait espérer Christiane Taubira voulait bâtir «un nouveau régime de peines» fondé sur des alternatives à la prison qui ne soient pas des «sous-peines». Le principe de la probation est éprouvé : le délinquant effectue sa peine hors de la prison mais il est soumis à un contrôle étroit de la justice. Sa peine est assortie d'interdictions (ne pas habiter dans la même ville que sa victime), de contraintes (la rembourser) mais également d'un accompagnement en vue de sa réinsertion (alphabétisation, suivi médical). L'idée la plus innovante était de réorganiser la justice autour de trois sanctions : amendes, peine de probation pour les délits (du travail d'intérêt général au bracelet électronique) et prison pour les crimes. Une architecture claire et compréhensible, indispensable pour que la peine retrouve un sens.

Ce qui est dans le texte Une peine de probation a bien été créée, baptisée «contrainte pénale». Mais elle n'est qu'une sanction de plus, s'ajoutant à toutes celles qui existent déjà. Le gouvernement n'a pas osé la détacher de toute référence à la prison : le juge peut ordonner l'emprisonnement du condamné si celui-ci ne respecte pas ses obligations. Bref, la contrainte pénale ressemble beaucoup au sursis avec mise à l'épreuve (SME) qui existe déjà – même si elle impose un suivi plus

serré du condamné. Les juges y verront-ils alors un intérêt ? Enfin, la contrainte pénale ne peut être prononcée que dans le cas de délits passibles de cinq ans de prison maximum. Conscients de la limite du texte, les socialistes de la commission des lois de l'Assemblée ont voté un amendement de Colette Capdevielle généralisant la probation à tous les délits. Le gouvernement a déjà annoncé qu'il s'y opposerait. «Pourtant, notre initiative est cohérente : aucune des peines alternatives à l'emprisonnement existant aujourd'hui ne sont limitées» aux courtes peines, estime Colette Capdevielle.

LA FIN DES PEINES PLANCHERS

Ce qu'on pouvait espérer Mesure phare du sarkozysme, ces sanctions minimales en cas de récidive, nées en 2008, ont multiplié et allongé les peines de prison... pour les auteurs de petits délits, SDF ou toxicomanes, sans rien changer pour les criminels. Le candidat Hollande s'était engagé à les abolir.

Ce qui est dans le texte La promesse est tenue : le projet de loi enterme ces peines dont l'automatisme était critiqué par une majorité de magistrats (qui les appliquaient d'ailleurs de moins en moins). Une étude du ministère a comparé la période 2004-2006, à celle de 2008-2010. Entre ces deux dates, la part de prison ferme dans les peines prononcées est passée de 8,2 à 11 mois.

LES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Ce qu'on pouvait espérer Le jury de la Conférence de consensus avait préconisé la création d'une libération conditionnelle d'office aux deux tiers de la peine. La conditionnelle devait devenir «le mode normal de libération, seul capable d'assurer une prévention efficace de la récidive. Les sorties sèches doivent être proscrites».

Ce qui est dans le texte L'idée d'une libération conditionnelle automatique n'a jamais vu le jour. Trop risquée politiquement. Contestée également par une partie des magistrats qui s'élèvent contre toute mesure automatique. Le texte marque toutefois un progrès : les juges auront l'obligation d'examiner l'octroi d'une conditionnelle aux deux tiers de la peine des détenus. Sans obligation de l'accorder.

REPÈRES

45%

C'est le taux de récidive des personnes condamnées en 2004. Il tombe à 38% si on exclut les infractions routières (ministère de la Justice).

«Les interdictions et obligations de la contrainte pénale ne feront pas plaisir aux condamnés.»

Christiane Taubira lund



SUR LIBÉRATION.FR

Focus «Remettre la réinsertion au cœur de la procédure pénale», retour sur les préconisations du collectif Liberté, Égalité, Justice, dans notre dossier sur la réforme pénale.



La garde des Sceaux, Christiane Taubira, lors des questions au gouvernement, le 6 mai. PHOTO ALBERT FACELLY

LA RÉTENTION DE SÛRETÉ

Ce qu'on pouvait espérer Ce fut une révolution dans le droit français : avec la création de la rétention de sûreté, en 2008, Sarkozy a permis qu'on garde en prison des criminels, même après leur peine, si une commission d'experts les estime dangereux. Taubira s'était engagée à l'abolir, comme le Parti socialiste, dans son programme élaboré pour la présidentielle.

Ce qui est dans le texte Le projet de loi n'aborde pas le sujet, officiellement reporté à une hypothétique réforme du code de l'exécution des peines. Des députés, comme le socialiste Matthias Fekl, ont déposé des amendements en faveur de son abolition. Peu de chance qu'ils aboutissent.

LES TRIBUNAUX POUR MINEURS

Ce qu'on pouvait espérer Les tribunaux correctionnels pour mineurs, instaurés par la droite en 2012, devaient encourager la justice à être plus sévère envers les jeunes délinquants, en minimisant le rôle du juge des enfants. Christiane Taubira et François Hollande, s'étaient engagés à les supprimer.

Ce qui est dans le texte La ministre jugeait préférable d'attendre la grande refonte de l'ordonnance de 1945 qui organise la justice des mineurs, promise par le Président. Mais après le long parcours de la réforme pénale, peu croient encore que cette réforme arrivera un jour devant le Parlement. ♦

Déjà amendé par les socialistes en commission, le projet de loi risque de tendre les relations entre le chef de l'Etat et sa majorité.

«Ça va friter» avec les députés PS

Le bras de fer est encore feutré. Mais après les 41 abstentions de députés socialistes sur le plan d'économies, cette réforme pénale pourrait bien se muer en face-à-face entre une partie de la majorité bien décidée à légiférer et un exécutif soucieux de préserver les arbitrages rendus par l'Elysée après le bras de fer Valls-Taubira de cet été. «Ça va friter», prévient un élu.

Sans protestation. Les socialistes ont déjà commencé à amender le texte en commission des lois. Au grand dam de François Hollande... La semaine dernière, à la sortie du Conseil des ministres, le chef de l'Etat a pris Christiane Taubira à part pour, comme l'a rapporté le Monde, lui demander de «garder la logique et les équilibres du texte, et faire attention aux amendements qui pourraient venir». Celui de Colette Capdevielle (Pyrénées-Atlantiques),

proposant d'étendre la nouvelle contrainte pénale – une peine alternative à la prison – à tous les délits et non plus à ceux passibles d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement (lire ci-contre). L'amendement a été adopté... sans la moindre protestation de la ministre de la Justice. En séance publique, le gouvernement demandera aux députés de revenir à la formule initiale.

«En étant aussi hypersensible à l'opinion, Hollande crée lui-même les conditions d'un affrontement avec sa majorité», observe le député écologiste Sergio Coronado. «Il crée un problème là où il n'y en avait pas», se désole un de ses collègues socialistes. Ce mardi matin, les socialistes prendront position sur les nouveaux amendements en réunion de groupe. Et déjà, comme l'in-

dique Pascal Popelin, «la question est de savoir si on se positionne pour ou contre le gouvernement». Cet élu de Seine-Saint-Denis défend la «solution équilibrée» du gouvernement et précise qu'il «abhorre ceux qui, à droite, disent que c'est une mesure pour vider les pri-

«En étant aussi hypersensible à l'opinion, Hollande crée lui-même les conditions d'un affrontement avec sa majorité.»

Sergio Coronado député écologiste

sons». Ou ceux, comme l'UMP Georges Fenech (Rhône) qui affirment, que les «candidats au jihad» seront «éligibles à la contrainte pénale».

«Pas béni-oui-oui.» Face aux rappels à l'ordre de l'exécutif et les outrances de la droite, les députés PS concernés comptent tenir bon. «On a travaillé, auditionné... Etre parlementaire, ce

n'est pas être béni-oui-oui», insiste Colette Capdevielle. «En tant que rapporteur, je défends ce qu'a voté la commission des lois. Je ne bouge pas de position», martèle Dominique Raimbourg. Certains de ses camarades s'agacent en privé du forcing du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. D'autres mettent en garde l'exécutif sur sa pratique parlementaire. «Il est légitime que le Président fasse les arbitrages. Mais il est tout aussi légitime que le Parlement se prononce : des personnes compétentes travaillent, font un boulot énorme, défend Matthias Fekl (Tarn-et-Garonne). Le groupe doit se demander si cet amendement renforce le système pénal français. Et pas si Hollande sera désavoué...» En intervenant auprès de Christiane Taubira, le chef de l'Etat a pris le risque de l'être. Et de décevoir un peu plus une partie de ses troupes.

LILIAN ALEMAGNA

Travaux d'intérêt général, bracelet électronique, jour-amende... Après la condamnation, c'est au JAP qu'il revient d'aménager la peine. Un casse-tête.

C'est son métier : les délinquants défilent dans son bureau du sous-sol du tribunal de Créteil (Val-de-Marne). Ce matin-là, ils étaient tous récidivistes. Voleurs de fringues de supermarché, fumeurs de joint, chauffeurs ivres. « Dans l'esprit du public, les récidivistes sont des grands criminels. Mais la récidive concerne surtout la petite délinquance », note-t-elle.

REPORTAGE Sandrine Chabaneix est juge de l'application des peines – on dit « JAP ». Ces magistrats sont au centre de la réforme pénale de Taubira : ce sont eux qui aménagent les peines de prison, contrôlent les personnes condamnées à un sursis avec mise à l'épreuve, hors de la prison, ou accordent les libérations conditionnelles. Ils sont au cœur du quotidien des auteurs de délits, dont l'histoire ne s'arrête pas une fois la condamnation prononcée.

Les visiteurs de Sandrine Chabaneix ont tous été condamnés à des peines de prison ferme. Mais, à la fin de l'audience, le juge ne les a pas envoyés en maison d'arrêt. Il leur a remis une convocation chez le JAP, pour que leur sanction soit transformée en travail d'intérêt général, en jour-amende, en placement sous bracelet électronique ou en semi-liberté. La loi prévoit que les condamnés à des peines égales ou inférieures à deux ans (un an pour les récidivistes) « bénéficient, dans la mesure du possible et si leur personnalité et la situation le permettent », d'un aménagement. Le projet de réforme prévoit de baisser ses seuils à un an.

« Pas adapté ». Sandrine Chabaneix raconte ses rendez-vous matinaux : d'abord les écrits du dossier, puis les mots des condamnés. Vol en réunion. Trois mois ferme. Casier : des délits liés à une situation irrégulière sur le territoire (refus de reconduite à la frontière, etc.). « Après sa séparation avec sa compagne il s'est retrouvé SDF. Il a volé [avec d'autres, ndlr] un vêtement pour s'habiller. » L'homme a trouvé un logement en Seine-Saint-Denis. Dossier transféré aux JAP de Bobigny.

Autre cas : vol en réunion. Du gazole, pour 60 euros. Six mois et un jour de prison ferme. Le jour en plus, c'est la volonté du juge qui a prononcé la peine d'empêcher la JAP de la convertir en travail d'intérêt général ou en jour-amende... qui sont réservés aux peines de six mois maximum. Ca-



Pour Jean-Claude Bouvier, coordinateur du service de l'application des peines de Créteil, « le système est grippé ».



« Quel sens ça a de si petites peines... »

sier : conduite sous l'emprise de l'alcool, tentative de vol et recel. « Un "petit profil", comme on les appelle », commente la JAP, embêtée par ce petit jour en plus. Un placement sous bracelet électronique ? Impossible. En conflit avec sa famille, le jeune homme dort chez des amis, à qui on peut difficilement imposer le boîtier vers lequel les ondes du bracelet seront émises. Une semi-liberté ? « Pas adaptée. Il risque de rencontrer des délinquants au profil bien plus lourd que le sien dans la maison d'arrêt où il dormira chaque soir. » Décision reportée dans deux mois.

Un autre dossier encore. Conduite sous l'empire d'un état alcoolique et sans permis. Un mois ferme. Que la JAP ne peut transformer en travail d'intérêt général : le condamné a la chance de travailler à temps plein... « Mais quel sens ça a de don-

ner de telles petites peines de prison ? » soupire la juge. C'est la question. Pourquoi les juges assèment-ils tant de « petites » peines de prison si c'est pour les faire aménager dans les mois qui suivent ?

« La référence à l'emprisonnement est terriblement forte dans l'institution judiciaire. »

Sandrine Chabaneix JAP à Créteil

D'abord, ils n'ont pas toujours le choix. Ces dix dernières années se sont succédés des lois toujours plus répressives. Depuis 2007, les peines planchers ont imposé aux juges des sanctions minimales en cas de récidive et ont fait exploser les courtes peines. Absurdité du système : c'est alors aux JAP d'assurer, en deuxième rideau, l'aménagement de mois et de mois d'incarcération

pas toujours adaptés aux condamnés, même récidivistes.

« La référence à l'emprisonnement est terriblement forte dans l'institution judiciaire », complète Sandrine Chabaneix. « Il est tellement plus simple, quand on juge des dizaines de dossiers en un après-midi, de prononcer un mois d'emprisonnement contre un chauffard plutôt que de s'assurer qu'on a toutes les garanties pour le contraindre à un stage de sensibilisation à la sécurité routière. »

La réforme pénale veut en finir avec cette référence systématique à la prison : son article 3 réaffirme qu'une peine d'emprisonnement doit être spécialement motivée par le juge, même en cas de récidive. Et la création d'une peine de probation veut encourager les juges à pronon-

cer, dès l'audience, des sanctions en milieu ouvert. « Le système est grippé », estime Jean-Claude Bouvier, coordinateur du service de l'application des peines de Créteil. Le problème, c'est le trop-plein de mesures prononcées : trop de peines de prison, trop de sursis avec mise à l'épreuve [SME]. Les magistrats n'ont pas toujours assez d'éléments précis sur le profil du mis en cause. Ils dispensent donc les peines en fonction du casier judiciaire, et aggravent la sanction au fur et à mesure des délits. Cette logique d'escalade n'est pas toujours juste pour des parcours délinquants heurtés, interrompus de longues plages sans délits. »

« Sous surveillance ». Dans le cabinet du JAP Gilles Claver, les situations sont complexes humaines, mais aussi arithmétiquement. L'homme qui entre dans la pièce vient d'être condamné à six mois de prison pour conduite en état d'ivresse. Un an ferme lui tombe dessus. « Vous aviez déjà été condamné pour une conduite sous l'empire d'un état alcoolique en 2013 à quatre mois d'emprisonnement, aménagés sous forme de placement sous surveillance électronique. Cette condamnation avait révoqué votre sursis avec mise à l'épreuve de 2009, pour les mêmes faits... Est-ce que vous comprenez bien ? » Gilles Claver a la voix grave et respectueuse d'un médecin. Face à lui, l'homme hoche la tête d'un mouvement mal assuré. Il a 55 ans, six enfants à charge, une activité de marchand ambulant. Sa première condamnation, en 2009, avait été assortie d'une obligation de soin qui l'a aidé à cesser de boire pendant huit mois. « Quand on additionne toutes ces peines, ça donne 2 + 4 + 6... 12 mois de prison. Vous êtes au seuil de l'incarcération, il va falloir prendre ce problème d'alcool à bras-le-corps. Votre demande d'aménagement de peine sera examinée lors d'une audience contradictoire. Vous avez compris ? » « Si je bois encore, tout tombe », répond l'homme.

Mais les peines de prison ferme ne sont pas toutes aménagées, loin de là. « Le nombre de condamnés purgeant une peine de prison de moins d'un an reste très élevé en France : 21 961 personnes, soit 36 % des détenus condamnés au 1^{er} janvier 2013 », note Jean-Claude Bouvier.

Pour favoriser les aménagements des personnes déjà incarcérées, les JAP de Créteil ont installé un juge au quartier arrivant de la maison d'arrêt de Fresnes. Sittôt débarquées en cellule, les « courtes peines » rencontrent Sandrine Chabaneix. Le dispositif a permis de doubler les aménagements de courtes peines. « Le but n'est pas de vider les prisons, précise la JAP, mais d'éviter que l'incarcération rompe les liens familiaux et l'activité professionnelle, ce qui favoriserait la récidive. » Car en prison, les condamnés à quelques mois bénéficient rarement d'un travail (les postes sont rares), d'une formation ou d'une reprise de scolarité. On dit que la durée de leur séjour « n'en vaut pas la peine ».

SONYA FAURE

Photos LIONEL CHARRIER.MYOP

Forcés à aller voter ce mardi, les Syriens ne sont pas dupes de la farce électorale montée par le régime de Damas.

Par HALA KODMANI

Dans ses conversations privées, Oum Ayman (1) n'a pas de mots assez durs pour qualifier la «mascarade» de cette élection présidentielle qui «prend les Syriens pour des crétins». Fonctionnaire au ministère de la Santé à Damas, la quadragénaire, jointe par Skype, n'a pourtant «pas d'autre choix que de voter pour Bachar al-Assad» ce mardi. Son salaire de 25 000 livres syriennes (123 euros) est le seul revenu de la famille depuis que son mari a perdu son emploi chez un homme d'affaires parti à l'étranger. Elle doit aussi protéger son fils unique de 17 ans, qui pourrait être arrêté sous un quelconque prétexte.

Le mur de la peur a ressurgi, renforcé dans les zones sous contrôle d'un régime reconquérant qui appelle les électeurs à leur «devoir patriotique» en participant à «la noce de la démocratie». Ainsi est surnommée la campagne qui, depuis un mois, fait chanter, danser et discourir dans les artères des grandes villes syriennes, décorées des couleurs du drapeau national frappé du portrait de Bachar al-Assad.

Les membres du parti Baas et les *chabih*, sbires du régime, ne semblent pas savoir que «c'est au premier scrutin pluraliste de l'histoire» que sont invités les Syriens. Trois candidats briguent en effet la présidence de la République dans cette élection au suffrage universel qui ne doit pas ressembler aux référendums habituels utilisés pour les cinq mandats du père, Hafez al-Assad, et les deux précédents de Bachar.

INDEX. «Les deux autres candidats ?» Oum Ayman éclate de rire en racontant la scène dont elle a été témoin chez son épicière, dans le quartier de Mazraa, au centre de Damas. «Un monsieur élégant et affable est entré dans le magasin d'Abou Ahmad et s'est mis à lui poser des questions : les prix du riz, des tomates et du lait. L'épicière répondait avec méfiance, pensant qu'il s'agissait d'un contrôleur du gouvernement, avant que l'homme ne lui serre la main en se présentant comme Hassan al-Nouri, candidat à la présidence.» Comme tous les commerçants, relais privilégiés de la campagne, Abou Ahmad n'avait affiché sur sa devanture que le portrait de Bachar al-Assad, imposé par les *moukhabarat* (services de sécurité) du quartier. La plupart des électeurs découvriront les



Lundi, à Damas. La propagande du régime vante le «premier scrutin pluraliste de l'histoire» syrienne pour une élection présidentielle. JOSEPH EID, AFP

En Syrie, les «noces» funèbres de la démocratie

noms et les visages des deux concurrents du président syrien sur le bulletin de vote unique qui aligne les trois portraits, pour cocher celui de leur choix tout théorique. Entre 7 heures et 19 heures ce mardi, près de 16 millions d'électeurs recensés par la commission électorale à l'intérieur et à l'exté-

rieur du pays peuvent participer au scrutin dans n'importe lequel des 9 601 bureaux de vote mis en place. L'ensemble du territoire syrien est considéré en effet comme une seule circonscription pour ces élections. Ce dispositif, adopté officiellement pour permettre aux millions de Syriens réfugiés ou déplacés de voter

loin de chez eux, est bien compris comme une incitation à ne laisser aucun prétexte à l'abstention. Il est très difficile à quiconque d'échapper à son «devoir patriotique». Les fonctionnaires et employés des entreprises publiques, qui représentent près de la moitié des salariés syriens, sont les premiers contraints. Une circulaire diffusée la semaine dernière dans toutes les administrations interdit «toute absence ou congé le 3 juin pour quelle que raison que ce soit. Toute absence sera considérée comme non justifiée et le salarié traduit devant le conseil de discipline qui peut aller jusqu'à le licencier». Les indices des divers services de renseignement, largement présents dans toutes les institutions publiques, scruteront les index de tous les employés. Ceux qui votent porteront la marque rouge de l'«encre secrète», indélébile pendant vingt-quatre heures, dans laquelle ils doivent tremper le doigt après avoir glissé leur bulletin dans l'urne. Mesure prise officiellement pour que les électeurs ne votent pas plus d'une fois.

DILEMME. «Tous les détails de la mise en scène sont soigneusement étudiés», s'énervait Amal, étudiante à la faculté des beaux-arts d'Alep. Quelques jours avant le scrutin, elle

affirmait dans une conversation via Skype qu'elle «ne participerait pas à une comédie montée sur les cadavres de dizaines de milliers de Syriens, pendant que les barils d'explosifs tombent à deux kilomètres de là sur la tête des Aleppins». Le campus universitaire, situé à l'ouest de la deuxième ville du pays, sous contrôle du régime, est un haut lieu de «la noce démocratique». «Nous suivons le boucan des parades électorales dans le stade de l'université depuis début mai et notre doyen nous pousse à participer à la fête en avertissant : pas d'examen si vous n'allez pas danser !» raconte Amal. L'étudiante reconnaît le dilemme qui sera le sien ce mardi, lors d'une épreuve essentielle pour sa licence : «Les membres de l'Union des étudiants du Baas, qui travaillent en étroite collaboration avec les services de sécurité, ne se priveront pas de me dénoncer. Ils peuvent m'interdire l'accès à la salle d'examen, voire me faire renvoyer de la faculté si je ne montre pas mon index rouge.» Résignés, les électeurs en Syrie croient déjà savoir que Bachar al-Assad obtiendra 95% des voix, résultat annoncé pour le vote des expatriés qui s'est déroulé le 28 mai dans 39 pays. ♦

(1) Son nom, comme tous ceux de cet article, a été modifié.

REPÈRES

Ce scrutin est présenté comme la «première élection démocratique de l'histoire» du pays. En 2000 et 2007, Bachar al-Assad, désigné par le parti Baas, avait été placé à la tête de la Syrie après un référendum. Il avait obtenu respectivement 97,29% et 97,62% d'approbation.

78%

C'est la part des réfugiés syriens qui jugent l'élection présidentielle «illégitime», selon un sondage de l'Arab Center for Research and Policy Studies (ACRPS).

162000

C'est, au minimum, le nombre de morts depuis le début du conflit syrien, il y a maintenant plus de trois ans, d'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

«[Ce scrutin] revêt une grande importance car il permet aux Syriens d'exprimer leur volonté et de dessiner l'avenir de leur pays.»

Dmitri Rogozine vice-Premier ministre russe, le 24 mai

Juan Carlos 1er, l'embourbement d'un Bourbon

Affaibli par des scandales à répétition et des problèmes de santé, le roi d'Espagne, héros de la transition démocratique, a abdiqué lundi au profit de son fils.

Par **FRANÇOIS MUSSEAU**
Correspondant à Madrid

«**U**ne nouvelle génération réclame un rôle majeur aujourd'hui, comme ce fut mon cas au début de mon règne. [...] Je veux le meilleur pour l'Espagne. [...] Mon fils Felipe incarne la stabilité et la maturité nécessaires.» Lundi vers 13 heures, dans l'allocution télévisée du roi Juan Carlos 1er qui annonçait par surprise son abdication aux Espagnols, il fallait vraiment lire entre les lignes pour déceler un quelconque signe de contrition ou de repentance. Ou autre chose qu'un dithyrambe en faveur du prince héritier, son fils Felipe (lire ci-dessous). Et pourtant. Après trente-neuf ans de règne – soit plus de la moitié de son existence –, le chef de l'Etat, dont le nom est ici directement associé à la démocratie post-franquiste, tire sa révérence à un moment délicat pour la monarchie, en pleine dégringolade dans les sondages depuis 2011. Cette institution, qui fut exemplaire pendant les premières dé-

cennies ayant suivi la mort du caudillo Franco, a été récemment reléguée dans la liste noire des pouvoirs discrédités. A preuve, toutes les enquêtes d'opinion du très officiel Centre d'enquêtes sociologiques, depuis trois ans, montrent que l'image de la maison royale se situe dans le rouge, à moins de 50% d'opinion favorable.

CHASSE. Cette chute historique tient à une suite d'événements fâcheux qui ont fortement écorné l'image de la monarchie. Sur le plan symbolique, disent les observateurs, la chasse clandestine en Afrique marquera un «avant» et un «après» : en avril 2012, la presse révèle en effet que le roi se trouve à l'hôpital pour une opération de la hanche due à une mauvaise chute survenue alors qu'il chassait l'éléphant au Botswana, sur l'invitation de personnalités suspectes. Pour aggraver les choses, le gouvernement Rajoy admet ne pas avoir été informé de ce voyage de plaisance.

RÉCIT L'affaire a lieu au pire moment : la crise économique ne cesse de s'ac-



De gauche à droite : le prince Juan Carlos en mai 1973 avec le caudillo Franco. La prestation de serment du Premier ministre Adolfo Suárez, en 1976, en présence du roi. Son allocution télévisée du 23 février 1981 dans laquelle il fustige le coup d'Etat. En 2003, avec son fils, le prince Felipe.

PHOTOS AP; GIANNI FERRARI. COVER GETTY IMAGES; ERIC VANDERLIE. GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES; HERNANDEZ DE LEON. AFP

Le prince, âgé de 46 ans, a su préserver une aura en Espagne. Il pourrait redonner du lustre à une institution très écornée.

Felipe VI, un baume pour la monarchie

«**T**oute sa vie aura été jusqu'à présent un long et patient chemin pour apprendre le métier d'être roi», rappelait-il y a peu Pilar Urbano, une des meilleures spécialistes de la monarchie espagnole. Autant dire que le prince des Asturies, Felipe de Bourbon, ne sera pas pris au dépourvu, lorsque, d'ici fin juin, il sera couronné roi d'Espagne. Après Juan Carlos 1er, Felipe VI sera le troisième chef d'Etat consécutif – en y ajoutant le caudillo Franco – à ne pas être passé par les urnes. Sauf si, bien entendu, les quelques formations qui s'opposent au maintien de la monarchie obtiennent gain de cause d'ici là – hypothèse pratiquement impossible. «Plus encore que formaté, il aura été programmé pour être monarque», renchérit hier le socialiste José Bono, ancien président

des Cortes, l'Assemblée nationale espagnole. Une enfance ultraprotégée dans le parc boisé du Pardo, au nord-ouest de Madrid (où se trouve la résidence royale); une adolescence voyageuse mais toujours guidée par ses précepteurs; des études dans les meilleures universités, l'UAM de Madrid puis celle de Georgetown à Washington; enfin, un passage pendant trois ans dans les meilleures académies militaires, en particulier celles de Saragosse et du Ferrol, en Galice.

Mannequin. Pourtant, à la différence de son père qui a fréquenté de près l'ancien régime, le prince des Asturies, né en 1968, n'a rien connu d'autre que la démocratie. Depuis sa trentaine, il n'a d'ailleurs eu de cesse de marquer son ancrage dans la modernité. Son entourage, notamment sa mère, le poussait

centuer, les statistiques indiquent que plus de la moitié des jeunes Espagnols n'ont pas d'emploi. Or, quelques jours plus tôt, Juan Carlos avait solennellement déclaré à la nation entière qu'il ne pouvait plus « dormir la nuit, à force de penser au drame souffert par [ses] jeunes concitoyens ». Son séjour hospitalier fait l'effet d'une bombe : il a donc menti au pays, sa supposée empathie à l'égard des Espagnols est feinte, alors même que cette réputation avait jusque-là alimenté sa considérable popularité. « La majorité des Espagnols n'ont jamais été vraiment monarchistes », souligne le politologue Antonio Elorza. Ils ont davantage été juancarlistes. Du coup, cela a été un effondrement, et beaucoup ont pu se dire : et si cet homme bienveillant, père au-dessus de la mêlée, se moquait en réalité pas mal de nous ? »

Juan Carlos lui-même, poussé par ses plus proches conseillers, a vite compris l'énormité de son erreur : le 18 avril, les bras tendus sur des béquilles au sortir de sa chambre d'hôpital, il déclare yeux dans les yeux aux caméras de la télévision

publique : « Je le regrette beaucoup. Je me suis trompé. Cela n'arrivera plus jamais. » En dépit de cette demande de pardon au pays tout entier, le mal est fait. « Tout le prestige de Juan Carlos était fondé sur le facteur confiance », souligne le chroniqueur Ignacio Escobar. Cette confiance s'est alors perdue pour toujours, quelque chose d'irréversible s'était produit entre l'opinion et son monarque. »

CHARGEUR. Ce même monarque qui, désigné par le dictateur Franco pour prendre la relève, avait su conduire habilement l'Espagne vers une transition démocratique et la rédaction de la Constitution de novembre 1978. Ce même monarque qui, un certain 23 février 1981, avait contribué de façon décisive à contrer la tentative de coup d'Etat du lieutenant-colonel Antonio Tejero, qui vida son chargeur dans l'hémicycle de la Chambre des députés. « Cela restera à jamais marqué dans les mémoires », rappelait lundi Pepa Bueno, l'animatrice de la radio Ser. Juan Carlos sera toujours cet homme qui aura sorti l'Espagne de l'obscur-

rantisme, qui l'aura amené vers la démocratie et la modernité. Mais, depuis 2011, une série de scandales auront fait tâche sur sa réputation exceptionnelle. Il aurait pu finir dans les nues, il s'en va comme un humain qui aura succombé à ses faiblesses. »

Car d'autres scandales vont accabler le roi. A l'été 2012, les Espagnols apprennent, abasourdis, que Félix Sanz, le patron du service des renseignements (le CNI), doit se justifier à huis clos devant les parlementaires pour expliquer le rôle d'une certaine Corinna Sayn-Wittgenstein, une Danoise très glorieuse qui aurait été payée par l'Etat pour des tractations diplomatiques avec des pays du Golfe. Or cette Corinna n'est autre – comme la presse people ne cesse de le répéter – que « la tendre amie du roi ». Quel rôle a joué la maîtresse royale ? Est-il vrai qu'elle a à maintes reprises compromis l'engagement de l'Espagne ? A-t-elle été payée (généreusement) par le dernier public, sans que personne (ou presque) n'en sache rien ? « Nous, les Espagnols, savons que le roi a toujours été un Don Juan, raconte un

responsable du magazine *Hola*. Mais là, cela dépassait les bornes parce qu'il mêlait plaisir et intérêt de la nation. »

HANCHE. Comme les malheurs ne viennent jamais seuls, l'annus horribilis de Juan Carlos, en 2012, s'accompagne d'un scandale de corruption qui éclabousse son gendre supposé idéal, Iñaki Urdangarin, accusé d'avoir détourné 6 millions d'euros d'argent public vers des paradis fiscaux via une fondation à but prétendument non-lucratif. L'ancien champion de handball est progressivement écarté de l'agenda officiel. Mais cela n'est pas suffisant : en mars 2013, véritable coup de poignard pour la famille royale, un juge met en examen l'infante Cristina, l'épouse d'Urdangarin : elle aurait activement participé aux activités délictueuses de son mari. Jamais un membre direct de la famille royale n'avait jusque-là eu maille à partir avec la justice.

« Non seulement on a dès lors affaire à une famille mêlée à la corruption et au mensonge d'Etat, mais on voit aussi un monarque affaibli, un pa-

triarque dans son autisme », analyse l'historien Julian Casanova. Car la santé de Juan Carlos ne fait qu'empirer. Principalement pour de violentes douleurs à la hanche, il passe huit fois sur le billard en trois ans. Le chef d'Etat apparaît alité, debout sur des béquilles, lorsqu'il ne trébuche pas au cours des cérémonies officielles. Depuis, le roi et le chef de la maison royale, Rafael Spotorno, ont tenté d'améliorer l'image de la monarchie, notamment en publiant en ligne les comptes de l'institution.

Mais personne n'est plus dupe quant à la fin d'un règne donnant des signes de sénilité : Juan Carlos bafouille, balbutie, claudique ou tombe de tout son long. En janvier, dans une interview télévisée, il se disait « au mieux de sa forme ». Sans convaincre quiconque. « Son erreur a été de rester sur le trône trop longtemps », affirme le directeur du journal *El Mundo*, Casimiro García-Abadillo. Il a attendu d'être au plus bas pour laisser le trône à son fils. Pour ce dernier, il ne sera pas facile de redorer le blason d'une monarchie salie et discréditée. »



ardemment à épouser une « sang bleu ». Pourtant, Felipe a toujours dirigé son intérêt ailleurs. Tout d'abord avec le mannequin Eva Sannum, qui horrifiait ses parents. Puis avec la journaliste Letizia Ortiz, qu'il épousera en mai 2004 et qui deviendra la première reine d'Espagne d'origine roturière.

Autre marque de modernité : ce cadet a été choisi comme prince héritier au détriment de ses deux sœurs aînées, Cristina et Elena, conformément à la tradition masculine dans la ligne de succession des Bourbon. Or, soutenu par sa femme Letizia, il a obtenu du gouvernement de Zapatero que la Constitution soit modifiée pour ne plus consacrer de préférence sexuelle dans la succession monarchique – si bien qu'après lui, l'héritière du trône sera sa fille aînée, Leonor, âgée de 10 ans.

Au milieu d'une famille désavouée par l'opinion, Felipe a su maintenir une image immaculée : pas d'ennuis judiciaires, pas de passé sulfureux, pas de faute de parcours. D'où la très bonne image que ce fou de technologie et de vitesse a auprès des jeunes. Selon un sondage de l'institut Sigma-Dos, si deux tiers des moins de 35 ans récuse la monarchie dans son ensemble, ils ont plutôt une bonne opinion (pour une grosse moitié d'entre eux) du prince des Asturies.

Leader. Arborant désormais une barbe poivre et sel, Felipe a su soigner son aura hors d'Espagne. Depuis une décennie, il n'a pas manqué une investiture d'un leader latino-américain et, avec un père souvent à l'hôpital, a représenté l'Espagne à maintes occasions.

F.M. (à Madrid)

REPÈRES

« L'Espagne actuelle n'aurait pas été la même sans lui. Par les valeurs qu'il incarne, [Juan Carlos] représente pour tous les Européens un exemple qui nous inspire. »

José Manuel Barroso président de la Commission européenne

« Juan Carlos a incarné l'Espagne démocratique. »

François Hollande lundi

Hormis quelques interruptions, la maison de Bourbon occupe le trône espagnol depuis 1700 et l'avènement de Philippe V, petit-fils du roi de France Louis XIV. Juan Carlos Alfonso Víctor María de Borbón y Borbón Dos Sicilias est le petit-fils du roi Alphonse XIII, parti en exil après l'instauration de la II^e République en 1931. Son père Don Juan, l'héritier direct, n'a jamais régné, mis à l'écart par Franco pour ses idées jugées trop libérales. Dès 1948, le dictateur a fait venir en Espagne le futur roi, âgé de 10 ans.

«L'Europe doit faire preuve de leadership»

L'ancien Premier ministre s'engage à combattre le désamour des Britanniques envers l'Union européenne.

Par **SONIA DELESALLE-STOLPER**
Correspondante à Londres

Tony Blair le dit et le répète. Il n'est «candidat à aucun rôle, formel ou informel en Europe». Et balaye la rumeur, parue même dans le *Financial Times*, selon laquelle il aurait offert ses services à l'Europe lors d'une rencontre mardi dernier à Berlin avec la chancelière Angela Merkel. Celle-là même qui, en 2009, s'était opposée à son éventuelle candidature au poste de président du Conseil européen. «Mes conversations avec Angela Merkel sont privées», dit-il. Comme le sont celles qu'il a eues «très récemment avec plusieurs dirigeants européens».

Non, si l'ancien Premier ministre n'a jamais été autant présent sur la scène politique britannique depuis son départ du 10, Downing Street, en juin 2007, c'est uniquement parce qu'il «croit en l'Europe». Et parce qu'à 61 ans, toujours aussi énergique et bronzé, «il n'a jamais été question que je prenne ma retraite pour jouer au golf. Ça ne m'intéresse pas». Interview à la BBC la semaine dernière, discours fleuve lundi matin devant la Confederation of British Industry (CBI) – l'équivalent britannique du Medef –, Tony Blair a même trouvé le temps de recevoir dans ses bureaux un petit groupe de journaux étrangers, dont *Libération*.

«**RÉFORMES.**» Et s'il n'est candidat «à rien», le plus europhile des Premiers ministres britanniques de l'histoire a une vision tranchée de ce que l'Europe doit faire, après les résultats des élections européennes. Il y a «*toujours deux sortes de politiques : celle de la colère et celle de la réponse. Et c'est toujours mieux d'être du côté de la réponse.*». Cette réponse, pour les pro-européens, consiste à «*faire preuve de leadership*», parce que, «*lors de périodes d'incertitudes, les gens préfèrent ceux qui font preuve de leadership. [C'est pourquoi] le Conseil européen [qui rassemble les chefs d'Etats et de gouvernement sous la direction d'un président, actuellement Herman Van Rompuy, ndlr] doit élaborer un agenda de réformes qui permette de donner à la Commission un mandat opérationnel clair.*».

«Les dirigeants du Conseil européen doivent prendre en compte ce que les résultats des élections européennes signi-

fient vraiment : le signe d'un désir de changement en Europe. Vous ne pouvez pas ignorer cela, ou ce serait une grossière erreur, explique-t-il. Il faut que les européens prennent en main les réformes de l'UE pour éviter que les anti-européens utilisent l'absence de réforme pour dénigrer et diminuer l'ensemble du projet européen.»

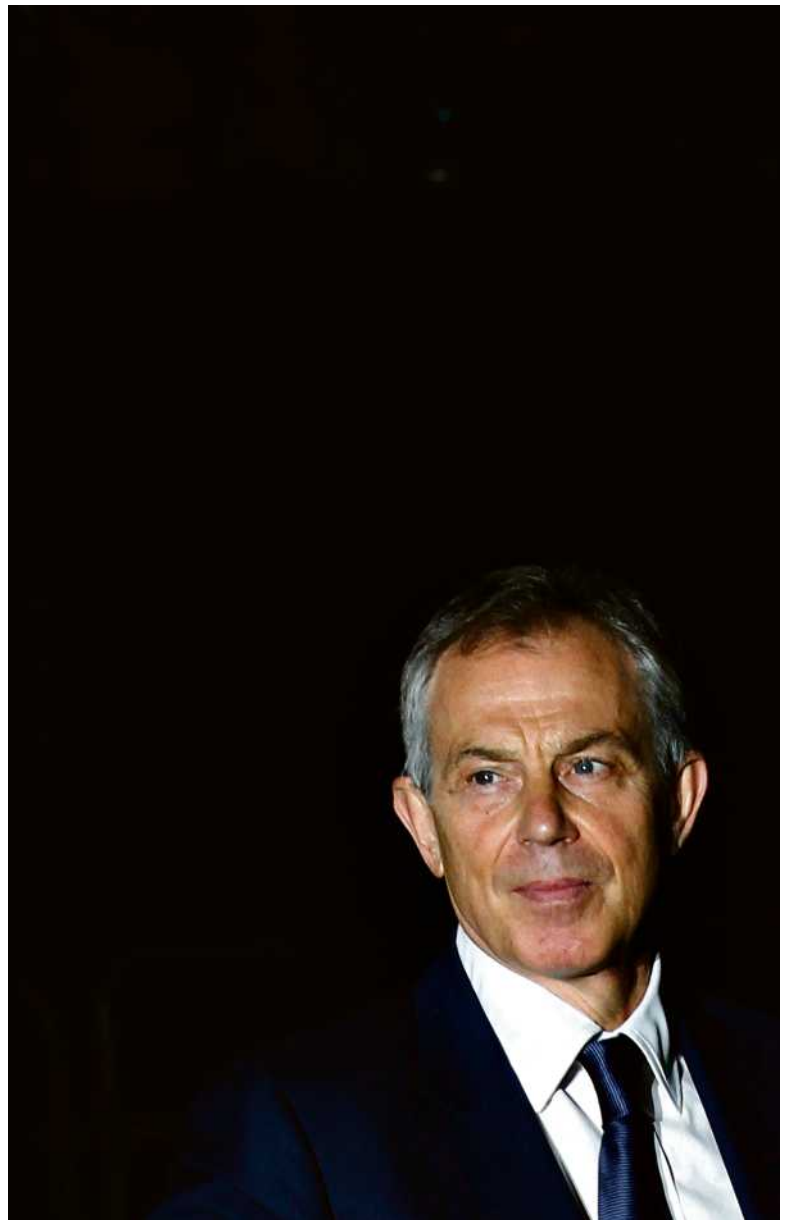
En passant, Tony Blair adresse même un coup de chapeau au «programme de réformes ambitieux présenté par le gouvernement français, qui, s'il est mis en œuvre, apportera des bénéfices massifs à la France [lire page 18, ndlr]. Nous avons besoin d'une France forte en Europe».

«**ÉTRANGE.**» Soutient-il la position du Premier ministre conservateur, David Cameron, farouchement opposé à la candidature de Jean-Claude Juncker au poste de président de la Commission européenne, justement parce qu'il estime qu'il ne sera pas ouvert à la mise en œuvre de réformes ? «Ce qui me semble fondamental, c'est que nous devons juste choisir la meilleure personne pour ce poste, celle qui sera capable de diriger un agenda de réformes en Europe.»

Bien entendu, ajoute-t-il, «il faut tenir compte du résultat des élections européennes mais, au bout du compte, il faut nommer la meilleure personne». Parce que «franchement, le nouveau Parlement européen va être un endroit difficile, intéressant et parfois étrange. C'est tout de même une situation inhabituelle que d'avoir des gens élus dans une organisation qu'ils veulent faire disparaître. Nous avons des élus anti-establishment dans les Parlements nationaux, mais ils ne veulent pas se débarrasser du Parlement !» Sans jamais le critiquer ouvertement, Tony Blair laisse pourtant entendre qu'il désapprouve la position d'opposition adoptée par Cameron. Selon *Der Spiegel*, ce dernier aurait prévenu Angela Merkel que la nomination de Jean-Claude Juncker risquait de provoquer une sortie du Royaume-Uni de l'UE. «Le débat sur l'Union européenne va se poursuivre, inévitablement, et je ne suis pas sûr qu'il soit sage de placer dans l'agenda la possibilité d'un départ», explique l'ancien Premier ministre, qui réitère son opposition à un référendum sur un maintien ou non du Royaume-Uni au sein de l'UE. David Cameron a promis un référendum en 2017 s'il est réélu en 2015. «Vous êtes toujours dans une meilleure situation pour

argumenter votre point de vue si vous parlez plus de ce qui est positif pour l'Europe dans son ensemble que juste pour le Royaume-Uni. Vous êtes plus fort en créant des alliances», explique encore Tony Blair. Et, ajoute-t-il, «il est important de rappeler aux Britanniques que nous avons toujours réussi à plutôt très bien négocier nos intérêts au sein de l'UE. Je reste persuadé que les Britanniques ne sont pas si opposés à l'Europe que ce qu'on laisse entendre et que, s'il y avait un référendum, ils réaliseraient quelle folie ce serait de quitter l'UE».

Qui plus est, ajoute-t-il avec un petit sourire en coin, «personne n'a jamais gagné une élection au Royaume-Uni avec un agenda anti-européen. Margaret Thatcher a gagné contre un Labour à l'époque anti-européen, John Major a gagné en repoussant les eurosceptiques de son parti et moi, j'ai, après tout, gagné trois élections de suite avec un programme extrêmement pro-européen».



Tony Blair, en 2011. Il affirme aujourd'hui n'être candidat «à rien» en Europe. LUKE MACGREGOR/REUTERS

REPÈRES

Tony Blair a été Premier ministre travailliste du Royaume-Uni de 1997 à 2007. Il a ensuite été nommé envoyé spécial au Proche-Orient du Quartet formé par l'ONU, l'UE, les Etats-Unis et la Russie.

«Quand nous aurons négocié un nouvel accord sur les relations du Royaume-Uni avec l'UE, nous offrirons aux Britanniques un référendum.»

Le Premier ministre David Cameron en janvier 2013

27,5%

C'est le score obtenu en Grande-Bretagne par le parti europhobe Ukip lors des élections européennes. Le mouvement anti-immigration et anti-UE a devancé à cette occasion conservateurs et travaillistes.

«Mon droit d'asile ici [en Russie, ndr] prend fin au début du mois d'août. Si le Brésil m'offre l'asile, je serais heureux de l'accepter. [...] Quand j'étais bloqué à l'aéroport de Moscou, j'ai adressé une demande d'asile à différents pays, parmi lesquels figurait le Brésil. Une demande formelle.»

Edward Snowden dans une interview à la chaîne de télévision brésilienne Globo

LES GENS



LAVROV VEUT DES «COULOIRS HUMANITAIRES» EN UKRAÏNE

Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, demande au Conseil de sécurité de l'ONU la création «immédiate de couloirs humanitaires» permettant aux civils de quitter les zones de combats dans l'est de l'Ukraine. Alors que des affrontements entre l'armée et les séparatistes prorusse font rage depuis plus d'une semaine près de Donetsk, Lavrov dénonce la violence des troupes ukrainiennes et accuse Kiev de violer la Convention de Genève du 12 août 1949 «relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre». «Nous voulons que le Conseil de sécurité exige qu'aucun obstacle n'entrave ni le départ des civils des zones de combats ni la livraison d'aide humanitaire», a-t-il déclaré.

PHOTO REUTERS

Fatah et Hamas mettent fin à sept ans de divorce

PALESTINE L'échec des négociations de paix avec Israël a conduit Abbas à privilégier la réconciliation nationale.



Le gouvernement d'union est composé de personnalités indépendantes. M. TOROKAM. REUTERS

La photo de famille donne le ton : tous les ministres, hormis une femme, ont choisi un costume noir, des cravates aux tons neutres, soulignant l'image de sérieux et de sobriété que veut donner le nouveau gouvernement d'union palestinien qui a prêté serment lundi. Depuis juin 2007 et la division entre le Fatah et le Hamas qui a suivi le coup de force du mouvement islamiste à Gaza, c'est la première fois que les deux principaux partis palestiniens tombent d'accord sur la formation d'un exécutif de consensus. Son objectif ? Préparer des élections législatives et présidentielle d'ici la fin de l'année. Composé de 17 ministres, dont cinq de Gaza, les nouveaux assermentés sont indépendants, affiliés ni au Fatah ni Hamas, mais leur nomination a été âprement négociée par les deux parties.

Stérile. L'idée de raccommoder les frères ennemis est venue après la dernière tentative d'un accord entre Israël et l'Autorité palestinienne qui a buté sur la

question des libérations de prisonniers. En mal de reconnaissance intérieure et coincé par des négociations de paix stériles, le président palestinien, Mahmoud Abbas, s'est finalement tourné vers le dossier en déshérence de la réconciliation. Face à lui, il a trouvé un Hamas affaibli par le changement de pouvoir en Egypte, coupé du soutien des Frères musulmans, et qui n'a pas encore retrouvé les bonnes grâces de l'Iran. Tous deux fragilisés, le Fatah et le Hamas ont donc plus facilement aplani leurs différends.

Les postes clés du gouvernement d'union restent au final aux mains de ceux qui les occupent aujourd'hui : Rami Hamdallah, ancien président de l'université de Naplouse, nommé Premier ministre en juin 2013, se succède à lui-même. De même le ministre des Affaires étrangères, Riyad al-Maliki, et celui des Finances, Choukri Bichara, sont maintenus dans leurs fonctions. A Gaza, comme convenu, le Premier ministre du Hamas, Ismaël Haniyeh, a annoncé la dissolution de

son gouvernement.

Mahmoud Abbas a promis lors de la présentation du nouvel exécutif que celui-ci resterait engagé dans la voie diplomatique et le respect des accords signés. Il a toutefois eu des mots durs envers Israël, accusant son gouvernement de «ne travailler que pour renforcer l'occupation, construire des colonies et judaïser Jérusalem».

Attentisme. Côté israélien, la formation de ce gouvernement a été rejetée par le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, pour qui cet exécutif «ne va pas renforcer la paix, mais va renforcer le terrorisme». L'Amérique joue l'attentisme. Le secrétaire d'Etat, John Kerry, a exprimé «son inquiétude sur le rôle du Hamas dans un tel gouvernement, sur l'importance que le nouveau gouvernement rejette la violence, reconnaisse l'Etat d'Israël et respecte les engagements signés», soulignant que Abbas l'avait assuré que ces principes seraient respectés.

De notre correspondante à Tel-Aviv

AUDE MARCOVITCH

DÉCRYPTAGE

Par LUC MATHIEU

Les talibans afghans fanfaronnent après un échange de prisonniers

D'ordinaire, le mollah Omar, le chef des talibans afghans, ne communique qu'une à deux fois par an, lors de fêtes musulmanes. Cette fois, il n'a pas attendu le début du Ramadan pour s'exprimer. Dans un communiqué publié dimanche, il a salué la «grande victoire» que représentait l'échange du sergent américain Bowe Bergdahl, enlevé il y a cinq ans en Afghanistan, contre cinq leaders talibans détenus à Guantánamo depuis 2002 (Libération de lundi).

S'agit-il réellement d'un succès pour les talibans ?

Oui, principalement en raison du profil des prisonniers libérés. Loin d'être de simples combattants, tous figuraient dans l'état-major du mouvement au pouvoir en Afghanistan entre 1996 et 2001. Et tous, dont Mohammad Fazl, ex-vice ministre de la Défense, Abdul Haq Wasiq, ancien responsable des services de renseignement, et Norullah Nori, commandant militaire, avaient des liens avec Al-Qaëda. Khairullah Khairkhwa, ancien gouverneur de la province de Herat (ouest du pays), avait même négocié un accord avec le régime chiite iranien pour obtenir son soutien dans la guerre contre les troupes américaines et de l'Otan. Cet échange de prisonniers sert également la propagande talibane. Dès dimanche, ils ont diffusé

sur Internet une vidéo montrant les cinq ex-prisonniers de Guantánamo alors qu'ils retrouvent amis et familles à leur arrivée au Qatar, qui a fait office de médiateur entre les talibans et les Etats-Unis.

Cet échange préfigure-t-il une reprise des négociations ?

Non, a fait savoir Zabihullah Mujahid, porte-parole des talibans. «Il s'agit seulement d'un échange de prisonniers de guerre, cela n'a rien de politique.» Même si les talibans ont toujours refusé de négocier avec le président afghan, Hamid Karzai – vu comme la «marionnette des Américains» –, plusieurs rencontres ont eu lieu ces dernières années avec ses émissaires et des représentants des Etats-Unis, que ce soit au Japon, en France ou au Qatar. Mais ces réunions n'ont jamais abouti à un résultat concret, restant au stade de «discussions à propos des discussions». Les initiatives d'Agha Jan Mutasim, ex-ministre des Finances et favorable à des discussions, ont quant à elles été dénoncées par la Choura de Quetta, l'organe de direction du mouvement. Hier, les talibans ont menacé de lancer des attaques pour perturber le second tour de l'élection présidentielle, programmé le 14 juin. Ils ont également fait savoir que tant que des soldats américains seraient déployés en Afghanistan, ils continueraient à les combattre. ♦

29

C'est désormais le nombre d'Etats que compte l'Inde, après avoir donné naissance lundi au Tèlangana, à l'issue d'une campagne séparatiste de près de six décennies. Sa création provient de la scission de l'Andhra Pradesh, cinquième plus grand Etat indien, créé en 1956.

GUILLAUME ERNER
10H - 11H

SERVICE PUBLIC

Retrouvez aujourd'hui la chronique
«Mode et démode» de Françoise-Marie Santucci

Libération

france inter LA VOIX EST LIBRE
franceinter.fr

Le Président annonce ce mardi ses arbitrages sur la réforme territoriale, qui redessine la carte administrative de la France.



2015: François Hollande rebat

Par GRÉGOIRE BISEAU
et SYBILLE VINCENDON

François Hollande a tranché. Pour la lisibilité et la simplicité. Dans une tribune publiée ce mardi matin dans plusieurs quotidiens régionaux, le chef de l'Etat dévoile les contours de sa réforme territoriale. S'il a choisi d'accélérer sur la réduction du nombre de régions (de 22 à 14) dès 2015, il a en revanche décidé de repousser la fin des départements à 2020 et d'en rester à son calendrier initial, évoqué le 14 janvier lors de sa conférence de presse. Les derniers ajus-

tements faisaient encore l'objet d'ultimes arbitrages lundi soir lors d'une réunion interministérielle en présence de Manuel Valls, Bernard Cazeneuve (Intérieur), Marylise Lebranchu et son secrétaire d'Etat André Vallini (Décentralisation).

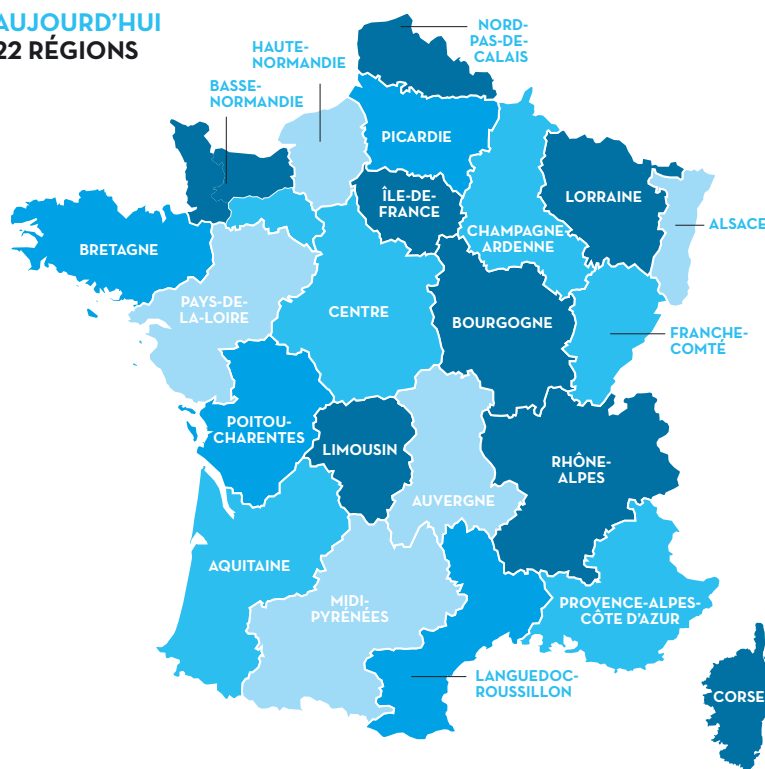
L'ENJEU POLITIQUE

François Hollande a finalement décidé de limiter au maximum le risque politique autour d'une réforme dont les grands principes sont soutenus par une majorité de Français. Si la réduction du nombre de régions n'était pas de nature à enflammer la classe politique, la suppression des départements était à la fois plus complexe et plus explosive. A droite, bien sûr, puisque l'opposition, tout en soutenant le principe d'une réforme, ne veut pas faire le moindre cadeau au chef de l'Etat. Mais aussi à gauche. «Anticipant la défaite de 2017, plusieurs députés de la majorité, qui sont à la fois conseillers départementaux ou régionaux, comptaient bien garder leur mandat local et auraient pu être tentés de voter contre la réforme», confie un député socialiste.

Car la fin du département aurait nécessité une modification de la Constitution et donc un vote aux 3/5^e du Congrès. En clair, sans l'appui de l'opposition, point de salut. Hollande a consulté tous les partis politiques, pour sonder leurs intentions. «Or la droite nous a fait clairement comprendre qu'elle ne voterait pas en faveur du texte», explique un collaborateur du chef de l'Etat. Et comme Hollande exclut la possibilité d'un référendum, qui se serait très probablement retourné contre lui, exit la suppression à court terme des départements.

Restait la possibilité de trouver un entre-deux : faire bouger l'échelon départemental, sans avoir à changer la Constitution. La ministre de la Décentralisation, Marylise Lebranchu, a fait plusieurs propositions en ce sens mais

AUJOURD'HUI 22 RÉGIONS



REPÈRES

58%

des Français considèrent que le projet de réforme doit faire l'objet d'un référendum.

Sondage Ifop réalisé du 15 au 19 mai, sur un échantillon de 1100 personnes.

LE CALENDRIER

Le nombre de régions passera l'an prochain de 22 à 14. La fin des départements interviendra, elle, en 2020. Les élections cantonales et régionales se dérouleront conjointement à l'automne 2015.



SUR LIBÉRATION.FR

A suivre Retrouvez les réactions sur le redécoupage et nos décryptages dans le dossier «Réforme territoriale».

l'option a été écartée par le chef de l'Etat. «Il a voulu faire simple», dit-on à l'Elysée. La modification de la Constitution sera donc repoussée à l'après-2017, après l'élection présidentielle.

UNE RÉFORME ET DEUX LOIS

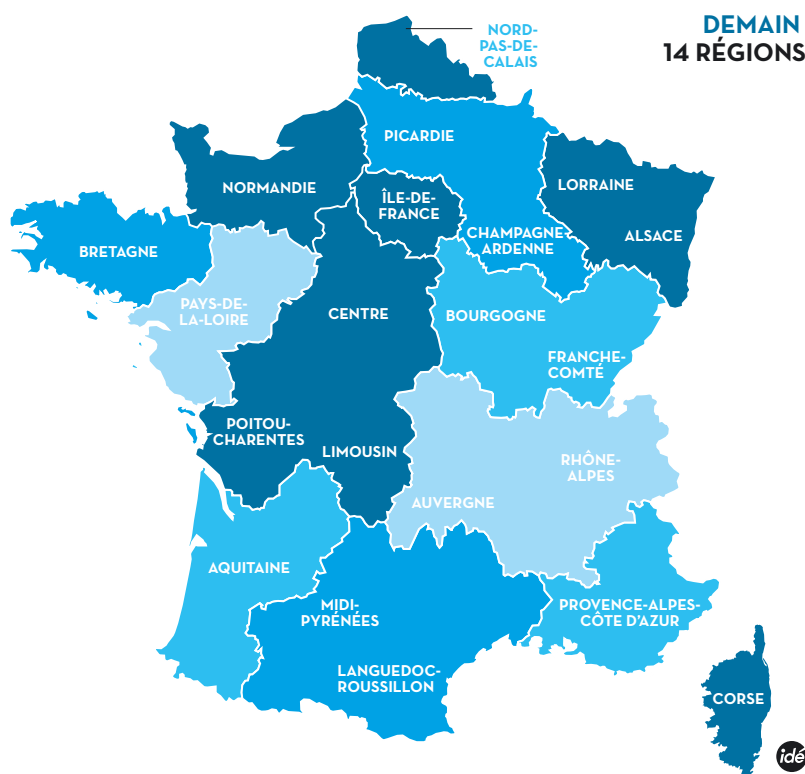
Initialement, seul le texte sur les régions et leurs compétences, porté par Marylise Lebranchu, devait être discuté. Mais avec l'annonce d'une nouvelle

carte des régions et la perspective d'un report des élections régionales et cantonales, un second projet de loi s'est intercalé, porté par Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur. Il fixe les élections à l'automne 2015, avec 14 régions à renouveler. Les deux projets seront présentés ensemble en Conseil des ministres, sans doute le 18 juin, mais seul celui sur les élections devrait être discuté à l'Assemblée. Suite page 12



Le projet sera probablement présenté en Conseil des ministres le 18 juin.
PHOTO MARC CHAUMEIL

la carte



Des désaccords persistent entre l'exécutif et les collectivités locales sur les éventuelles économies générées par la réforme.

Les ruses de sous du gouvernement

« Si vous entrez dans la réforme par le prisme des économies, vous allez déprimer tout le monde », expliquait-il y a quelques jours Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation. Mais... « elles peuvent être une résultante de la réforme ». Aucune source gouvernementale ne veut traduire la réforme territoriale en chiffres.

Les élus locaux ont du mal à saisir ces nuances. Dans un document interne, l'Association des régions de France (ARF) a évalué les « surcoûts » des fusions, recensant une longue liste de « réalignements sur le mieux-disant » pour divers postes de dépenses, dont le régime des personnels transférés. La note pose certes que « des économies sont possibles à long terme (essentiellement sur la commande publique), mais des surcoûts immédiats et à moyen terme ne doivent pas être éludés ». L'ARF prévoit ainsi que la facture gonflera pour les dotations aux lycées, les forfaits d'externat, les aides aux familles, aux jeunes, aux chômeurs, plus le nouvel intranet, voire un nouvel hôtel de région...

En boucle. Les réticences sont encore plus fortes du côté des départements. Depuis l'annonce de « la suppression des conseils départementaux à l'horizon 2021 » par Manuel Valls, Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France, martèle en boucle : « Pouvez-vous nous dire combien d'économies vous faites avec ça ? » Entre les collèges, les routes, certaines lignes de cars, les transports scolaires et, surtout, les aides sociales, les compétences des départements devront bien être assurées par quelqu'un. Ce sera par les métropoles, partout où elles existent, comme l'a préconisé le rapport Malvy-Lambert sur le redressement des finances publiques. Une source gouvernementale explique qu'il faut rationaliser partout où c'est possible

« sans diminuer le service rendu, mais avec une meilleure utilisation des moyens ». Pas simple mais, à la clé, « pas mal d'économies ».

« Mutualisation ». Au niveau communal, le filon est plus riche. Le gouvernement mise gros sur l'amélioration du binôme communes-intercommunalités. Il y a du travail. La Cour des comptes avait déjà pointé l'in vraisemblable quantité de doublons que génère la cohabitation des communes et de leurs communautés. Le gouvernement entend donc « encourager la mutualisation ». Ou plutôt la brusquer un peu : les intercommunalités passeraient à un minimum de 20 000 habitants (contre 5 000 aujourd'hui), ce qui devrait permettre des économies d'échelle. A cela s'ajoutera un

Au niveau communal, le filon est riche. Le gouvernement mise gros sur l'amélioration du binôme communes-intercommunalités.

grand ménage dans les 13 500 syndicats techniques (des eaux, de l'électricité, des déchets, etc.) que compte le pays. Une commune est, en moyenne, membre de 4,5 syndicats, avec indemnités de présidence pour les élus locaux. Economies ? « Pas encore chiffrées. On les chiffrera au fur et à mesure, mais on a une chance d'économies. »

En fait, le gros des 11 milliards d'euros recherchés pourrait bien venir de l'Etat, via la dotation globale de fonctionnement qu'il distribue. Sa répartition sera revue dès la loi de finances 2015, à l'automne, avant une refonte totale l'année d'après. « Les parlementaires qui suivent ces sujets nous ont demandés du temps pour faire une bonne réforme », précise Marylise Lebranchu. La ministre estime que l'objectif des 11 milliards est admis. « Reste à savoir comment l'atteindre. »

S.V.



Mardi Politique

François LAMY

Conseiller politique auprès du Premier secrétaire du PS, député de l'Essonne, ancien ministre délégué chargé de la Ville.

à 19h10 sur RFI et à suivre en vidéo sur rfi.fr, liberation.fr et afp.com

Suite de la page 10 début juillet. La loi sur la gouvernance régionale attendra l'automne.

DE LA RÉGION À LA SUPER-RÉGION

Le nombre actuel des régions, 22, passera à 14. Pas question d'entrer dans des redécoupages complexes rattachant les départements ici ou là : les collectivités régionales sont fusionnées en bloc, à deux, voire à trois : Poitou-Charentes, Limousin et Centre fusionnent, tout comme l'Alsace et la Lorraine, ou Picardie et Champagne-Ardenne. En revanche le Nord-Pas-de-Calais, Paca, l'Île-de-France, la Bretagne, les Pays de la Loire, l'Aquitaine ou la Corse restent inchangées.

Avec la fin de la clause de compétence générale, ces super-régions «doivent être en première ligne pour la croissance et l'emploi», avait résumé mercredi Marylise Lebranchu lors d'un déplacement en Bourgogne et Franche-Comté, candidates à l'union.

Chacun, jusqu'à l'arbitrage, a fait valoir ses préférences : l'idée des mariages a fait son chemin, mais les voies sont ardues. Les élus bretons souhaitaient absorber le département de la Loire-Atlantique, mais pas tous les Pays de la Loire. En région Centre, le Président préférerait s'unir aux Pays de la Loire, même si d'autres cartes l'ont finalement poussé vers Poitou-Charentes. Aux divergences locales, s'est ajoutée la question de la capitale régionale : être gouvernés à Nancy réveille les Alsaciens. Plus modernes, Bourgogne et Franche-Comté réfléchissent à une métropole Dijon-Besançon en réseau, «avec répartition des fonctions métropolitaines».

LA MORT LENTE DU DÉPARTEMENT

En attendant la fin des départements en 2020, le gouvernement va simplifier là où c'est possible, par la voie législative. La loi permet de reproduire l'exemple de la métropole de Lyon, qui a fusionné avec le département du Rhône. Une vingtaine de départements pourraient ainsi disparaître au sein des zones les plus urbanisées. Progressivement, des compétences pourraient être transférées aux régions, aux intercommunalités ou même à l'Etat. Les compétences peuvent aussi être réparties entre les régions (routes, collèges) ou les métropoles (action sociale). Les allocations type RSA, gérées par les CAF, reviendraient dans le giron de l'Etat.

DES INTERCOMMUNALITÉS DOPÉES

La France vient à peine d'achever la carte des intercommunalités, n'abritant plus que 40 communes isolées. Mais le gouvernement juge que le seuil minimum de 5 000 habitants est bien trop bas pour générer de vraies économies de mutualisation. C'est donc un seuil de 20 000 habitants qui sera visé, avec une pondération par la densité d'habitants au kilomètre carré pour ne pas obtenir des résultats absurdes en milieu rural.

QUEL RÉSULTAT À TERME ?

«Il faut que l'électeur identifie deux ou trois niveaux d'élus : le maire, le conseiller communal, l' élu régional», explique-t-on dans l'entourage de Lebranchu. «Il faut ne plus avoir plusieurs niveaux de collectivités qui interviennent sur un même dossier», ajoute un autre. Sans doute aussi tirer un trait sur l'imaginaire territorial des villages et des cantons. ♦



Vincent Feltesse, le nouveau conseiller du président de la République, le 31 mai, à Paris. PHOTO FRÉDÉRIC STUCIN

Le successeur d'Aquilino Morelle à l'Elysée a la charge de soigner les élus.

Vincent Feltesse sur un nouveau territoire

La vie de collaborateur de François Hollande n'est pas une sinécure. Vincent Feltesse le savait. Il en a la confirmation. Le nouveau conseiller politique du chef de l'Etat militait pour que le Président annonce sa réforme territoriale à l'occasion d'un discours en province. Pour donner à ce moment une solennité historique. Il a perdu. Hollande se contentera d'une tribune publiée par plusieurs titres de la presse régionale. «Cela fait quinze jours que je suis arrivé à l'Elysée, je pars de loin, nous confiait Feltesse la semaine dernière. Au début, je suis discret, mais ensuite je déroule.»

Le 9 mai, jour de sa nomination à l'Elysée, Vincent Feltesse, battu par Alain Juppé au premier tour des municipales à Bordeaux, a envoyé ce SMS aux députés de la majorité, en guise d'éléments de langage. Il y parle de lui à la troisième personne : «L'angle à mettre en avant c'est que c'est un bon choix car c'est un politique, l'un d'entre nous [...]. La défaite à Bordeaux est largement due au contexte national et avant cette défaite, il y a eu beaucoup de victoires.» Une «attention» restée en travers de la gorge d'élus PS : «Invoquer les échecs de Hollande pour expliquer sa propre défaite, ce n'est pas d'une très grande classe», raille un député.

Plumage. A 47 ans, Feltesse a la charge de remplacer Aquilino Morelle, démissionné après les révélations de Mediapart. Il n'a repris ni son titre officiel de «conseiller politique» ni son splendide bureau, voisin de celui du chef de l'Etat. Feltesse a hérité d'une pièce

d'angle, au rez-de-chaussée. Et du titre de «conseiller du Président», sans autre attribut ni troupes. «Un chef de pôle sans pôle», plaisante-t-il. Il n'en reste pas moins au cœur de la machine élyséenne, le noyau des sept collaborateurs (1) qui se réunissent les lundis et mercredis matin avec Hollande. Et qui déjeunent avec lui le samedi. La nouvelle oreille politique du Président assiste aussi le mardi, à Matignon, au petit déjeuner de la majorité autour de Manuel Valls. A lui de faire remonter les doléances, de faire redescendre les éléments de langage. Et de peser sur la stratégie de reconquête de Hollande. Une position, par nature enviable, qui froisse de vieilles amitiés du Président. La nomination de Feltesse ? «Anecdote», balaie un hollandais de la première heure.

Le nouveau conseiller est un drôle d'oiseau, au plumage paradoxal. «C'est quelqu'un qui se donne une allure moderne, un très bon connaisseur des questions numériques, mais qui fait de la politique à l'ancienne, comme un vrai apparatchik», analyse Jean Petaux, professeur à Sciences-Po Bordeaux, qui connaît bien l'animal. Né de parents communistes, élevé en Seine-Saint-Denis, Feltesse est un enfant hyperpolitisé qui rompt avec l'histoire familiale en entrant au cabinet du président du conseil général de Gironde. Il prend alors sa carte du PS, mais ne sera d'aucun courant : «J'ai tou-

jours été à la marge. Ce qui permet d'être au centre de ce qu'on crée.»

«New age». En 2007, il était de l'équipe de campagne de Ségolène Royal. Cinq ans plus tard, il gère la campagne numérique de Hollande. Ce qui fait dire à Petaux que «c'est le cinquième enfant du couple : il mélange le cynisme pratique du père et la dimension new age de la mère». «C'est un vrai hollandais, renchérit un député acquis au Président. Il est sympathique, intelligent, mais on ignore tous quelle est sa ligne et ce qui le motive dans le combat.» Une chose est sûre, Feltesse sait ce qu'il veut. En 2001, il demande à la direction de Sciences-Po Bordeaux de devenir professeur. On lui répond qu'il n'y a pas de poste. Après un coup de fil au cabinet de Jack Lang, alors ministre de l'Education, le poste est créé. En 2008, il évince la suppléante de la députée PS Michèle Delaunay. Feltesse assume une certaine brutalité en politique et rêve de canaliser le «talent» de Hollande. Un élu PS tique : «Pour être un bon conseiller, il faut pouvoir dire non. Or, l'avvenir politique de Feltesse dépend du bon vouloir du Président, donc il ne sera jamais libre.» Pas du tout, répond l'intéressé : «Je me suis construit en grande partie seul. Mon objectif politique reste de devenir un jour maire de Bordeaux.»

GRÉGOIRE BISEAU

(1) Avec le secrétaire général, Jean-Pierre Jouyet, ses adjoints, Emmanuel Macron et Nicolas Revel, la directrice de cabinet, Sylvie Hubac, le responsable de la communication, Gaspard Gantzer, et le nouveau responsable de la cellule diplomatique, Jacques Audibert.

CARNET

ANNIVERSAIRES

Joyeux anniversaire
Moune

Maintenant tu peux manger un chewing-gum et faire du skate. Je t'aime très fort. Léon

DÉCÈS

Danielle de SPENGLER-RIVIER, son épouse
Nina de SPENGLER KNECHT et Pierre KNECHT
Dominique et Jean-Pierre COURTILLOT
Jean de SPENGLER et Wilbert de ROO
Nicolas SPENGLER et Odile SPENGLER-GERAULT
ses enfants, belles-filles et gendres
Anna STOLL-KNECHT et Luca STOLL, Arturo et César Mathias KNECHT et Béatrice TALON
Irene et Olivier VENTRILLARD, Hector et Agathe Stéphane COURTILLOT et Solène FEUERBACK
Ludovic et Corentin SPENGLER, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la grande douleur de vous faire part de la mort de

Alexis de SPENGLER

qui s'est éteint paisiblement le jeudi 29 mai 2014 à son domicile de PARIS, dans sa 91ème année.

« Je lève les yeux vers les montagnes d'où me viendra le secours ? »

Adresse : 14, avenue Charles-Floquet, 75007 PARIS.

Le service religieux se déroulera à l'église orthodoxe russe de VEVEY (SUISSE), mardi 10 juin à 15h.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

SOUVENIRS

Geneviève
FAGET-DESVALS,

Tu auras toujours

60 ans.

Bruxelles,
La Seyne, Paris.

La reproduction de nos petites annonces est interdite

Le Carnet
Emilie Rigaudias
01 40 10 52 45

carnet-libe@amaurydias.fr



L'institution militaire va perdre 34 500 postes lors des six prochaines années. SÉBASTIEN CALVET

La Défense gagne la bataille budgétaire

COMPTES Le Président a affirmé lundi qu'il n'y aurait pas de réduction du financement de l'armée, pour l'instant.

Les armées ont remporté une bataille contre Bercy, mais la guerre est loin d'être gagnée. Tel est le sentiment qui prévaut au sein de la « communauté de la défense », un groupe informel qui rassemble les parlementaires des commissions de défense, les experts militaires et les industriels de ce secteur stratégique.

Lundi, à l'issue d'un Conseil de défense tenu à l'Elysée, le président de la République a « réaffirmé les engagements financiers de la loi de programmation militaire » (LPM) qui couvre les années 2014-2019. Autrement dit, il n'y aura pas de nouvelles coupes au sein du budget de la Défense, comme le redoutaient le ministre de tutelle, Jean-Yves Le Drian, et les chefs des trois armées (marine, air, terre). Ces derniers avaient agité la menace de leur démission tant leur exaspération était grande devant les plans de réduction qui se succèdent sans discontinuer depuis vingt ans.

Gronde. Alors que, depuis 2008, 45 000 postes ont été supprimés, l'institution militaire va encore en perdre 34 500 au cours des six prochaines années. La colère gronde dans les casernes, où les infrastructures se détériorent à vue d'œil, où les heures d'entraînement se réduisent d'année en année, tandis que les soldes sont versées de manière chaotique en raison des bugs en

série du logiciel Louvois. Face à cette situation, le ministère de la Défense tente de colmater les brèches, avec les moyens du bord, en multipliant les plans d'urgence.

La confirmation par l'Elysée de la « sanctuarisation » du budget de la Défense était certes attendue depuis que Manuel Valls s'était prononcé en ce sens la semaine dernière. Mais ce soulage-

« Dans six mois, dans un an, Bercy va certainement relancer l'offensive. »

Etienne de Durand de l'Institut français des relations internationales

ment pourrait être de courte durée. « Dans six mois, au plus tard dans un an, Bercy va certainement relancer l'offensive », assure Etienne de Durand, chercheur à l'Institut français des relations internationales. Car sous la pression de Bruxelles, le gouvernement a un besoin impérieux de faire des économies. Or la Défense est le second budget de la nation. C'est tentant...

Par ailleurs, l'exécution pleine et entière de la LPM est, elle-même, sujette à caution, la Cour des comptes la jugeant d'ores et déjà « peu probable ». Car sur 190 milliards d'euros de crédits prévus sur six ans pour le secteur, 6 milliards sont censés provenir de recettes exceptionnelles : des ventes de fréquences hertziennes et

d'actifs immobiliers. Par définition, rien n'est acquis. Autre angle mort : les opérations militaires extérieures (les « Opex ») qui plombent virtuellement une LPM calculée au plus juste. En 2013, l'opération Serval au Mali avait fait exploser les surcoûts (ce qui s'ajoute aux frais de fonctionnement des armées) : 1,25 milliard au lieu des 680 provisionnés... la Défense avait dû assumer seule la majorité de ce dépassement.

Sangaris. Cette année, alors que le budget « Opex » a encore été réduit (à 430 millions), le surcoût devrait atteindre « le milliard », confie une source proche du dossier. Cette fois en raison de l'opération Sangaris en Centrafrique, qui mobilise 2000 hommes et dont le surcoût mensuel atteindrait les 50 à 60 millions, selon une source à la Défense.

La semaine dernière, avant même l'arbitrage rendu ce lundi par l'Elysée, le ministre de la Défense avait annoncé avoir validé les commandes de plusieurs équipements attendus impatiemment par l'armée : deux avions ravitailleurs MRTT, le programme Scorpion de modernisation de l'armée de terre, un troisième drone d'observation... Ce qui est pris n'est plus à prendre.

THOMAS HOFNUNG

DROIT DE SUITE

Par ALAIN AUFRAY

UMP : les amis de Copé et Sarkozy lancent une contre-offensive

Le casse-tête est inextricable. Une semaine après le dramatique bureau politique qui a arraché la démission de Jean-François Copé, les questions se bousculent et restent sans réponses. Qui pour diriger l'UMP jusqu'au prochain congrès ? Qui sera candidat à la succession de Copé ? La primaire ouverte, qui doit désigner le candidat de la droite en 2017, aura-t-elle bien lieu ? Ecrasée par le scandale Bygmalion, paralysée par les ambitions concurrentes des nombreux prétendants à la présidentielle, l'UMP s'enfonce dans la crise. Au point que la question de sa survie est désormais posée.

Hostiles à la primaire, les amis de Copé et les sarkozystes font tout pour pourrir la situation. Ils contestent la légitimité du trio de Premiers ministres (Juppé, Raffarin, Fillon) désigné pour assurer l'interim. Ils affirment qu'il n'est pas possible de programmer une élection à la présidence de l'UMP en octobre alors que les sénatoriales sont prévues en septembre. Très agacé, Alain Juppé a posé, lundi, ses conditions à sa participation à la troïka censée pacifier l'UMP : il demande que l'on donne aux trois Premiers ministres « les moyens d'organiser la fonctionnement de l'UMP sur des bases administratives et financières clarifiées ». Juppé pose implicitement la question du maintien de l'immuable directeur général du parti, Eric Césari, fidèle serviteur de Sarkozy.

Alors que l'affaire Bygmalion met au jour une probable violation massive des règles de financement de la campagne présidentielle de 2012, sarkozystes et copéistes se drapent dans le respect du droit pour contester la troïka Juppé-Raffarin-Fillon. Après Nadine Morano et Claude Guéant, qui se sont posés ce week-end en garants de la légalité, une poignée de militants « de base » ont pris le relais lundi. Ils ont mandaté un huissier de justice pour qu'il adresse « une sommation interpellative » à l'adresse de Luc Chatel, vice-président de l'UMP, statutairement le seul habilité à prendre la tête du parti. Nathalie Bordeau, militante du Val-d'Oise, fait partie de ces interpellateurs. Elle confie à Libération qu'elle est animée par « un souci éthique » et a bon espoir de voir Copé, « victime » selon elle d'un « abus de confiance », revenir à la tête de l'UMP. Elle ne doute pas que Sarkozy sera candidat en 2017.

Un état d'esprit sans doute assez largement répandu chez les adhérents à jour de cotisation. Ils ne seraient plus que 115 000, contre plus de 300 000 en novembre 2012 au moment de l'élection contestée de Copé. En s'appuyant sur ce noyau dur de militants prêts à tout pardonner aux champions de la droite décomposée, les sarkozystes peuvent verrouiller le parti et bloquer les ambitions de ceux espèrent, à l'occasion d'une primaire ouverte, démontrer qu'une autre droite serait possible. ◆

L'HISTOIRE

EN MAI, LE FRONT NATIONAL A SQUATTÉ LES MATINALES RADIO ET TÉLÉ

Selon le décompte du Lab d'Europe 1, Florian Philippot, numéro 2 du FN, a été la personnalité politique la plus présente en mai dans les matinales des télévisions et des radios. Elu eurodéputé le mois dernier - après des échecs aux législatives et aux municipales -, il a cumulé neuf passages, tandis qu'avec cinq interviews chacun, Marine Le Pen et Louis Aliot se partagent la troisième place. Le podium est complété par Alain Lamassoure (UMP), deuxième avec six passages, tout comme Nicolas Dupont-Aignan et Henri Guaino. Avec trois interviews, suivent Marielle de Sarnez (Modem), Pervenche Berès (PS) et Rachida Dati (UMP). Au total, selon le Lab, 125 hommes et femmes politiques différents se sont rendus sur les plateaux des matinales en mai.

Pour Patrick Klugman, avocat de victimes de la tuerie de Toulouse, «personne ne s'auto-embrigade» :

Jihadisme : «Merah et Nemmouche ont voyagé, ont été “formés” par d'autres»

Par **ONDINE MILLOT**

Patrick Klugman est l'un des avocats des familles des victimes de la tuerie commise par Mohamed Merah dans l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse le 19 mars 2012. Il défend également le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) dans le dossier de l'attentat dé-

INTERVIEW joué contre une épicerie juive de Sarcelles (Val-d'Oise) en octobre 2012 (préparé par la cellule islamiste dite «Cannes-Torcy»). Dans le parcours criminel de Mehdi Nemmouche, l'avocat identifie plusieurs parallèles avec celui de Mohamed Merah. Et appelle à une lutte «sociétale» et non pas uniquement sécuritaire contre ce type de terrorisme.

Vous dites avoir pensé au dossier Merah dès les premières images de la tuerie de Bruxelles...

Oui, parce que la vidéosurveillance du Musée juif de Bruxelles montre un tireur déterminé à tuer, dans un lieu très identifié de la communauté juive, en plein jour, en pleine ville, à visage découvert, en sachant qu'il



sera vu, filmé. Ensuite, avec l'arrestation de Mehdi Nemmouche, sont apparues les similitudes dans les parcours. Des jeunes désocialisés, une entrée dans la petite délinquance, puis une montée en gravité des actes, une radicalisation en prison, des voyages initiatiques, qui mènent au terrorisme.

Y a-t-il pour vous des enseignements à tirer de ces similitudes ?

Oui, et ils sont nombreux. Je pense d'abord à la prison. Il faut absolument y développer encore un travail de surveillance plus fin, mais pas seulement. Si le jihad a pris autant de place en prison, c'est que pour beaucoup de détenus, il n'y a rien d'autre. Que le travail y est trop peu développé, que l'accès à une sociabilité positive est très dif-



Le tireur filmé par les caméras de vidéosurveillance du Musée juif de Bruxelles, le 24 mai. PHOTO BELGA. AFP

ficile. Avec un personnel débordé, pas assez formé.

Tous les avocats comme moi ont vu un jour certains de leurs clients basculer dans l'islamisme après leur incarcération. Il faut proposer aux détenus un autre choix que d'être happé soit par une organisation mafieuse, soit par les salafistes.

Et en dehors de la prison ?

Ces terroristes sont des hommes jeunes. Il y a donc à penser au rôle de l'école, des structures d'encadrement de la jeunesse avec lesquelles ils rompent. Et au rôle des vecteurs qui leur permettent de se radicaliser : les réseaux sociaux, Internet. On ne trouvera aucun jeune parti en Syrie qui ne soit passé par

là. Ils apprennent à fabriquer des bombes via les moteurs de recherche, ils nouent des contacts avec des jihadistes sur Facebook et les réseaux sociaux. Demander aux principaux acteurs d'Internet, aux responsables de Google, Yahoo, Bing et autres de s'impliquer davantage dans la lutte contre le jihadisme est une nécessité.

Que pensez-vous de la présentation de Merah et Nemmouche comme des «loups solitaires» ?

Je pense que cette façon d'analyser les choses est dangereuse, car elle laisse croire à l'idée d'actes isolés, presque comme des «accidents». Or, on sait au contraire que des filières sont très actives pour embrigader ces jeunes, les endoctriner et encourager leurs activités criminelles. Personne ne s'auto-embrigade. Merah et Nemmouche ont voyagé, ont été «formés» par d'autres. Il y a une entreprise de la haine. Organisée. Pas forcément de manière entièrement verticale, quoiqu'il y ait des émirs. Mais avec des points de passage obligés et une grande violence structurelle. Quand on habite Toulouse ou Bordeaux, qu'on a 18 ans et pas d'argent, partir en Syrie ne se fait pas sans soutiens.

La tuerie de Bruxelles a-t-elle aussi fait ressurgir l'anxiété dans une partie de la communauté juive de France ?

Dès les faits, alors qu'on ne savait pas encore que l'auteur était français, qu'il allait être arrêté en France, vous n'imaginez pas la terreur de parents qui se sont demandé s'ils envoyaient leurs enfants à l'école juive ou pas. Il y a eu des demandes de renforts de sécurité, des réunions de parents d'élèves en urgence. C'est un sentiment en grande partie irrationnel, mais le terrorisme place justement les gens dans des situations de peur irrationnelle.

La communauté juive se sent visée. Dans l'attentat déjoué contre l'épicerie juive de Sarcelles, on a retrouvé une liste d'institutions et de personnes juives destinées à être des cibles. Cela dit, ce serait une grave erreur de considérer que ce terrorisme n'inquiète que les juifs, que ce serait une histoire de Juifs et d'Arabes. La vraie cible, le modèle qui est visé, c'est la société française dans son ensemble. Cette société ouverte, multiculturelle, démocratique, libre est un contre-modèle insupportable pour les jihadistes. C'est aussi en renforçant ces valeurs qu'on combat le terrorisme. ◆

REPÈRES

LES FAITS DU JOUR

Mehdi Nemmouche a-t-il agi seul ? Planifiait-il d'autres crimes ? Les enquêteurs tentaient toujours lundi soir de faire parler le suspect de la tuerie du Musée juif de Bruxelles. Arrêté vendredi à Marseille, Mehdi Nemmouche,

29 ans, invoque toujours son droit au silence et refuse de s'exprimer sur les faits, indique son avocat, M^e Apolin Pepiezep. Mais il accepterait «en principe» d'être extradé rapidement vers la Belgique, a ajouté son défenseur.

5 hommes ont été arrêtés lundi dans le cadre d'une enquête sur une filière d'envoi de jihadistes en Syrie. Selon une source judiciaire, cela n'a pas de lien avec l'affaire Nemmouche.

Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris, s'inquiète des dérives jihadistes. Mohammed Moussaoui, le président de l'Union des mosquées de France, appelle quant à lui à des états généraux des responsables religieux musulmans contre les montées du radicalisme.

«Je suis consciente des questions de sécurité [...], mais, en même temps, il ne faut pas que Paris soit une ville où on ne puisse plus faire la fête à cause de contraintes de sécurité.»

Anne Hidalgo maire (PS) de Paris sur France Bleu

L'HISTOIRE

DEUX HOMMES MEURENT APRÈS UNE COURSE-POURSUITE

La Fiat Punto a été retrouvée peu après 1 heure du matin, sur le toit, encastée dans un arbre face à la cité des 3000 d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis. À l'intérieur, deux jeunes hommes. Le passager, 22 ans et originaire de la commune voisine de Tremblay-en-France, est mort quasi sur le coup. Le conducteur, qui n'avait pas été identifié lundi, est décédé quelques heures plus tard. Les policiers ont expliqué qu'ils avaient déjà perdu de vue la Fiat Punto au moment de l'embarquée fatale. Peu avant, la brigade anticriminalité (BAC) de Seine-Saint-Denis avait tenté de contrôler les deux hommes, qui roulaient le visage dissimulé par des capuches dans cette voiture signalée volée. Toujours selon les policiers, ils auraient immédiatement pris la fuite. La BAC aurait alors tenté de les poursuivre. La Fiat Punto aurait grillé «plusieurs feux rouges», parvenant à semer les policiers. Et pas loin d'une heure se serait écoulée entre la fin de la course-poursuite et l'accident. La Fiat Punto avait été volée la veille sous la menace d'un couteau à Vaujours (Seine-Saint-Denis). (Avec AFP)

Précision Dans un article publié ce lundi dans *Libération* sur l'assassinat à Ajaccio de l'ex-bâtonnier Antoine Sol-lacaro, il est indiqué que les enquêteurs soupçonnent Jacques Santoni, «chef» selon eux de la «bande du Petit Bar», d'en être le «commanditaire». L'avocat de Santoni, Pascal Garbarini, précise que son client n'est «pas mis en examen pour cela». OLB.

Le bizutage de Paris-Dauphine à la barre

JUSTICE Quatre anciens étudiants étaient jugés lundi pour avoir martyrisé un de leurs camarades.

«On est en train d'essayer de comprendre pourquoi des jeunes gens cultivés sont capables de faire ça», insiste la présidente de la 10^e chambre du tribunal correctionnel de Paris. «Ça», c'est un recrutement d'entrée dans l'une des plus influentes associations étudiantes de l'université Paris-Dauphine, qui a viré au bizutage. Lundi, quatre ex-étudiants étaient donc jugés pour «violences aggravées» et «bizutage».

L'affaire remonte à la rentrée 2011. Le 25 octobre, un étudiant de 18 ans se présente à un «entretien» dans l'espoir d'intégrer la Jeune association pour la promotion des activités à Dauphine (Japad). «C'était l'association la plus prestigieuse, qui organisait les événements les plus mémorables. J'avais envie de m'y investir», témoigne fébrilement la victime, dont la candidature a été rejetée dès le lendemain. Dans l'étroit local de la Japad, l'étudiant en première année est agenouillé, torse nu, le pantalon baissé sur les chevilles. Il se retrouve les mains attachées à un balai placé sur ses épaules. «On l'a invité à se mettre à l'aise», se défend l'un des suspects. L'étudiant doit répondre aux questions tout en avalant des bières cul sec. Une drisse – cordage servant à hisser une voile – lui est passée autour du cou. Sur-tout – et «c'est l'acmé de votre entretien», lance la présidente aux prévenus –, l'un d'eux grave dans le dos du jeune homme, les six lettres de l'association à l'aide d'une capsule de bière.

Agés d'une vingtaine d'années, les trois prévenus – manque le président de l'association lors des faits – sont tirés à quatre épingles. Costards, chemises blanches, chaussures de ville parfaitement cirées. Pour sa défense, l'un des trois membres du bureau de la Japad parle de «mise en situation». Un autre affirme à propos de l'entretien: «Je l'ai vécu. On m'avait même demandé de rattraper des bonbons qu'on lançait.» «On a répété les mêmes schémas, sans avoir de recul suffisant», poursuit-il. Celui qui avoue avoir écrit dans le dos de la victime, évoque des «rituels, certes

débiles, mais on n'avait pas de recul». Ils arguent que la victime souriait. «Vous êtes des gens intelligents, vous faites des études pointues, vous allez embrasser des carrières brillantes, et il n'y en a pas un de vous qui dit "on arrête" ?» interroge, stupéfaite, la présidente. Après des semaines, les lettres de sang ont fini par

disparaître dans le dos de la victime. Mais, prévient la présidente, d'autres marques, psychologiques, demeurent. Trois mois de prison avec sursis et 1000 euros d'amende ont été requis contre les quatre suspects. Le jugement sera mis en délibéré à une date ultérieure.

CHLOÉ PILORGET-REZZOUK



DÉTOURNEMENTS DE FONDS: SYLVIE ANDRIEUX CONTINUE DE NIER

Rejugée en appel pour détournements de fonds publics de la région Paca, Sylvie Andrieux, députée (ex-PS) des quartiers Nord de Marseille, a nié avoir eu un rôle, entre 2005 et 2008, dans l'attribution à des associations fictives de 700 000 euros (de la région dont elle était vice-présidente) destinés à la réhabilitation des quartiers défavorisés. Elle avait été condamnée à un an de prison ferme en première instance. A lire aussi sur *Libération.fr* PHOTO REUTERS

LES JEUDIS DE LA SANTÉ À L'INSTITUT PASTEUR

DONNÉES DE SANTÉ

UN PROGRÈS POUR TOUS ?
VENEZ EN DÉBATTRE
LE 26 JUIN À 19 HEURES

Entrée gratuite
Inscriptions à partir du 29 mai
sur Libération.fr/evenements



LE MAGAZINE DE LA SANTÉ



Libération

Proche de l'ultra-droite scandinave, le Norvégien Kristian «Varg» Vikernes est jugé à Paris ce mardi pour «apologie de crimes de guerre».

Par **PATRICIA TOURANCHEAU**

Musicien de black metal et adepte du retour à la nature en Corrèze, l'extrémiste de droite norvégien Kristian Vikernes, alias «Varg» (loup, dans sa langue natale), 41 ans, comparait ce mardi devant le tribunal correctionnel de Paris pour «provocation publique à la haine raciale» et «apologie de crimes de guerre».

PROFIL cause de dix textes publiés sur son blog entre mars et juin 2013 qui visent les juifs et les musulmans. Présent à son procès, prévu le 17 octobre, cet ultranationaliste retiré dans une ferme à Salon-la-Tour (Corrèze) posait alors face aux grilles du palais de justice en tenue de camouflage, sac à dos, casquette, Pataugas et sweat avec une tête de loup, devant la banderole de son comité de soutien, hard-rockeurs tout en noir : «Procès Vikernes. Mensonges d'Etat.» Puis, à la barre, Vikernes démentit en bloc : «Je suis accusé de plusieurs choses, mais comme je n'ai pas vu les preuves, je ne sais toujours pas de quoi.» Son avocat, Julien Freyssinet, ayant reçu in extremis 900 pièces du dossier, fit renvoyer l'audience pour avoir le temps de préparer la défense. Bête noire du ministère de l'Intérieur qui le piste depuis l'été dernier, Vikernes dit payer son «style de vie» survivaliste (croyant à la fin du monde) et ses «idéas politico-religieuses».

SURVEILLÉ. Ce membre de l'ultra-droite scandinave avait été repéré en 2011 pour avoir été «l'un des 530 destinataires du manifeste extrémiste de Breivik», qui venait de tuer le 22 juillet à Oslo 77 personnes. Surveillé par la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) sur Internet et en Corrèze, Vikernes a fort inquiété les policiers au début de l'été 2013 lorsque sa femme, tireuse sportive a «acheté quatre armes longues, des carabines .22 long rifle». Le parquet antiterroriste de Paris ouvre alors une enquête pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste». Le 16 juillet, Vikernes et son épouse française de 25 ans, Marie Cachet, sont arrêtés à Salon-la-Tour. Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls s'emballe, en soulignant que «cet individu, proche de la mouvance néonazie, était susceptible de préparer un acte de terrorisme d'envergure». Avant d'admettre que Vikernes



Kristian Vikernes devant le tribunal correctionnel de Paris le 17 octobre, avant le renvoi du procès. ALBERT FACELLY

Corrèze, black metal et haine raciale

n'avait «ni cible ni projet identifié». Les trois enfants en bas âge (6, 4 et 2 ans) du couple sont placés. Gardés à vue au commissariat de Brive-la-

Vikernes a fort inquiété les policiers au début de l'été 2013 lorsque sa femme a «acheté quatre carabines .22 long rifle».

Gaillarde, Marie Cachet puis Varg Vikernes finissent par en ressortir libres. M^e Freyssinet nous explique que la jeune femme a pu justifier de l'achat de ces fusils pour tuer des animaux afin de nourrir sa famille :

«Elle était inscrite dans un club de tir et passait le permis de chasse, ce qu'elle a mis en parallèle avec leur philosophie de vie qui implique une autonomie alimentaire». Exit donc les soupçons de terrorisme, mais le parquet de Paris vise Vikernes pour «la violence raciste, antisémite et xénophobe de certains de ses messages en anglais sur Internet».

De son côté, le ministère de l'Intérieur met tout en œuvre pour expulser le black metal norvégien installé en France en 2010, depuis

sa sortie de prison pour le meurtre d'un musicien. Mais une commission d'expulsion composée de trois juges de Brive et Tulle qui a entendu Vikernes le 10 septembre a rendu un avis défavorable à son renvoi en Norvège, car son mode de vie ne constitue «pas en soi une infraction» et son «comportement personnel» ne représente pas «une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société».

GOUROU. Fils d'un ingénieur en électronique et d'une secrétaire de société pétrolière, Vikernes, né à Bergen, rejoint à Oslo en 1990 une

REPÈRES

«Ces poursuites sont des prétextes aussi mensongers que les qualificatifs de «néonazi», «extrémiste» ou «fan de Breivik» qui lui ont été accolés pour créer un «méchant» médiatique.»

Philippe Thibault leader du comité de soutien de Vikernes

«Quand le pays dans lequel vous grandissez n'est pas celui que vous voudriez, il faut en changer. Mais, pour ça, il vous faut commencer par effacer ce qui existe.»

«Varg» Vikernes en 2008, dans le documentaire *Until the Light Takes Us*

bande de musiciens nostalgiques «des racines des Vikings», comme dit Varg, qui les transforme en un groupuscule idéologique (lire Libération du 3 août 2011). Revisité par Vikernes, le black metal bascule dans des actions racistes, antichrétiennes et satanistes. Plusieurs églises, dont celles de Fantoft (à Bergen) et Holmenkollen (à Oslo), sont incendiées en 1992. Vikernes sera inculpé pour cinq incendies puis blanchi, faute de preuve.

Auteur de trois albums solo sous le pseudonyme de Burzum en 1992-1993, Vikernes, qui veut être l'unique gourou, tue son rival Euronymous, guitariste du groupe Mayhem, de 23 coups de couteau la nuit du 10 août 1993 et revendiquera au procès lui avoir planté de sang-froid son arme dans le crâne. Condamné à vingt et un ans de prison – le maximum en Norvège –, Vikernes rencontre en prison en 2005 une fan française de 17 ans qui correspondait avec lui, Marie Cachet. Le Norvégien et la Française se marient et conçoivent un bébé parloir. En Corrèze, le couple a deux autres petits. Aucun ne va à l'école. Sur son blog, Vikernes vilipende le système scolaire. «Ce n'est pas une obligation, leur mère assure la scolarité à domicile», confie M^e Freyssinet qui a obtenu mi-mai de la juge des enfants «la fin des mesures éducatives après cinq ou six expertises ayant conclu à l'absence de danger».

Kristian Vikernes reste persuadé que la cause de ses soucis en France réside dans la «vraie culture européenne» qu'il défend depuis qu'il a 19 ans «contre la franc-maçonnerie, le christianisme, le communisme, le féminisme, le multiculturalisme et autres influences juives en Norvège». ◆



Dans l'archipel des Mergui, en Birmanie, sur la Mosquito Bite Island («l'île de la piqûre du moustique»), PHOTO ALTAF QADRI AP

INTERVIEW Eric Caumes, membre du Haut Conseil de la santé publique :

«Le voyageur est une sentinelle épidémiologique»

C'est de saison. A quelques semaines des grands départs en vacances, l'Institut de veille sanitaire publie, ce mardi, dans le *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, le dernier cru des «recommandations sanitaires pour les voyageurs». Et cette année, changement de tonalité, voire de priorité. Ce ne sont pas tant les maladies pouvant toucher le voyageur qui sont pointées que celles qu'il peut rapporter dans l'Hexagone. Eric Caumes préside le comité des maladies liées aux voyages du Haut Conseil de la santé publique. Il explique cette évolution.

Y a-t-il péril en la demeure pour que vous mettiez à ce point l'accent sur le développement des maladies d'importation ?

Le risque se rapproche. Voilà quelques exemples. D'abord, la dengue : il y a eu, pour la première fois, des cas relevés à Madère. Le virus du West Nile ? Il a fait son apparition en Italie. Et surtout, il y a le chikungunya. Sa progression se poursuit, et cela mériterait que l'on en parle davantage. Le chikungunya touche

toutes les Antilles et commence à s'installer en Amérique du Sud et centrale. Il se rapproche, d'autant qu'il faut garder à l'esprit que le moustique tigre, le vecteur du virus, est solidement installé en France.

A ce point-là ?

Oui. On a vu l'avancée de ce moustique. Il est venu par

l'Italie, après être passé par l'Asie. Il a voyagé dans des pneus usagés, où il y a de l'eau dormante, propice à sa reproduction. Et ces insectes sont arrivés dans

le pays il y a une dizaine d'années. Ce moustique suit les chemins des autoroutes. En dix ans, il a envahi le Sud de la France, il est maintenant à Lyon. Et il n'est pas exclu qu'il remonte. C'est cela qui est paradoxal : ces dernières semaines, on a beaucoup évoqué le virus Ebola, alors qu'il n'y a aucune chance que le voyageur ne le rapporte, tandis que le risque que le touriste revienne avec le virus du chikungunya ou de la dengue est, lui, réel.

Que font les pouvoirs publics ? Ils ont lancé des politiques qui ont débuté avec la déclai-

ration des cas, puis des campagnes d'éradication. Mais il n'y a pas assez d'information auprès des populations. Dans ces maladies, dites vectorielles, car transitant par des insectes, il faut mener des campagnes pour éliminer les gîtes de ces moustiques et tous les endroits où de l'eau stagne. Et, au niveau du grand public, rien n'est fait. D'où l'importance de mettre l'accent sur le risque de ces maladies importées par les voyageurs.

Qu'en est-il du risque du paludisme importé ?

Au cours des dix dernières années, le risque s'est beaucoup réduit, tant chez les touristes que dans les pays visités. Vous savez, le voyageur est comme une sentinelle épidémiologique. Il rapporte ce qui existe ou ce qui se répand. Or, la malaria, grâce aux efforts internationaux, a fortement reculé, le nombre de morts a été divisé par trois en quelques années. Très logiquement, le voyageur est, lui aussi, moins touché, mais il reste à risque en Afrique subsaharienne et doit être diagnostiqué précocement au retour.

En voyage, quels sont les risques les plus importants ?

Cela n'a pas beaucoup

changé. La principale cause de mortalité reste de très loin les accidents de la route. En termes de morbidité, c'est-à-dire de survenue de maladies, les diarrhées et les infections respiratoires sont les plus fréquentes.

Venons-nous en à la vaccination du voyageur ?

Nous avons réactualisé les règles (1). Reste un souci de coût. Les vaccins sont chers. Cela devient un vrai problème pour une famille de migrants : vacciner ou payer les médicaments de prophylaxie pour un groupe de 4 à 5 personnes, comme la fièvre jaune ou l'hépatite A, cela grève un budget. Et certains peuvent hésiter.

Faudrait-il les rembourser ?

Evidemment que nous, infectiologues, y sommes favorables, mais sans être entendus par les pouvoirs publics. En France, on a toujours plus de mal à financer la prévention que le curatif.

Ressentez-vous une certaine méfiance des Français face à la vaccination ?

Avec la baisse du taux de vaccination contre la rougeole, nous avons, nous, exporté des cas vers d'autres pays européens. Un comble.

Recueilli par É.F.

(1) www.invs.sante.fr

AUX PETITS SOINS

Par ÉRIC FAVEREAU

Cigarette électronique : de quoi avez vapeur ?

Mais pourquoi diable en veulent-ils à ma santé ? Depuis des années, ces gens-là me disent que fumer tue, me répétant que plus de 70 000 personnes par an rien qu'en France en meurent. Ils m'ont expliqué que le goudron et l'oxyde de carbone en sont la cause et que la nicotine a pour fonction de me rendre accro. Or, est apparue, venue de Chine, la cigarette électronique. Et nous, on s'est précipité. C'est vrai que cela a dû les agacer, car pour la première fois dans l'histoire du tabagisme, c'étaient les utilisateurs, qui choisissaient cet engin. On s'est dit qu'enfin, nous, fumeurs, allons être remerciés, et non plus vilipendés comme nous le sommes depuis des dizaines d'années. On allait pouvoir fumer (ou vapoter) sans emmerder personne et sans embrumer nos poumons.

Mais c'est l'inverse qui se passe. Les mêmes responsables, à l'instar de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, passent leur temps à chipoter. Ils nous disent : «*Mais on ne sait jamais, c'est peut-être dangereux*», ou bien «*il faut être précautionneux*», et voilà qu'ils veulent même nous interdire de vapoter dans les espaces publics. Mais qu'est-ce qu'ils cherchent ? La cigarette tue une personne sur deux, et là, avec notre engin électronique, on est sûr de diminuer le risque par dix. C'est ce que l'on appelle, en santé publique, une politique de réduction des risques. Certes, il vaut mieux ne

pas fumer du tout, mais si on n'y arrive pas... C'est un peu comme la circulation routière : si on ne veut pas mourir au volant, autant ne pas conduire, mais il n'empêche que la ceinture de sécurité a divisé par trois le nombre de morts. Ou comme l'échange de seringues pour les toxicomanes : en France, on ne voulait pas autoriser leur vente libre «*pour ne pas inciter*», disait-on. Résultat ? Dans les années 80, plus de 90% d'entre eux ont été infectés par le virus du sida, et dès que les seringues ont pu être achetées directement, le taux est tombé à moins de 5%, sans qu'il y ait la moindre hausse du nombre de consommateurs.

Alors, quoi ? Pourquoi les autorités se montrent-elles si timorées ? Ont-elles peur que l'on ne meure plus du tabac ? Les buralistes sont-ils si puissants qu'on ne peut rien leur refuser ? Les taxes sur le tabac sont-elles, de fait, une telle aubaine que les pouvoirs publics redoutent de perdre cette manne ? Moi, fumeur, je tiens aussi à ma santé. La cigarette électronique n'est pas la panacée, on le sait, la politique contre le tabagisme doit être variée et cohérente, mais écoutez la cinquantaine d'experts qui ont écrit à l'OMS (Organisation mondiale de la santé), la semaine dernière, pour dire «*que la cigarette électronique pourrait sauver des millions de vies*», et qu'en termes de santé publique, «*c'est peut-être l'innovation la plus importante du XXI^e siècle*». Ben alors ? ♦

L'ÉTUDE

LES SPÉCIALISTES CONFIANTS DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER

Bonne nouvelle, les cancérologues ne se sont jamais déclarés «*aussi optimistes quant aux progrès dans la guerre contre le cancer depuis des décennies*». C'est en tout cas ce qu'a affirmé, dimanche, le président de l'American Society of Clinical Oncology (ASCO), le Dr Clifford Hudis, devant la presse, au premier jour de la conférence annuelle. L'ASCO, c'est la plus grande messe médicale mondiale, avec plus de 30 000 chercheurs, médecins et représentants de labos qui se réunissent chaque année à Chicago. «*Scientifiquement, la cancérologie n'a jamais été aussi exaltante*», a-t-il lancé. Ajoutant néanmoins : «*Alors que le tabac a longtemps été le plus grand facteur de risque de cancer, l'obésité devient un problème grandissant... Il accroît substantiellement le risque de plusieurs cancers, dont celui du colon et de la prostate.*»



François Hollande, Angela Merkel et, à l'extrême droite, le visage de José Manuel Barroso, le 12 novembre 2013 à l'Élysée. PHOTO SÉBASTIEN CALVET

La France ? Peut mieux faire

Bruxelles a noté les efforts de Hollande. Qui doit toutefois progresser au prochain semestre.

Par **JEAN QUATREMER**
Correspondant à Bruxelles

Rigueur budgétaire et réformes économiques ne riment pas forcément avec populisme. Les élections européennes l'ont démontré : les Etats de la zone euro qui ont subi les plus rudes politiques d'austerité, comme le Portugal, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et Chypre, tout comme ceux qui ont adopté des politiques de rigueur (Italie, Belgique, Pays-Bas, Slovaquie, pays baltes), n'ont pas connu une déferlante d'extrême droite équivalente à celle qui a submergé une France qui, elle, commence à peine à s'attaquer à ses déséquilibres.

Un constat qui n'a pas échappé à la Commission, comme le montre son verdict, rendu public hier, sur les programmes de stabilité que lui ont soumis les Vingt-Huit. L'exercice était délicat : il fallait à la fois encourager les pays à poursuivre sur la voie des réformes, seul moyen de renouer avec la croissance, tout en évitant de fournir des munitions aux populistes et en particulier au Front national. José Manuel Durão Barroso, le président de l'exécutif européen, a en particulier veillé à ce que le verdict sur les réformes engagées par François Hollande soit globalement positif, à la grande

«satisfaction» de Michel Sapin, le ministre des Finances. «Les autorités françaises ont annoncé, avant les élections européennes, un paquet de mesures structurelles importantes qui vont clairement dans la bonne direction, s'est réjoui Barroso. Ces mesures sont dans l'intérêt de la France et des Français eux-mêmes, afin d'assurer la compétitivité du pays dans un environnement international beaucoup plus exigeant», a-t-il poursuivi, en écho au discours tenu par le chef de l'Etat au lendemain des Européennes.

RÉCIT

POMMADE. Hollande avait aussi plaidé, lors du sommet européen du 27 mai, pour que «l'Europe entende ce qui s'est passé en France. Oui il y a un problème, mais pas seulement pour la France. C'est aussi un problème pour l'Europe». Le message a été entendu : la Commission évite de s'acharner sur la France en

considérant que son programme de stabilité est «globalement conforme» à ce qu'elle demandait en 2013, année où Paris a obtenu deux ans supplémentaires pour ramener son déficit public sous la barre des 3% du PIB (soit d'ici fin 2015). Elle félicite même la France pour sa volonté de contrôler les dépenses publiques, en particu-

La Commission évite de s'acharner sur Paris, considérant que le programme de stabilité est «globalement conforme».

lier les coûts de santé et les retraites (qui représentent la moitié des dépenses), de simplifier la carte administrative ou encore pour son Pacte de responsabilité et de solidarité visant à réduire le coût du travail, l'un des plus élevés d'Europe. Voilà pour la pommade.

Mais, il est hors de question de laisser l'homme malade de l'Union qu'est devenue la France relâcher l'effort pour essayer de complaire à l'électorat du FN. «L'exemple d'un Matteo Renzi qui réforme tous azimuts et qui remporte haut la main les élections dans son pays a autant pesé dans l'appréciation de la Commission», reconnaît un diplomate français. «Il est essentiel que la France poursuive avec détermination ses réformes dans les mois qui viennent», a martelé le père fouettard de la Commission, le commissaire en charge des Affaires économiques, Olli Rehn.

«RENFORCEMENT». La recommandation de la Commission souligne ainsi longuement les insuffisances des réformes engagées : le programme français «n'est que partiel-

lement conforme aux exigences du Pacte de stabilité et de croissance», puisque le déficit ne pourra pas être ramené sous la barre des 3% fin 2015 (3,4% prévus) sauf mesures supplémentaires. L'exécutif européen réclame en particulier un renforcement du contrôle des dépenses des collectivités locales et des soins de santé et une réforme des retraites de la fonction publique et des régimes spéciaux (SNCF, RATP...). Il estime aussi qu'il faut encore diminuer le coût du travail, libéraliser l'accès aux professions réglementées (les taxis ou les professions juridiques sont dans le collimateur), alléger les règles pesant sur le commerce de détail (ouverture de magasins, vente à perte), réformer l'apprentissage et l'éducation (un jeune sur six quitte le système scolaire sans qualification), remettre à plat un marché du travail trop segmenté entre CDI et CDD, diminuer la pression fiscale, etc.

Au passage, il remet en cause le niveau du Smic qui pèse sur les entreprises et offre «un pouvoir d'achat parmi les plus élevés de l'Union européenne». Une feuille de route très libérale quasiment impossible à suivre pour un gouvernement de gauche gravement affaibli par deux défaites électorales successives. La France risque bien de demeurer pour longtemps le principal sujet d'inquiétude de l'Union. ◀

REPÈRES

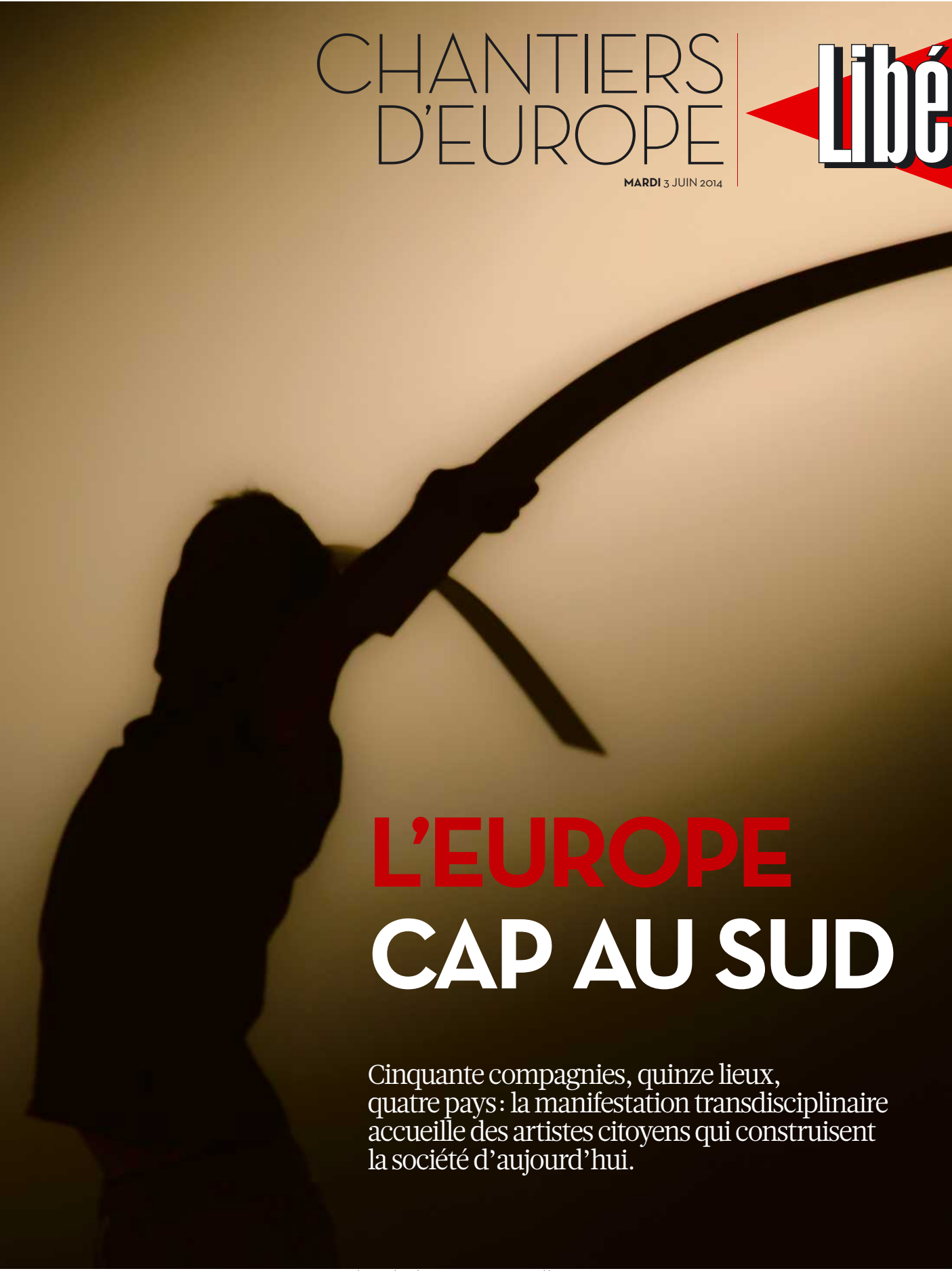
Une fois par an, la Commission fait ses recommandations à chaque Etat membre, après examen de ses plans budgétaires et programmes de réforme. Ces «conseils» seront soumis pour approbation aux ministres des Finances des Vingt-Huit en juillet.

6 pays

sont salués par Bruxelles pour leurs efforts budgétaires : République tchèque, Belgique, Autriche, Pays-Bas, Slovaquie et Danemark.

«Le niveau du salaire minimum en France est tel qu'il permet un pouvoir d'achat parmi les plus élevés de l'Union européenne.»

Rapport de la Commission européenne



CHANTIERS D'EUROPE

MARDI 3 JUIN 2014

Libé

L'EUROPE CAP AU SUD

Cinquante compagnies, quinze lieux,
quatre pays : la manifestation transdisciplinaire
accueille des artistes citoyens qui construisent
la société d'aujourd'hui.

ÉDITORIAL

Par MARIE-CHRISTINE
VERNAY

Hybridations

Comme en réponse au résultat des élections européennes, le programme de la 5^e édition du festival Chantiers d'Europe donne une image vivante et citoyenne de ses Etats membres aux multiples identités. L'édition met le cap au sud en ajoutant l'Espagne aux pays déjà invités l'an dernier – le Portugal, la Grèce et l'Italie –, et accueille 50 artistes, toutes disciplines confondues, du cinéma à la littérature en passant par les spectacles vivants. Ils exposent dans quinze lieux associés à la manifestation leurs positions politiques, esthétiques, philosophiques, et cela malgré la « crise » qui touche rudement le secteur de la création artistique. La Grèce constate la mort d'Hypérion détourné du réel. L'Espagne reprend le flamenco aux touristes. L'Italie crée de nouveaux réseaux pluriels et hétérogènes. Le Portugal danse sa jeunesse *Hoje* (aujourd'hui) comme le spectacle de Tiago Guedes. Habités à passer les frontières, y compris celles de l'Europe, les artistes agitent les idées, malmènent les certitudes, revendiquent les hybridations et se déclarent fièrement citoyens européens toutes générations réunies. Comme le dit avec humour un duo de père et fils venu d'Italie dans *Parkin' Son*, le corps est le premier espace de transmission où se combinent le manifeste et le journal intime. Le musicien et pédagogue Paulo Lameiro va dans le même sens en proposant un concert pour les bébés de 0 à 3 ans. La relève est assurée, innovante, recouvrant la vieille Europe d'écritures décapantes.



Sònia Sánchez présentera «El Pliegue» dans cinq lieux parisiens. PHOTOS JOAN CORTES



LES FEMMES ENFLAMMENT LES PLANCHES

Flamenco en tête, danseuses et chorégraphes se sont fait une place de choix sur les scènes parisiennes.

Par MARIE-CHRISTINE
VERNAY

Les femmes du Sud ont souvent mené la danse, dans des conditions périlleuses. Faisant acte de résistance, elles ne se plient pas aux injonctions économiques (en général, aucune subvention) ni esthétiques. Elles ne représentent pas plus la tradition que la modernité. Si les contemporaines, comme Lenio Kaklea en Grèce,

pour laquelle la belle Américaine minimaliste Lucinda Childs a créé un solo, trouvent des chemins de traverse pour gagner la scène, les femmes se sont forgé une place de choix dans le flamenco en Espagne. Invitée aux dernières Rencontres chorégraphiques de Seine-Saint-Denis, la danseuse et chorégraphe Sònia Sánchez, née en 1974 à Sabadell, en Catalogne, fait rare dans le milieu du flamenco, mène de front depuis des années un travail de recherche, de transmis-

sion, de création. Elle relie le flamenco, son langage de base, au butô et aux techniques japonaises du body weather développées notamment par Min Tanaka. Connectant ces deux formes d'expressionnisme fortement liées à l'intériorité, elle les débarrasse de tout élément folklorisant pour ne s'intéresser qu'à l'essence, à la qualité du mouvement.

DÉPOUILLÉE. Le trio *le Ça*, présenté au Studio Théâtre de Stains

(Seine-Saint-Denis), rend bien compte de sa démarche pas si solitaire, car de nombreux chorégraphes sont sur la même longueur d'onde, revenant aux bases essentielles du flamenco mais en le plaçant sur la scène contemporaine. Tout en conservant le dialogue avec la musique et le chant, dans le trio avec El Londonro et le guitariste David Soler, elle offre une danse dépouillée, autant visuelle que sonore. Commencant pieds nus dans une simple robe noire plus proche de celle d'une paysanne que d'une star, elle inverse la cambrure. Dès l'entrée en scène, elle casse la posture de la gitane tant aimée des fumeurs. Elle ressemble à une vieille de village courbée, plus proche de la Argentina interprétée par Kazuo Ohno que de la caricature Andalouse de tablao. Seuls les bras et les mains semblent encore faire référence au vocabulaire flamenco. Mais c'est encore plus subtil. Lorsqu'elle danse ensuite en chaussures sur le sol sonorisé, elle produit en fait la même danse, même si elle retrouve une posture plus verticale. Aux frappes des talons s'ajoutent les rayures, les griffures, les glissés, autant de sons contradictoires qui disent une sorte de rage intérieure combinée à une sage clémence.

Plus conventionnelle, Belén Maya, fille du grand pédagogue et danseur Mario Maya, a elle aussi fait un passage par le Japon, le pays le plus flamenco après l'Espagne, où les cours ne désespèrent pas. Mais elle reste fidèle aux «anciens», mettant en scène avec ses invités, dont le chanteur José Valencia, la tension entre la joie et la douleur.

AUTHENTIQUES. Quant aux gitanes, pas si ringardes ni folkloriques, elles débarquent à trois de la Basse-Andalousie. Il suffit de prononcer leurs noms, et la salle est debout. Concha Vargas, née à Lebrija, qui approche la soixantaine, danse depuis qu'elle a 12 ans sur les planches du festival flamenco du Gazpacho de Morón. Elle est vive, intraitable, et chacune de ses apparitions est un véritable événement.

Elle est ici en compagnie de deux chanteuses qui, elles aussi, sont des stars du genre (*lire ci-contre*). Juana la del Pipa, née en 1948 à Jerez de la Frontera, est reconnue par ses pairs comme l'une des plus authentiques. Tomasa Guerrero Carrasco, «La Macanita», elle aussi de Jerez, née en 1968, donne son premier récital solo à l'âge de 15 ans. Elle tient son surnom de son père, El Macano, et son chant cassé, de sa mère. Elle est réputée pour ses *bulerías*, et, moins connus, pour ses *villancicos* de Noël. Un trio de choc qui se produira à la Grande Halle de la Villette, associée aux Chantiers d'Europe.

A leurs côtés, la Grecque Lenio Kaklea ne fera pas pâle figure. Née en 1985 à Athènes, déjà bien repérée en France, elle présente *Arranged by Date*, un solo sur la mémoire enregistreuse. A partir de mille combinaisons de codes qui lui évoquaient des images et dont elle rêvait, à partir d'une expérience personnelle – l'oubli momentané de son code de carte bleue –, elle a écrit une danse.

Entre réalité et fantasma, le corps tente ici de trouver une issue de secours aux voix tracées des enregistrements automatiques. Elle est présentée dans le cadre de June

Du flamenco, elle garde la structure rythmique (le *compás*), le *zapateado* et le chant intérieur, essence même de la discipline. Du côté du Japon, elle développe le rapport à l'environnement et à l'espace intérieur, en employant les méthodes de Min Tanaka, qui

Aux frappes des talons s'ajoutent les rayures, les griffures, les glissés, autant de sons contradictoires qui disent une sorte de rage intérieure combinée à une sage clémence.

se définit autant comme fermier que comme danseur, créateur du Laboratoire de météorologie du corps.

Dans le cadre de l'opération Chantiers d'Europe, Sònia Sánchez abandonne ses compagnons musiciens pour se produire dans des lieux les plus divers, dans la cour du Théâtre des Abbesses, au café des Gilets du Théâtre de la Ville, au kiosque à musique du jardin du Luxembourg, dans le hall de la Grande Halle de La Villette et sur les berges de la scène Mikado. Là, encore, où on ne l'attend pas, mais où il est si bon de la retrouver, emblématique d'une manifestation qui occupe une vingtaine d'espaces dans Paris.

Events, manifestation également associée aux Chantiers. La chorégraphe sera en résidence à l'Atelier de Paris de Carolyn Carlson pour la saison 2014-2015. ◆

SÒNIA SÁNCHEZ EL PLIEGUE à la Grande Halle de La Villette (le 14 à 19h), au Théâtre de la Ville (le 17 à 20h), au kiosque à musique du jardin du Luxembourg (le 19 à 19h30), dans la cour du Théâtre des Abbesses (le 20 à 20h) et sur les berges de Seine, scène Mikado (le 21 à 11h, midi et 13h).

BELEN MAYA à la Grande Halle de La Villette (le 12 à 20 heures).

LENIO KAKLEA ARRANGED BY DATE Festival June Events à l'Atelier de Paris (le 10 à 19h30).

LES «CANTAORAS» DÉVOILÉES

Les chanteuses de flamenco sont moins connues que leurs homologues masculins. L'occasion d'y remédier.

FESTIVAL FLAMENCO À LA VILLETTE en partenariat avec Chantiers d'Europe. Les 12, 13 et 14 juin au parc de La Villette, 75019. www.villette.com. Jeudi 12 à 20h, **JUANA LA DEL PIPA** et **LA MACANITA** avec la danseuse **CONCHA VARGAS**. Suivie de la danseuse **BELÉN MAYA**. Samedi 14 à 20h, **ESPERANZA FERNÁNDEZ**, suivie de la compagnie **ISABEL BAYÓN**

Moins médiatisées que leurs homologues masculins, les chanteuses de flamenco ont des démarches plus aventureuses et radicales. La danseuse de flamenco avec sa robe à pois et sa pose fièrement cambrée est devenue un cliché touristique de l'Espagne. La chanteuse (*cantaora*), elle, est, beaucoup moins mise en avant. Et si le flamenco, dans les années qui ont suivi la mort prématurée, en 1992, de Camarón de la Isla, le chanteur de référence, a élargi son public bien au-delà du cercle des aficionados, ce sont surtout les artistes mâles qui en ont profité. Diego El Cigala (1) et Miguel Poveda (2) ont obtenu des disques d'or et de platine pour des enregistrements où ils reprenaient des classiques éprouvés, dans le tango, le bolero ou la *copla* (chanson andalouse). José Mercé et Duquende, en s'appuyant sur un répertoire moins confortable, ont eux aussi séduit une large audience.

Brut. Le flamenco (pas les rumbas festives ou les fusions pop, disco ou soul) a donc gagné droit de cité dans les hit-parades ou les grandes salles de concert, mais les cantaoras n'en ont que peu profité. Le public qui s'intéresse à Mayte Martín, Carmen Linares ou Rocio Márquez, dernière révélation du genre, est limité. Pour des raisons d'exigence artistique surtout : fuyant la facilité, elles n'ont pas misé sur des thèmes archiconnus. Trois des voix invitées au Festival flamenco à La Villette l'illustrent : la doyenne Juana la del Pipa, soixantenaire, et ses cadettes Esperanza Fernández et La Macanita.

Leur point commun : elles viennent de familles gitanes où le chant fait partie du quotidien. De Jerez pour les deux premières, de Triana, quartier gitan de Séville, pour la troisième. Juana la del Pipa a hérité du surnom de sa mère, «Jeanne la femme de Pipa», formidable danseuse disparue en 1983. Artiste non académique, elle ne monta sur scène



Esperanza Fernandez propose «Raíces del Alma». PHOTO LUIS CASTILLA

qu'à 40 ans passés, lorsque le chanteur Manolo Caracol l'ayant vue danser dans une fête familiale décida de la révéler au public. Chez sa fille, on retrouve le flamenco instinctif, brut, qui commence à disparaître. Dans un bon jour (tout est question d'inspiration, de «*duende*»), celle qu'on surnomme «*Tía Juana*» (tante Jeanne) est un ouragan : rien ni personne ne l'arrêtent.

Esperanza Fernández et Tomasa Guerrero Carrasco, dite «La Macanita» (en hommage à son père, le *cantaor* Macano), sont vingt ans plus jeunes, elles ont tâté la tradition au berceau, mais l'ont enrichie d'autres influences. Comme beaucoup d'interprètes, elles ont débuté en accompagnant les danseurs dans les *tablaos*, les cabarets flamenco. Dans ses deux disques (1998 et 2007) pour le label Nuevos Medios, la Tamla Motown du «nuevo flamenco», La Macanita s'est rapprochée des climats jazz : inspiré par son grain bluesy, le pianiste de Cadix Chano Domínguez l'accompagne de fougues solos. En 2009, retour à l'orthodoxie avec un spectacle qui a fait date : *Mujeres*, où elle partageait la scène avec Dolores Agujetas et,

tiens donc, Juana la del Pipa. L'an dernier, La Macanita participait au festival des musiques sacrées de Fès, au Maroc, avec la création *L'amour est ma religion*, rencontres d'artistes d'Andalousie, du Maghreb ou d'Inde.

Cri. Les carrefours esthétiques et les chemins de traverse, c'est probablement Esperanza Fernández qui les a le plus fréquentés. Sa voix fêlée, déchirante, est dérangeante parfois quand elle se rapproche du cri pour exprimer la douleur du peuple gitan. Cette radicalité l'a fait remarquer par le monde du jazz : sa rencontre avec le saxophoniste Jean-Marc Padovani et le batteur Ramón López, en 2002 à l'abbaye de Royaumont, avait marqué les esprits. Elle est aussi passée par le répertoire classique (*l'Amour sorcier*, de Manuel de Falla), et la poésie du Portugais José Saramago a inspiré son dernier spectacle. A La Villette, accompagnée à la guitare par Miguel Angel Cortés, elle présentera *Raíces del Alma* («racines de l'âme»), un résumé de son parcours personnel.

FRANÇOIS-XAVIER GOMEZ

(1) Au Théâtre de la Ville le 28 juin.
(2) A La Villette le 13 juin.



«Galaxy», du Blitz Theatre Group : huit performeurs passent en revue des personnages et des événements historiques. PHOTO MARIANA BISTI

LA GRÈCE QUITTE L'ANTIQUE POUR LE RENOUVEAU

Trois spectacles montrent la prolifique créativité des artistes hellènes.

ARRANGED BY DATE par **LENIO KAKLEA** Festival June Events à l'Atelier de Paris, le 10 juin à 19 h 30.

LITTLE RED RIDING HOOD - THE FIRST BLOOD texte, m.s. de **LENA KITSOPOULOU** Théâtre des Abbesses, le 18 juin à 20 h 30.

GALAXY par **LE BLITZ THEATRE GROUP** Nouveau Théâtre de Montreuil (93), le 23 juin à 20 h 30.

« Nous devons tous faire un immense effort pour nous tourner vers notre présent » : ces mots de Dimitris Dimitriadis, poète et auteur dramatique qui fête cette année ses 70 ans, pourraient servir de

devise à une nouvelle génération d'artistes grecs, de plus en plus présents sur la scène européenne. Les trois spectacles invités à Chantiers d'Europe témoignent d'un renouveau dont on trouvera aussi l'écho, le mois prochain, au Festival d'Avignon. Sur cette nouvelle scène abondent les explorateurs, telle la danseuse-chorégraphe Lenio Kaklea (lire aussi page 2). De son côté, l'auteure-metteur en scène Lena Kitsopoulou n'y va pas de main morte pour revisiter la tradition. Sa lecture du *Petit Chaperon rouge* est, à cet égard, révélatrice.

Télescopage. Elle part d'un constat largement partagé : « Les contes de fées sont souvent violents. Le loup dévore la grand-mère du *Petit Chaperon rouge*. Un chasseur ouvre le ventre du

loup pour le remplir de cailloux, le loup meurt. Le meurtre et la torture sont partie intégrante des contes pour enfants, qui sont des paraboles visant à nous apprendre quelque chose. » Jusque-là, rien de révolutionnaire. La suite est plus étonnante : « Le Petit Chaperon rouge "apprend" aux enfants à ne pas parler aux étrangers dans la rue et à écouter ce que les mères leur disent. S'ils ne le font pas, c'est du moins ce qu'on leur raconte, le loup les mangera. Notre intention est de subvertir l'histoire familiale en disant que, de toute façon, le loup finit toujours par attraper tout le monde, et que l'on peut tout aussi bien parler aux étrangers, parce qu'on en a plus qu'assez des gens que l'on connaît. Les héros de notre histoire en ont marre de continuer à jouer année après année les

mêmes vieux rôles. Ils veulent que cela change. » D'où le télescopage entre l'histoire telle que racontée par les frères Grimm et *The First Blood*, sous-titre emprunté au roman et au premier film de la série des *Rambo*.

Il y a deux ans, dans ces mêmes Chantiers d'Europe, on avait eu l'occasion d'entendre *P.E.T.U.L.A.*, un monologue de Lena Kitsopoulou interprété en français par Elizabeth Mazeu. L'ultime diatribe d'une énervée, obsédée par les sigles et réglant son compte à son entourage – et à elle-même –, tour à tour et simultanément violente, grossière et drôle. Dans la centrifugeuse, des constats – « *Euripide et Sophocle, qu'est-ce qu'ils m'ont apporté ? Rien.* » –, des digressions sexuelles – sur le taillage des pipes –, des réflexions sur l'origine des espèces, des listes de proverbes, des interrogations sur la pharmacopée anti-dépression et, au bout du voyage, une conclusion : ce n'est pas pire en enfer.

Canevas. Dans le registre obsessionnel, *Galaxy*, performance conçue par le Blitz Theatre Group, n'est pas mal non plus. Présenté pour la première fois en 2010 à Athènes, le spectacle a connu une version allemande, en 2012, avec des acteurs de la Schaubühne de Berlin, avant d'être repris en français au festival de Reims, Scènes d'Europe, en décembre. Au passage, *Galaxy* a perdu une heure – trois heures au lieu de quatre –, tout en maintenant le même principe : huit performeurs évoquent, face au public, des personnages, célèbres ou non, et passent en revue des événements historiques, des théories, des objets et des mots qui n'existent plus, le texte étant en partie improvisé à partir d'un canevas.

Les spectateurs ne sont pas tenus de rester en place : on peut entrer et sortir à sa guise, choisir d'en prendre pour dix minutes ou pour deux heures. Giorgos Valais, Aggeliki Papoulia et Christos Passalis ont fondé la compagnie Blitz en 2004, avec l'idée de changer le rapport entre public et spectacle. On a pu voir en 2012 au Théâtre de la Ville *Guns ! Guns ! Guns !* où le groupe revisitait l'histoire du XX^e siècle en s'intéressant aux révolutions et aux armes utilisées. Notons enfin que France Culture propose, le dimanche 22 juin, en direct, une lecture de *Lycaon-Apologie du désir*, un texte où Dimitris Dimitriadis honore Socrate en penseur libre.

RENÉ SOLIS

PROGRAMME CHANTIERS D'EUROPE ESPAGNE GRÈCE PORTUGAL DU 3 AU 28 JUIN - 5^e ÉDITION

RENS. : 01 42 74 22 77, WWW.THEATREDELAVILLE-PARIS.COM

MARDI 03

18 h Théâtre de la Ville, soirée d'ouverture, l'Europe des Poètes.

JEUDI 05

21 h Théâtre de la cité internationale, Tiago Guedes, «Hoje».

SAMEDI 07

19 h Théâtre de la Ville (La Coupole), Tiago Guedes, *Materials Diversos*.
20 h 30 Théâtre des Abbesses, Giulio d'Anna, «Parkin'Son».

MARDI 10

19 h 30 Festival June Events, Lenio Kaklea, «Arranged by Date».
20 h 30 Théâtre des Abbesses, Paulo Ribeiro, «Jim».

21 h Festival June Events, Daniel Abreu, «Animal».

MERCREDI 11

à partir de 19 h Théâtre de la Ville (café des Eillets), Los Torreznos, «nuit électorale», (vidéo, 19h, 19h30, 20h45) et «35 minutes» (20 h).

JEUDI 12

20 h, Grande Halle de la Villette C. Vargas, J. la del Pipa et Tomasa Guerrero, «Gitanas An-

daluzas» et compagnie Belén Maya, «Invitados».

VENREDI 13

20 h Grande Halle de la Villette, Miguel Poveda, «Recital de cante flamenco» et Javier Barón, «y la música»

SAMEDI 14

19 h Grande Halle de la Villette, Sònia Sánchez, «El Pliegue».

20 h, Grande Halle de la Villette, Esperanza Fernández, «Raíces del Alma» et compagnie Isabel Bayón, «Caprichos del Tiempo».

DIMANCHE 15

11 h, 15 h 30, 17 h, Théâtre Paris-Villette, Paulo Lameiro, «Concert pour les bébés».

LUNDI 16

20 h 30 Théâtre des Abbesses, La Tristura, «Materia Prima».

MARDI 17

20 h Théâtre de la Ville (café des Eillets), Sònia Sánchez, «El Pliegue».

20 h 30 Théâtre de la Ville (La Coupole), Teatro Praga, «Tear Gas (Gaz lacrymogène)».

20 h 30 Le Monfort, Oquestrada

MERCREDI 18

19 h 30 Institut culturel italien, Letizia Russo, «Primo amore» (lecture).

20 h 30 Théâtre des Abbesses, Lena Kitsopoulou, «Little Red Riding Hood»...

JEUDI 19

19 h Théâtre de la Colline, D. Deflorian et A. Tagliarini, «Cose» (installation).

19 h 30, kiosque à musique du jardin du Luxembourg, Sònia Sánchez, «El Pliegue».

VENREDI 20

19 h Théâtre de la Colline, D. Deflorian et A. Tagliarini, «Reality»

20 h Théâtre des Abbesses (cour), Sònia Sánchez, «El Pliegue».

20 h 30 Théâtre des Abbesses, Daniel Abreu, «Cabeza».

21 h 30 Théâtre de la Colline, D. Deflorian et A. Tagliarini, «Ce ne andiamo...»

22 h 15 Théâtre de la cité internationale, Cão Solteiro, «Encyclopedia : X».

SAMEDI 21

16 h Théâtre de la Colline, Fausto Paravidino, «Il macello di Giobbe» (lecture).

18 h 30 Théâtre de la Colline, Lucia Calamaro, «L'origine del Mondo», 1^{re} partie.

21 h Théâtre de la Colline, Lucia Calamaro, «L'origine del Mondo», 2^e et 3^e parties.

20 h Théâtre des Abbesses, Amancio Prada, «Chant des poètes», et María Muñoz et Niño de Elche, «Siete Lunas».

11 h, 12 h et 13 h, berges de Seine, scène Mikado, Sònia Sánchez, «El Pliegue».

DIMANCHE 22

14 h 30 Théâtre de la Colline, «Ecritures sous les planches. La dramaturgie italienne des années zéro», rencontre avec les auteurs.

21 h Maison de la Radio (studio 105), Saverio la Ruina, «Déshonorée. Un crime...», et Dimitris Dimitriadis, «Lycaon...» (lectures).

LUNDI 23

20 h 30 Nouveau Théâtre de Montreuil, Blitz Theatre Group, «Galaxy».

MARDI 24

19 h Théâtre de la Ville (La Coupole), A. Tagliarini et M. Pereira, «Antonio & Miguel».

SAMEDI 28

15 h Centquatre-Paris, Roger Bernat, «Dommaine public».

19 h Théâtre de la Ville (La Coupole), Jordi Galí, «T».

20 h 30 Théâtre de la Ville, Diego El Cigala.



UNE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE NOYÉE SOUS PRÈS DE 2 TONNES DE CHARBON

Ils l'avaient promis, ils l'ont fait. Des militants de Bizi, une association environnementale basque, ont déversé, lundi matin, le contenu de deux camions de charbon, soit 1,8 tonne, devant une antenne de la Société générale à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Ils accusent la banque française de soutenir le projet minier Alpha Coal en Australie et exigent son «retrait immédiat». Cette mine géante, dont la production attendue avoisine les 30 millions de tonnes de charbon thermique par an à partir de 2015, est pointée du doigt par les organisations de protection de la nature (lire Libération du 15 avril). Elle se classerait, selon Greenpeace, parmi les dix plus grands émetteurs mondiaux de dioxyde de carbone. PHOTO AFP

«Le gouvernement a mobilisé des fonds publics. A lui d'être garant de l'efficacité de leur utilisation, de porter une haute exigence à l'égard du patronat. A cela nous veillerons fermement.»

Laurent Berger, secrétaire général de la CDFI, à l'ouverture du 48^e congrès du syndicat, ce lundi à Marseille

L'HISTOIRE

L'EUROPE SATURÉE DE BANQUES

Le secteur bancaire en Europe est saturé, contribue au déséquilibre de l'économie en raison de son surinvestissement dans le secteur immobilier et son hypertrophie aboutit à détourner des compétences au détriment des secteurs non financiers. C'est l'inquiétant constat que dressent des universitaires dans une étude publiée ce lundi pour le compte du Conseil européen du risque systémique. Le rapport relève que le secteur bancaire européen est «anormalement lourd»: fin 2012, les vingt plus grandes banques de l'UE détenaient 23700 milliards de dollars d'actifs (17400 milliards d'euros), soit presque deux fois plus qu'aux Etats-Unis (12400 milliards de dollars). A l'inverse du reste du monde, le financement de l'économie en Europe repose plus sur les banques que sur les marchés financiers, ce qui nuit à la croissance. Le rapport pointe enfin les dangers du modèle de banque universelle - à la fois de dépôt et d'investissement -, très répandu en Europe et qui constitue un facteur de fragilité du fait de son risque «systémique» plus élevé en cas de crise financière.

Le climat, dernier cheval de bataille d'Obama

CO₂ Son projet contre le réchauffement a été dévoilé lundi.

Moins d'émissions polluantes, mais plus de polémiques en perspective: l'administration Obama a enfin rendu public ce lundi son projet de directive pour réduire de 30% les émissions de CO₂ des centrales électriques américaines d'ici 2030 par rapport à 2005. Les écologistes, déçus par Obama jusqu'à présent, applaudissent, mais surtout pour soutenir une administration qui est très attaquée: «Il sera bon d'avoir enfin des limites aux émissions de CO₂ de nos centrales», explique Kyle Ash, spécialiste de la politique du climat chez Greenpeace. Mais on aurait pu le faire dès 2009. L'administration Obama a beaucoup procrastiné sur le climat.

Vulnérabilité. Ces -30% ne correspondraient toutefois qu'à une réduction de 12% par rapport à 1990, année de référence du protocole international de Kyoto, rappelle l'expert. Les émissions américaines ont surtout augmenté entre 1990 et 2005, avant de décliner. «On aurait facilement pu fixer un objectif double, de réduction de 60% des émissions en 2030», estime Kyle Ash, rappelant que beaucoup d'opérateurs ont de toute façon prévu de fermer leurs vieilles centrales à charbon. Présentée hier à Washington, la directive de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) ne sera finalisée que d'ici juin 2015 et donnera ensuite encore un an aux Etats fédérés pour adopter leurs plans de réduction d'émissions polluantes. L'intelligence du dispositif, mais aussi sa vulnérabilité, est qu'il laisse à chacun des Etats le choix de définir comment réduire ses émissions: en di-



Obama veut une baisse de 30% des émissions d'ici 2030. REUTERS

minuant son recours au charbon, modernisant ses centrales, développant les énergies renouvelables ou limitant sa consommation globale d'énergie. **Faux.** Après avoir baissé les bras durant son premier mandat, et laissé ses amis démocrates enterrer son projet de marché national des émissions (le fameux «cap and trade») au Congrès, Obama veut à nouveau se poser en champion de la lutte internationale contre le réchauffement. «L'influence américaine est toujours plus forte quand on montre l'exemple», expliquait-il en vue des négociations onusiennes en cours, censées aboutir à la conférence de Paris en 2015.

En attendant de convaincre ses alliés de ce nouveau «leadership» américain, comme il va tenter de le faire cette semaine en Europe, Obama va aussi devoir affronter les attaques des républicains, qui espèrent torpiller le projet et s'en servir pour reconquérir le Sénat aux élections de mi-mandat, en novembre. Ces limitations coûteraient 51 milliards de dollars et 224 000 emplois par an d'ici 2030, a déjà calculé la Chambre de Commerce américaine. Faux, rétorque l'EPA, les bénéfices en termes de santé publique excéderont largement les coûts.

De notre correspondante à Washington
LORRAINE MILLOT

DÉCRYPTAGE

Par **CHRISTOPHE ALIX**

Auto: les constructeurs pâtissent des ponts

Les immatriculations de voitures neuves en France décélèrent. Elles n'ont progressé que de 0,1% au mois de mai en rythme annuel.

indiqué que leur prévision pour 2014, actuellement à +1%, pourrait être relevée si les chiffres de juin restent dans la tendance observée depuis le début de l'année.

Comment expliquer cette baisse ?

Mai tranche avec mars et avril, où les ventes d'automobiles avaient respectivement progressé de 8,9% et 5,8%. Ce ralentissement s'explique par le fait que mai a été entrecoupé par de nombreux ponts qui ont poussé les consommateurs à partir en vacances plutôt qu'à se rendre dans les concessions. «On voit bien que le marché est convalescent», commente Flavien Neuwy, de l'observatoire de la consommation Cetelem. «Les fondamentaux économiques qui conditionnent les ventes de voitures restent faibles», poursuit-il en évoquant la croissance nulle au premier trimestre et un taux de chômage reparti à la hausse en avril. Depuis le début de l'année, le marché enregistre cependant une hausse de 3% en données corrigées des jours ouvrables. Une progression qui ne devrait toutefois pas être enrayerée par le ralentissement du mois de mai. Un porte-parole du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) a

Comment se comportent les constructeurs français ?

PSA Peugeot Citroën et Renault s'en sortent mieux que les constructeurs étrangers depuis le début de l'année. Ils ont continué à résister en mai grâce au succès de leurs nouveaux modèles qui tirent leur production dans l'Hexagone: PSA Peugeot Citroën a vendu 3,9% de voitures en plus qu'il y a un an à la même période et le groupe Renault, qui comprend la marque au losange et Dacia, 9%. Ils profitent du succès de leurs citadines, comme la Renault Clio IV, le modèle le plus vendu en France devant la Peugeot 208, mais aussi de leurs petits faux 4x4 urbains, le Captur et le 2008. Citroën a ainsi gagné 0,5 point de part de marché, Peugeot 0,6 point, Renault 1,4 point et Dacia 0,5 point. Le marché se déplace des berlines vers les SUV (Sport Utility Vehicles), une mode qui devrait continuer à tirer les ventes des constructeurs tricolores d'ici la fin 2014, même si la concurrence pourrait devenir plus rude. ➤

156 milliards

d'euros, c'est la prévision des dépenses de kérosène des compagnies aériennes en 2014, soit près de 30% de leurs coûts opérationnels totaux, selon une estimation de l'Association internationale du transport aérien (IATA). Un montant en hausse de 1% cette année. En 2013, les dépenses en kérosène des compagnies aériennes étaient de 154 milliards d'euros contre 152 milliards en 2012.



BOURSE DE PARIS / CAC40
-0,08 % / 4 515,89 PTS

Transaction: 2 659 745 207€ +0,72%

Les 3 plus fortes
ORANGE
AIRBUS GROUP
TOTAL

Les 3 plus basses
ALCATEL-LUCENT
LVMH
TECHNIP

BOURSES DU MONDE

New York Dow Jones	16 736,78	+0,12 %
New York Nasdaq	4 236,22	-0,15 %
Londres Footsie 100	6 864,10	+0,29 %
Tokyo Nikkei	14 935,92	+2,07 %

VU DE ROLAND-GARROS

Par LIONEL FROISSART

Garbiñe Muguruza, nouvelle star du grip espagnol

En quart de finale, la Russe Maria Sharapova, numéro 8 mondiale, rencontre ce mardi l'Espagnole Garbiñe Muguruza, 35^e joueuse mondiale. Concernant la première, âgée de 27 ans, victorieuse à Roland-Garros en 2012 et finaliste l'année dernière, il n'y a plus grand-chose à apprendre. Autant faire connaissance avec la jeune – 20 ans – Garbiñe Muguruza, dont l'avenir sur les courts est plus que prometteur. Vous la reconnaîtrez facilement : elle a un sourire irrésistible, quasi permanent et agrémenté d'une fossette sur chaque joue. Mais bientôt, c'est grâce à son style et son efficacité sur les courts (elle est droitrière et use d'un revers à deux mains) que sa réputation sera établie.

Après avoir débuté à 3 ans en jouant contre l'un de ses frères, elle est apparue sur le circuit WTA en 2009. Son jeu se caractérise par une préférence pour l'attaque et une frappe à plat surpuissante. Serena Williams, qu'elle a éjectée dès le premier tour, peut en témoigner, même si l'Américaine n'était pas dans un grand jour. Il se trouve que Garbiñe Muguruza a fait de la numéro 1 mondiale son modèle. En retour, au soir de sa défaite, la cadette des Williams lui a en quelque sorte confié les clés de Roland-Garros en lui disant qu'elle pourrait bien lui succéder à Paris si elle continue à jouer de cette manière. Depuis, elle n'a pas lâché un set

en route. L'ocre n'est pourtant pas son terrain de prédilection, la jeune fille préférant les surfaces en dur plus favorables à son style porté vers l'attaque. Et elle ne déteste pas le gazon, ce qui s'explique sans doute par la qualité de son service.

Garbiñe Muguruza est la révélation féminine de ce tournoi, ce qui réjouit aussi le Venezuela, puisque la joueuse, née à Caracas, possède la nationalité vénézuélienne par sa mère. Il lui faudra d'ailleurs bientôt décider quel pays elle souhaite représenter en Fed Cup. Garbiñe Muguruza se donne jusqu'à l'automne pour choisir. Elle aura alors disputé deux tournois du Grand Chelem supplémentaires, à Wimbledon et à Flushing Meadows. Deux occasions de confirmer qu'elle est une vedette en devenir.

En attendant, si elle passe l'obstacle Maria Sharapova, elle pourrait se retrouver en demi-finale face à sa partenaire de double, Carla Suárez Navarro, ou l'autre star en devenir, la Canadienne Eugénie Bouchard, 20 ans également. Mais avant, c'est la Russe qui occupe son esprit : « C'est un défi à relever. Nous sommes toutes rencontrées il y a un an. Je me suis aussi inspirée de son tennis. Je pense que l'on a des similitudes. Nous sommes toutes des grandes, nous avons de longs bras toutes les deux. Elle est très agressive. Je m'attends à un match compliqué, mais je n'ai rien à perdre. » ♦



LES GENS

GAËL MONFILS À NOUVEAU EN QUARTS À ROLAND-GARROS

Gaël Monfils, 27 ans, s'est facilement qualifié lundi pour les quarts de finale de Roland-Garros, en disposant en trois sets de l'Espagnol Guillermo García-López, 41^e mondial (6-0, 6-2, 7-5). Le Français, 28^e mondial, qui avait déjà atteint les quarts en 2008, 2009 et 2011, n'a pas semblé se ressentir des cinq sets joués au tour précédent face à l'Italien Fabio Fognini. Dernier Français encore en lice, Gaël Monfils rencontrera mercredi l'Ecois Andy Murray (8^e mondial). Autres quarts au programme chez les hommes : Novak Djokovic-Milos Raonic et Ernest Gulbis-Tomas Berdych (mardi), puis Rafael Nadal-David Ferrer (mercredi). PHOTO AFP



Karim Benzema et Franck Ribéry en plein numéro de duettistes, dimanche, avec Raphaël Varane (à g.). PATRICK MASANTE. REUTERS

Ribéry, les souffrances des jeunes vertèbres

FOOT L'état de santé, toujours incertain, de l'attaquant munichois pollue la préparation des Bleus à dix jours du Mondial brésilien.

Parfaitement maîtrisée – ou autant que faire se peut – depuis le 13 mai et l'annonce des 23 appelés à disputer le Mondial brésilien, la trajectoire de la sélection tricolore connaît depuis quelques jours ses premiers soubresauts. Lundi, en début de soirée, Canal + a révélé l'existence d'un deal entre le sélectionneur des Bleus Didier Deschamps et son attaquant vedette Franck Ribéry qui ne s'entraîne pas depuis sept semaines par la faute d'une lombalgie : si le Munichois n'est pas en état de jouer dimanche le dernier match amical contre la Jamaïque, il déclarera forfait pour la compétition (du 12 juin au 13 juillet) et rentrera chez lui.

Deschamps a donc décidé de précipiter les choses. Il avait en effet jusqu'au 14 juin, veille de la rentrée des Bleus dans la compétition face au Honduras à Porto Alegre, pour faire constater une blessure par un médecin agréé Fifa et remplacer sa star. Depuis quelques jours, le sélectionneur ne cachait cependant pas sa crispation sur ce sujet sensible. Le staff

tricolore avait du reste contacté le milieu mottellier Rémy Cabella – qui a quitté Clairefontaine mercredi avec les autres réservistes – pour lui demander de ne pas s'éloigner.

«L'arrêt». Au quotidien, le cas de Ribéry confine à l'alerte

Si Franck Ribéry n'est pas apte dimanche contre la Jamaïque, le Bavarois ne sera pas du voyage au Brésil.

rouge : l'empressement du staff médical à son endroit et la proportion des discussions qui lui sont consacrées au sein de l'encadrement disent non pas le pessimisme, mais l'impuissance et les interrogations relatives à son cas. La situation n'évolue pas. Le joueur le sent : son inquiétude et sa peur de manquer l'événement n'échappent à personne, à la notable exception d'un Bacary Sagna qui expliquait vendredi voir un Ribéry « comme d'habitude », « qui continue à dévisser les sâlières » à table pour rigoler. Le même jour, Karim Benzema était plus nuancé :

« La situation lui pèse, oui. » Et Olivier Giroud, dimanche : « Il commence à être irrité. Je ne sais pas si Franck doute, mais il est inquiet et préoccupé. »

Alors que les Bleus affrontaient le Paraguay, Franck Ribéry et Benzema se sont livrés à un étrange numéro de duettistes sur le banc de touche, en complète contradiction avec l'attitude soucieuse du Munichois au quotidien. Blagueurs et hilares, ils ont joué la comédie du bonheur devant les caméras ; deux farceurs se réjouissant d'on ne sait quel tour pendable.

Totalement surjouée, la scène a surtout dit que Benzema, qui aura clairement les clés du camion bleu au Brésil de par le talent qu'on lui prête depuis dix ans et son statut de star du Real Madrid depuis cinq, prend en quelque sorte Ribéry sous sa protection ; le Munichois ayant par ailleurs donné l'impression de couvrir les plus jeunes – tel Clément Grenier – après le coup de sifflet final,

comme s'il voulait accréditer l'idée que son rôle dépassait le terrain.

Mine. L'histoire dit pourtant la toxicité et les frustrations en chaîne suscitées par l'intégration d'une superstar blessée au sein d'un groupe engagé dans la phase finale d'une grande compétition : Zinédine Zidane en 2002, Marcel Desailly en 2004, Patrick Vieira en 2008...

Pourtant, on était curieux de savoir ce que Didier Deschamps avait pensé du numéro de duettiste de dimanche. Le sélectionneur a décidé de trancher dans le vif et de mettre Franck Ribéry au pied du mur. On aimerait désormais savoir ce que le sélectionneur a pensé de l'iPhone discrètement sorti par Karim Benzema sur le banc alors que ses partenaires affrontaient les Paraguayens depuis sept minutes – les smartphones sont interdits à table, alors en plein match... Deschamps va encore devoir descendre à la mine. A moins qu'il n'y soit déjà depuis deux ans qu'il préside aux destinées des Bleus.

GRÉGORY SCHNEIDER



«Il faut suspendre Schengen. [...] Ainsi serait-il mis fin au détournement de procédure qui permet à un étranger de pénétrer dans l'espace Schengen, puis, une fois cette formalité accomplie, de choisir le pays où les prestations sociales sont les plus généreuses.»

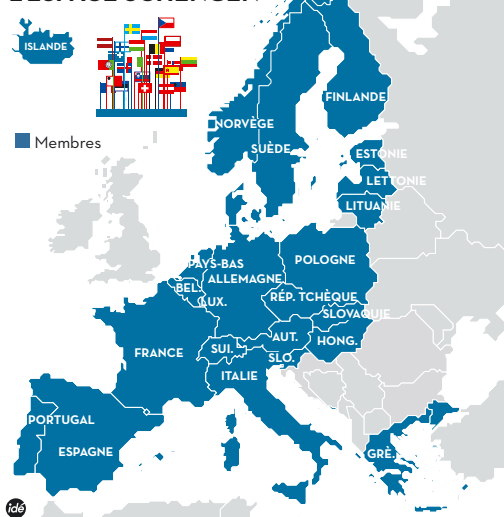
Nicolas Sarkozy dans sa tribune publiée le 21 mai dans le Point

Sarkozy et ses fantasmes sur l'Europe de Schengen

Nicolas Sarkozy est de retour. Et il n'a pas changé. L'ex-président a tenté d'emballer la dernière ligne droite de la campagne des européennes en publiant, fin mai, une tribune dans le Point où on retrouve ses marottes : et notamment la suspension de l'espace Schengen. Sarkozy se justifie ainsi : «C'est une évidence qu'il faut suspendre immédiatement Schengen 1 et le remplacer par un Schengen 2 auquel les pays membres ne pourraient adhérer qu'après avoir préalablement adopté une même politique d'immigration. Ainsi serait-il mis fin au détournement de procédure qui permet à un étranger de pénétrer dans l'espace Schengen, puis une fois cette formalité accomplie, de choisir le pays où les prestations sociales sont les plus généreuses.»

Il n'est guère étonnant que les Français se fassent une idée sombre de l'Europe, vu ce que leur ex-président leur en dit. Ainsi, l'Europe serait cet espace qui permettrait à un immigré d'entrer dans un pays, puis d'aller librement s'établir dans un autre pour faire son marché des aides sociales ? Une présentation fantasmagorique. «Nicolas Sarkozy surfe sur l'idée que certains consulats européens sont moins regardant au moment de l'attribution des visas, et sont susceptibles de se faire duper par des fausses demandes de visas touristiques par exemple, décrypte un connaisseur. Il décrit une situation où un immigrant obtient un visa de trois mois, profite de la libre circulation de l'espace Schengen pour transiter vers la France et s'y maintenir illégalement.» Un diagnostic jugé «pour le moins simpliste». «Pour accuser Schengen, il faut postuler que l'immi-

L'ESPACE SCHENGEN



grant a profité du fait que le consulat de son pays d'entrée a été moins regardant que ne l'aurait été le consulat français. La procédure d'attribution des visas est théoriquement la même, et chaque Etat membre veille à ce que la demande ne cache pas un projet d'immigration illégale. Mais dans tous les cas, si c'est théoriquement possible, cela n'autoriserait pas l'immigré à bénéficier des prestations sociales en France, ni nulle part ailleurs en Europe. Pour rappel, à l'exception de l'aide médicale d'Etat, les prestations sociales hexagonales ne sont accessibles qu'aux étrangers en situation régulière.»

Afin de prétendre aux prestations sociales dans un pays, il faut être en situation régulière. Or, l'attribution des titres de séjour est une compétence nationale. L'image, évoquée par Sarkozy, d'un immigré choisissant dans le panel

des Etats membres les prestations sociales qui lui conviennent le mieux est absurde. Fût-ce cet immigré régulier dans un autre pays européen. Un ressortissant d'un pays non communautaire titulaire d'un titre de séjour en Espagne n'a pas la liberté de venir s'établir en France comme bon lui semble. Il pourra s'y rendre trois mois. Au-delà de ce délai, il deviendra irrégulier. Dans un certain nombre de cas – très limité –, le fait d'être établi en Europe peut faciliter la mobilité professionnelle dans un autre pays européen (les chercheurs, les travailleurs détachés, les résidents de longue durée). En dehors de ces cas exceptionnels, un immigré établi en Europe et souhaitant s'installer en France sera soumis aux mêmes exigences qu'un immigré faisant une demande depuis son pays d'origine.

CÉDRIC MATHIOT

DÉSINTOX

SPÉCIAL VRP

ITALIE : MATTEO RENZI S'AUTOPROCLAME CHAMPION D'EUROPE

Chef du gouvernement italien depuis février sans avoir été élu, Matteo Renzi a en quelque sorte été légitimé à son poste par les élections européennes : le PD (centre-gauche) est arrivé en tête en Italie, avec 40,81% des voix. Un excellent score qui est peut-être monté à la tête de l'ancien maire de Florence : «Le PD a été, de tous les partis européens, celui qui a reçu le plus de suffrages», se félicitait-il ce week-end dans le Monde. Certes, le score du PD est très bon, mais ce n'est pas un record continental pour autant. Outre Chypre (où seules deux listes s'affrontaient), on trouve un meilleur score que le PD en Hongrie (51,48% pour le parti du premier Ministre Viktor Orbán), en Croatie (41,42% pour l'Union démocratique) et en Lettonie (46,19% pour Unité). En revanche, le PD fait le meilleur score d'un parti de gauche...

230 000

C'est le nombre de logements neufs mis en chantier chaque année, selon Claude Guéant. Interrogé le 1^{er} juin sur Europe 1, l'ancien ministre de l'Intérieur accuse Cécile Duflot d'être responsable de ce mauvais score alors que «nous en faisons 430 000». Les deux chiffres sont faux. En 2013 quand Cécile Duflot était ministre, 331 900 constructions ont été engagées. Un bilan proche de la moyenne annuelle sous Sarkozy : 360 000. Mais Guéant préfère retenir la seule année 2011 marquée par un pic à 421 300. Une embellie qui prend fin dès janvier 2012, avec l'affaiblissement du dispositif Scellier. Duflot n'était pas arrivée.



VRAI FAUX LE PS DÉNONCE UN PEU VITE LA HAUSSE DE LA RÉCIDIVE SOUS SARKOZY

Le Roux et Le Guen forcent sur la récidive

C'est l'argument du moment de la gauche, alors qu'est examinée la réforme pénale (lire aussi page 2). Taxés de laxisme, Bruno Le Roux et Jean-Marie Le Guen ripostaient de concert dimanche en affirmant (sur RTL et RMC) que sous Nicolas Sarkozy la récidive «n'a cessé d'augmenter». Ce qui augmente effectivement, c'est le nombre de condamnés en situation de récidive légale, c'est-à-dire les

cas où un délinquant commet dans les cinq années une infraction de même nature. En 2004, 6,1% des condamnés étaient en récidive légale. En 2011, le ratio était monté à 12%. Mais ces chiffres traduisent l'évolution de la définition même de récidive légale. Celle-ci ne se limite pas à la commission de la même infraction, elle s'applique aussi à la commission d'une seconde infraction, «assimilée» à

la première. Or le législateur assimile de plus en plus les infractions entre elles... ce qui élargit le champ de la récidive légale et gonfle les stats. Ajoutons que plusieurs textes récents ont incité les magistrats à systématiser l'enregistrement de la récidive légale. Deux raisons qui expliquent, selon les services statistiques de la chancellerie, la flambée des chiffres. Plus qu'une hausse de la récidive elle-même.



SUR LIBÉRATION.FR



Désintox traque tous les jours petits et gros mensonges du débat public, en partenariat avec Libération et 2P2L. Une pastille d'impartialité à retrouver du lundi au jeudi, sur Arte, dans l'émission présentée par Elisabeth Quin 28 Minutes, à partir de 20 h 05, et sur Libération.fr.

Pour une refondation territoriale

Par **MICHEL DESTOT** Ancien président de l'Association des maires des grandes villes, **ALAIN ROUSSET** Président de l'Association des régions France (ARF) et **JEAN VIARD** Directeur de recherches CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences-Po (Cevipof)

L'absence de courage politique pour réformer l'Europe, la mise en marge de l'objectif de justice sociale, le refus chauvin d'une politique économique commune ont mis dans une immense colère les peuples d'Europe – en particulier le peuple de France. L'extrême droite et l'abstention s'en nourrissent et nous dégradent en Europe et aux yeux du monde.

Les mêmes questions et les mêmes incapacités à sortir de luttes idéologiques archaïques vont entraîner les mêmes effets aux prochaines élections régionales et départementales. Opposition et majorité jouent ici aussi, et ce depuis des années, un jeu suicidaire de refus successifs du changement. Alors, comme ils rejettent de plus en plus l'Europe, les Français rejettent de plus en plus la décentralisation. Sans une modification forte de l'organisation politique du territoire, nous sommes convaincus qu'il arrivera à la scène locale ce que nous venons de connaître pour la scène européenne. Et, les politiques ne peuvent parler sans cesse de réforme seulement pour les autres et ne jamais en faire pour eux-mêmes ! Aussi, nous affirmons ici les principes et les objectifs qui nous semblent essentiels :

1) La décentralisation de 1981 fut pensée avant le TGV, le téléphone portable et Internet. Nous étions loin les uns des autres. Rappelons aussi que la carte économique de notre pays a été depuis transformée car l'Ile-de-France a « expulsé » l'industrie vers les régions. Paris est devenu une place mondiale du conseil, du service haut de gamme, de la culture, de l'économie

touristique mais Lyon, Marseille, Grenoble, Toulouse, Nantes, Lille, Bordeaux sont entrés dans le temps des grandes métropoles qui lient université, entreprises, culture, mobilités, innovations. Jamais avant cette double pression politique et économique, la France n'a été aussi homogène ; avec, c'est vrai, un recul de la richesse agricole rurale et de la production industrielle dans de nombreux petits bassins. Les métropoles produisent actuellement 60 % de la richesse.

2) C'est cette France profondément rééquilibrée par la décentralisation et un quart de siècle de mutation économique, dans une société numérique et collaborative, dont il faut alléger l'organisation, restreindre les dépenses, augmenter les solidarités et accélérer le développement. Ce diagnostic est la base de tout. Si, et seulement si, on y inclut les cultures locales et les appartenances héritées. Mais sans non plus en faire des paravents du refus du changement et de la défense de positions acquises.

3) La Révolution française a su, en créant les départements, nous réorganiser profondément tout en gardant beaucoup des appartenances et des cadres anciens. L'enjeu est le même. Mais là où il s'agissait de redessiner les formes du corps spatial de la Nation dans un moule républicain, notre question est de restaurer une citoyenneté vraie, active, aux bonnes échelles, et de se doter des instruments de pouvoir économique proche du terrain dans un monde de mobilité, d'éducation, de liens entre le plus local et le plus global.

4) La question ne porte pas d'abord sur les frontières des territoires mais sur leurs moteurs de développement. Il faut structurer nos appareils de décision autour des métropoles, hubs du développement entre entreprises, formations des hommes, gestion des investissements. Nous avons entre 8 à 12 « moteurs » autres que Paris, autour de grandes universités, de marché du travail réel, d'entreprises puissantes et en

réseaux liés à la France, l'Europe et le monde par des moyens de communication rapides. La loi sur les métropoles enrichie d'un mode de scrutin direct peut servir ici de base. Concernant les régions, le débat s'est focalisé sur leur nombre. Le problème n'est pas là. Le paramètre principal est leur puissance financière et leurs compétences pour irriguer le développement de tout le territoire. Les régions doivent être, comme en Allemagne, le socle du soutien aux PME – PMI et aux ETI (entreprises de taille intermédiaire).

5) Mais ce primat des forts ne doit pas porter à délaisser les plus fragiles. Les campagnes, les montagnes, la mer ont besoin et ont droit à des projets et à des moyens. Les territoires verts doivent compter en hectares plus qu'en hommes, mais non disparaître. La qualité de vie des villes moyennes, des bourgs et des villages doit être intégrée à la nouvelle vitalité locale. Ils sont souvent dynamiques et créatifs. La production de biens écologiques par les territoires peu peuplés est considérable. Mais acceptons que nous ayons besoin d'une organisation moins coûteuse, plus lisible, plus efficace et que là, les transformations des départements sont la nécessité première. Une transformation de ce maillage intermédiaire, pas un effacement brutal.

6) Plus que les hectares, ce sont les citoyens qui comptent. Or, à des citoyens qui parcourent en moyenne 30 kilomètres par jour autour de leur maison et dont 61 % travaillent hors de la commune où ils votent, on doit proposer une refondation citoyenne territoriale : à nouveau, un citoyen doit être « un actif habitant » et le travail, la production de richesse, doivent redevenir des acteurs politiques locaux. Cette situation pousse à favoriser une échelle locale plus large que

la commune, l'incluant : communautés de communes ou « pays », et métropoles autour des grandes villes.

7) Cette évolution de la carte territoriale des collectivités locales doit s'accompagner d'un nouveau mouvement de décentralisation en allégeant l'Etat. Pour faciliter cette évolution, il faut fusionner la fonction publique d'Etat et celle des collectivités locales pour améliorer la mobilité des agents. Les services publics, qui ont été transférés aux communes, départements et régions depuis 1981 ont été considérablement améliorés. Car les élus se sont sentis responsables. Aussi, l'amélioration de l'action publique passe par la poursuite de la décentralisation avec un l'Etat qui, pour se renforcer, doit se recentrer sur ses missions régaliennes et son rôle de stratégie.

8) Cette réforme doit être menée à bien dans la clarté. Aussi, on pourrait décider, pour que chacun s'y retrouve, de généraliser autant que possible, comme modèle unique et commun, le modèle électoral de la loi PLM (Paris – Lyon – Marseille) au niveau des pays, des métropoles et des régions, où les départements verts pourraient garder (en dehors des métropoles) une fonction relais qui est celle des mairies d'arrondissement – avec une loi PLM pondérée par une part de proportionnelle pour qu'à chaque niveau ce soit la liste arrivée en tête qui recueille 50 % des sièges, afin que les responsabilités soient claires.

En cette période difficile de chômage, de dette et de crise, l'angoisse des Français est immense. Nous devons faire l'acte IV de la démocratisation du territoire au service du redressement de notre pays. Sinon, les victoires du FN vont succéder aux victoires du FN et la France cessera d'être une référence mondiale de valeurs, de droits et d'art de vivre.

Le débat s'est focalisé sur le nombre de régions. Le problème n'est pas là. Le paramètre principal est leur puissance financière et leurs compétences pour irriguer le développement de tout le territoire.

A quand un ministère de la ruralité ?

Par **MATTHIEU MAYER** Secrétaire de la section PS de Guise (Aisne)

Désertification sociale, fermeture des services publics et des commerces de proximité, les campagnes ont depuis longtemps développé un sentiment d'abandon, notamment envers la puissance publique.

Comme si l'Etat, préoccupé principalement par le phénomène urbain et la métropolisation, avait laissé pour compte 20 % de sa population, installée sur 80 % de son territoire. Il faut reconnaître que le gouvernement a lancé, en 2013, un « pacte rural », peut-être encore trop timide, et il est incontestable que depuis mai 2012, le ministère des Affaires sociales se mobilise pour lutter contre la désertification médicale.

Mais, conséquence de ce sentiment d'abandon de la puissance publique qui dans bien des cas traduit la réalité, Marine Le Pen y engrange des bons points politiques en attisant une colère légitime, sans proposer de solutions concrètes et offrant pour seule option une logique mortifère pour notre société.

Fort de ce constat et de l'envie de montrer qu'une ruralité du XXI^e siècle est possible et, pour tout dire, existe déjà, de nombreux élus socialistes multiplient, eux, les initiatives positives pour aller de l'avant. Que l'on pense au développement du concept de « bouclier rural » initié par François Bazin, maire de Lormes, ou encore à l'appel des présidents des conseils

généralux de la Creuse, de l'Allier, du Cher et de la Nièvre à mettre en place une nouvelle politique offensive de développement des espaces ruraux via une loi d'orientation, et de créer au sein du gouvernement un grand ministère du développement rural. La réalisation de ces deux dernières propositions est plus que nécessaire dans la perspective de la future réforme territoriale annoncée. Si un regroupement des communes et un développement plus important de l'intercommunalité s'imposent, la suppression du département, entraînant la disparition du conseiller général, fait craindre en campagne de perdre un échelon supplémentaire de proximité républicaine. Comme si l'Etat, tel un navire voguant vers de lointains flots, s'éloignait au fur et à mesure des réformes adoptées.

La ruralité doit connaître, comme le phénomène métropolitain d'ailleurs, un traitement spécifique en terme d'organisation territoriale et de présence de la puissance publique sur son territoire. Des grands ministères de la Politique de la ville, il y en a eu ; un ministère de l'Egalité des territoires, il en existe un ; mais pour un grand ministère de la ruralité, rien. Il est temps que notre gouvernement de gauche, dirigé par un républicain convaincu, envoie un signal fort en direction de nos campagnes. Montrer que la république ne les oublie pas, telle doit être sa mission, sous peine de voir ses habitants, n'étant plus entendus, se tourner désespérément vers la colère et définitivement vers le vote protestataire.



Par **PIERRE-YVES GEOFFARD**

Le «crowdfunding» ou les dons en ligne, nouvel outil financier performant ?

La finance apparaît souvent comme si déconnectée du «monde réel» qu'il faut parfois rappeler que sa fonction économique est essentielle : elle doit permettre de développer des projets portés par ceux qui n'ont pas les moyens d'entreprendre, en utilisant les ressources disponibles de ceux qui n'ont pas dépensé tous leurs revenus. Bref, elle met en relation l'investissement des uns et l'épargne des autres. A priori, les uns et les autres n'ont pas besoin de se connaître. En principe, les intermédiaires financiers sont là pour garantir que les projets financés sont viables, et que les projets viables seront financés. Leur rôle est donc

directement lié à la production d'information, sur l'évaluation du risque de tel ou tel investissement comme sur la disponibilité de l'épargne. Et comme toute activité liée à l'information, elle est potentiellement chamboulée par le développement de l'économie numérique. Parmi les innovations financières liées au numérique, il n'y a pas que des produits dérivés abscons ou des logiciels de trading à haute fréquence à l'utilité discutable ; les outils sur lesquels se développe la «finance participative», plus connue sous le terme de «crowdfunding», peuvent offrir de nouveaux mécanismes perfor-

mants, alternatifs à la finance traditionnelle. Les mécanismes usuels de financement des entreprises sont essentiellement de trois types : les prêts bancaires, les actions ou les obligations, émises sur un marché dans le cadre d'un appel public à l'épargne. Aux Etats-Unis, le financement des entreprises passe le plus souvent par l'émission d'actions, alors qu'en France (ou en Allemagne) il vient de prêts bancaires. Dans tous les cas, l'activité d'intermédiation est essentielle : soit la banque prête elle-même des sommes qui lui ont été confiées, en dépôt ou en épargne, soit elle s'occupe du placement des actions auprès du public ; dans tous les cas, elle cherche à réduire l'asymétrie d'information entre épargnants et investisseurs.

Le crowdfunding propose de remplacer les banques par des plateformes, où l'échange d'information est automatisé. Par certains de ses aspects, d'ailleurs, cette désintermédiation n'est pas si nouvelle : par exemple, des mécanismes de tontine permettent un financement par des réseaux familiaux ou communautaires. Les prêteurs ont souvent une connaissance détaillée des projets qu'ils financent, et les emprunteurs ont de fortes, voire très fortes, raisons de rembourser les sommes empruntées ; en revanche, comme ils se limitent aux cercles relativement proches, ces mécanismes financiers participatifs ne peuvent convenir à des projets importants. Le crowdfunding, comme son nom l'indique mieux que sa traduction française, s'adresse à la multitude (*crowd*), et peut mobiliser des montants d'épargne plus élevés ; mais son talon d'Achille est sa capacité à évaluer les risques, de manière à ce que l'épargne se dirige en priorité vers les projets économiquement viables. Il y a là une forme de pari sur l'intelligence collective : si chaque épargnant dispose d'un peu d'information, si cette information est fiable, et si elle conditionne la décision de contribuer au financement, alors les projets financés sont justement ceux pour lesquels les informations favorables sont très répandues.

Beaucoup de «si», mais aussi des élé-

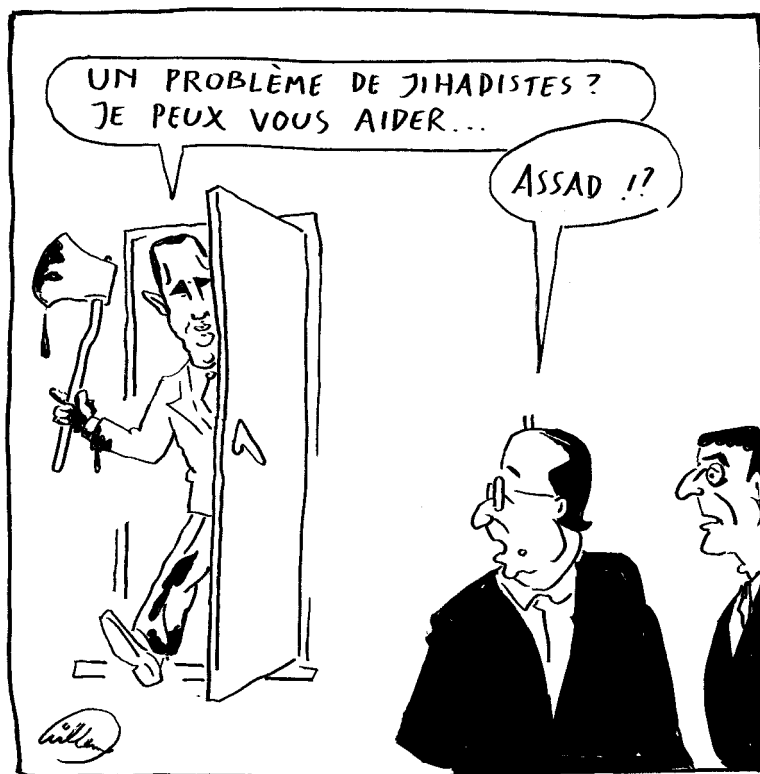
ments très encourageants. D'abord dans la diversité des formes de financement proposées par les plateformes existantes : l'appel aux dons permet de financer des projets socialement utiles ; des formes de prévente permettent à l'entrepreneur de mieux connaître la demande potentielle pour les biens ou services nouveaux qu'il se propose de produire. Les plateformes peuvent bel et bien contribuer à la production d'informations pertinentes, notamment pour l'emprunteur. Sont-elles plus ou moins performantes que les banques traditionnelles ? La question, à ce jour, n'est pas résolue, et c'est bien fâcheux, car cela devrait conditionner la régulation de ces activités. Comme souvent, l'innovation technologique se heurte de front aux situations établies : dans le cas d'appel «traditionnel» à l'épargne, l'obligation d'information est importante, et très encadrée ; et dans le cas de crédits, la loi garantit aux établis-

Ce nouveau mécanisme financier participatif peut mobiliser des montants d'épargne élevés ; mais son talon d'Achille est sa capacité à évaluer les risques.

sements bancaires un monopole : tout cela est remis en cause. L'administration Obama s'était emparée de la question en avril 2012, la loi Jobs proposant de développer le financement de l'économie, entre autres en allégeant les contraintes pesant sur le crowdfunding ; en France, une ordonnance vient d'être présentée par Arnaud Montebourg en Conseil des ministres. Toutefois, aux Etats-Unis les détails de la mise en œuvre ne sont pas encore connus, la Securities and Exchange Commission ne les ayant pas encore définis. Espérons que la réglementation française saura s'adapter plus rapidement, et permettra un cadre protégeant les épargnants tout en simplifiant les démarches des porteurs de projet. Bon, là aussi il y a une forme de pari...

Pierre-Yves Geoffard est professeur à l'Ecole d'économie de Paris, et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

L'ŒIL DE WILLEM



les Séminaires de LA RÉGLE DU JEU	LE DIMANCHE 8 JUIN À 11H ENTRÉE LIBRE & GRATUITE AU CINÉMA SAINT-GERMAIN 22, rue Guillaume-Apollinaire Paris 6^{ème} Métro : Saint-Germain-des-Près redaction@laregledujeu.org		POLITIQUES DE HARRY POTTER Avec le philosophe Jean-Claude Milner À l'occasion de la parution de son ouvrage <i>Harry Potter à l'école des sciences morales et politiques</i> (PUF, mai 2014) Une rencontre animée par Alexis Lacroix Avec le Soutien de Pierre Bergé et de la Fondation André Lévy Renseignements : laregledujeu.org
---	---	--	--



Par **LUC
LE VAILLANT**

Et si le FN était plus à gauche que François Hollande ?

Je me suis d'abord dit que ça allait comme ça. Que ça suffisait avec nos ressassements gnangnans sur le FN triomphant et pas même arrogant, Raminagrobis bien peigné aux poutres sagement plantés dans son gilet, s'excusant de demander pardon d'en placer une, tandis que la droite s'allumait le feu et que la gauche se couvrait de cendres.

J'ai eu peur de l'overdose de déploration. Et puis, j'ai croisé les maigres troupes d'une jeunesse antifasciste battant froid le pavé d'un jeudi d'Ascension. Et je me suis souvenu que les nouveaux maires FN n'étaient pas beaucoup plus âgés que leurs opposants, que certains d'entre eux étaient gays, juifs ou issus de l'immigration. Alors, est revenue me hanter cette pensée qui me taraude depuis ce dimanche d'élections et que je n'arrive pas à écraser en moustique sanglant sur le mur blanchi à la chaux de ma perplexité. Et si le FN était plus à gauche que Hollande, plus social que le PS, plus anticapitaliste que le NPA ?

Je vous entendez déjà hurler. Et moi aussi, ça me fait hurler. Mais, ça n'empêche pas d'y réfléchir, d'y revenir. D'abord, on est bien d'accord que le FN est un parti xénophobe, limite raciste, que c'est un organe autoritaire et réactionnaire, prônant le rétablissement de la peine de mort et la limitation de l'avortement, même si sa patronne s'affiche «*gay friendly et féministe divorcée*» (1).

Une fois cela posé, laissez-moi donner tort à ceux qui pensent que le FN prospère uniquement sur les tourments identitaires français, sur la peur du grand large continental, sur l'angoisse du déclin occidental, sur la haine de l'autre et la détestation de l'étranger. Le FN fait aussi sa pelote parce qu'il a agréé, à ses névroses sécuritaires, des propositions solidaires et protectrices que la gauche de gouvernement a jetées avec l'eau du bain européen.

Le FN de Jean-Marie était ultralibéral, flingueur des fonctionnaires en sur-nombre, proche des intérêts des commerçants, artisans et petits patrons. Le FN de Marine, lui, vient au secours des catégories perdues par la gauche, celles des ouvriers minés par la précarité, celle des déclassés bientôt au RSA, celles des inquiets à la recherche d'un *care* archaïque. Le bleu Marine tamponne au Mercurochrome éventé, médecine estampillée PCF années 70, les fractures sociales qui se rouvrent à chaque spasme européen. Le FN dénonce la finance globalisée, s'oppose

à la directive «travailleurs détachés», se dresse contre le traité commercial transatlantique, entonne la complainte des services publics finissants et déplore l'abandon par l'Etat d'une ruralité désertée. Tout cela est confit de nostalgie et se vautre dans le «c'était mieux avant», mais malgré tout, il y a un souci du bien commun, une proposition de prise en charge des affaiblis.

Evidemment, je ne suis pas totalement ahuri. Je vois les grossières coutures dans le droit fil de la manœuvre attrape-tout, de la démagogie réversible. Je sais bien que le FN n'est pas très stabilisé sur ses pilotis néococos quand il imagine qu'il va s'en tirer en sortant de l'euro, en fermant les frontières et en réservant l'emploi aux «bons Français».

Mais en face, ça dit quoi ? En face, la gauche se vend pour des queues de cerise à la concurrence libre et non faussée. En face, Hollande se convertit à l'austérité bancaire au lieu d'imposer la remise des dettes souveraines à ces créanciers que les nations ont sauvés

en 2008. En face, l'Europe des bons pères, démo-chrétiens et so-

ciaux-libéraux mêlés, ouvre le continent à tous les vents du dumping fiscal et social. En face, le PS continue à invoquer la croissance quand celle-ci ne reviendra jamais, grise ou verte, et ceci n'a aucune importance si l'on repense le partage des richesses. En face, la gauche démonte le chapiteau de la fonction publique, cuve sa honte d'avoir fait les 35 heures et laisse en jachère coopératives et mutuelles. En face, le PS est incapable d'imaginer la société de l'après-travail et hausse les yeux au ciel quand on lui parle semaine de quatre jours, revenu d'existence ou politique industrielle.

Assonance oblige, on a longtemps cru que les li-li s'opposaient aux bo-bo. Le (li)bertaire devait être (li)béral. Le (bo)napartiste était frère du (bo)lchevique. Aujourd'hui, le FN autoritaire met du (bo)lchevisme dans son (bo)napartisme. La gauche, si elle veut redevenir la gauche, ferait bien de conjuguer différemment les appartenances. En matière sociétale, il lui revient d'être (li)bertaire et non (bo)napartiste, et que Valls aille se faire voir. Et dans le domaine social, il lui faut préférer le (bo)lchevisme au (li)béralisme, et que Valls aille au diable. Sinon, ce sera allo Marine, bobo ! Et le FN ne fera qu'une bouchée des (bo)lcheviques (bo)hèmes que nous sommes.

(1) «Libération» du mardi 27 mai.
Pascale Nivellet et Charlotte Rotman.

Contre la désillusion, l'éducation populaire

Par **NAJAT VALLAUD-BELKACEM**

Ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Le 25 mai, plus de 100 000 jeunes qui utilisaient pour la première fois leur carte d'électeur ont déposé un bulletin du Front national (FN) dans l'urne. Plus d'un million ont décidé de ne pas utiliser du tout leur carte d'électeur. Devant cette situation, comment ne pas ressentir l'ampleur du gâchis ? Le déplorer ne saurait suffire. Il faut, avec humilité, entendre le message de ces jeunes qui se sont abstenus ou affranchis des principes républicains les plus fondamentaux. Je ne m'exprimerai pas à leur place. Je prendrai le temps de l'écoute pour mieux comprendre leur geste.

Il y a des choses qu'on peut entendre. Le chômage, la crise du travail, la peur de l'avenir, le sentiment de relégation, de déclassement, l'impression d'autisme que dégage parfois la technocratie bruxelloise sont parmi les explications régulièrement avancées. Ma plus grande crainte est cependant que la plupart des jeunes ne donnent aucune explication. Que l'engagement civique ait tout simplement été balayé ce dimanche par une indifférence civique devenue la norme.

Il n'y a pourtant pas de fatalité. Souvenons-nous qu'il y a deux ans encore, trois jeunes sur quatre s'étaient rendus aux urnes lors de l'élection présidentielle. Constatons aussi que les partis qui font véritablement une place aux jeunes réussissent mieux que les autres à attirer leur suffrage. Nous serions fatigués de ne pas en tirer toutes les conséquences : la voie du renouvellement générationnel, trop timidement engagée, doit être approfondie.

Surtout l'histoire nous apprend que la République française a des ressources insoupçonnées du moment que ses enfants croient en elle, en ses institutions, en son école et en sa valeur cardinale : l'égalité. Cette adhésion n'est pas quelque chose qui se décrète. C'est une bataille culturelle de chaque instant, une bataille que l'Etat doit lancer, mais qu'il n'a pas vocation à porter seul, sans quoi il échouera.

Au cœur de cette reconquête, il y a l'absolue nécessité de rendre les jeunes conscients de leur pouvoir d'agir. C'est précisément le rôle et la vocation de l'«éducation populaire». Education populaire, le mot peut paraître ancien, voire suranné dans notre société de zapping médiatique. Mais il est plus qu'un mot. Son histoire centenaire, structurée autour de grandes fédérations et relayée par une myriade d'associations, est celle d'un défi sans cesse relevé face à la désespérance civique.

Notre pays est affligé par la tentation du repli sur l'entre-soi. Rien n'est pourtant plus indispensable que de soutenir et développer les espaces dans lesquels des jeunes, issus de tous les horizons, se rencontrent et échangent. Les arts, les sciences, le sport, les jeux bien sûr, la philosophie, le débat, l'écologie : tous les jeunes sont attirés par l'un au moins de ces sujets. C'est par l'éducation populaire,

qui offre des lieux pour faire et penser ensemble, lieux de confrontation aussi, lieux de transformation de l'individuel en collectif, que l'on parvient à l'engagement citoyen. Son potentiel de mobilisation des jeunes est un gisement pour notre pays, pour que vive le lien social, pour construire le vivre ensemble. Nous manquons encore de ces lieux, physiques ou virtuels, de rencontre et de partage des projets. Je mobiliserai les moyens qu'il faut pour relever nos ambitions en la matière.

Je crois en l'éducation populaire. Je crois en sa capacité, si tant est qu'on lui en donne la possibilité, à changer l'état d'esprit d'une société, d'une génération tout entière. Je crois en son pouvoir de former des citoyens, de donner corps aux valeurs républicaines, d'innover socialement, d'aider chacun à trouver sa place. Parce que je la sais capable d'entendre ce que les pouvoirs publics n'entendent pas toujours, j'organiserai régulièrement des Rencontres de l'éducation populaire, visant à concevoir ensemble les réponses aux maux qui fracturent notre société.

Parce que je souhaite démultiplier sa capacité de mobilisation et son impact, j'accompagnerai son usage des nouvelles technologies et veillerai à ce que nous développiions les outils lui permettant d'aller au devant des jeunes qui n'ont pas encore cherché à s'engager. Je réunirai avant l'été les responsables des grandes entreprises du numérique pour leur proposer de mettre leurs technologies au service d'une plateforme de l'engagement, qui permettra à des associations agréées de proposer des projets aux jeunes en s'appuyant sur leur profil de navigation sur le Web. Ce que Google ou Facebook peuvent faire pour permettre à des agences de voyage de vous démarcher en vous proposant le billet d'avion qui vous fait le plus envie doit aussi être fait pour aller proposer aux jeunes des activités pleines de sens, selon leurs centres d'intérêts, ceux qu'ils partagent sur les réseaux sociaux devenus leur principal canal d'information et de communication.

Je sais que les jeunes répondent présents quand on leur offre des possibilités d'engagement qui tiennent compte de leurs envies, du temps qu'ils peuvent y consacrer, de leurs centres d'intérêt. Le succès du service civique à cet égard est très parlant. La demande est très forte, et je me suis engagée à ce que nous puissions y répondre. Mais je veux aussi que l'engagement bénévole, spontané, soit facilité partout et en tous lieux. C'est pourquoi je proposerai aux partenaires sociaux, lors de la conférence sociale, de reprendre les discussions pour la création d'un congé pour engagement. L'éducation populaire ne résoudra pas tout. Mais c'est un des éléments de la solution dont la France a besoin. Elle est au cœur de son identité. Elle est un élément de sa vitalité. Dimanche 25 mai, trop de jeunes ont fait soit le choix de l'abstention, soit celui du repli sur soi. Une France recroquevillée sera toujours une France rabougrie. Chacun a le devoir, avec les moyens qui sont les siens et avec humilité, de proposer les éléments d'un autre projet.

Pour tous les grands sportifs qui restent aussi derrière leurs écrans.

6€ BOUQUET
SPORT
/ semaine
ILLIMITÉ

Pour seulement 6€* par semaine et sans engagement, téléchargez les 7 éditions quotidiennes de l'Équipe, l'Équipe Magazine, les 2 éditions hebdomadaires de Midi Olympique, France Football et Midi Olympique Magazine.



ePresse.fr
Lisez. En toute liberté.

Choisissez le bouquet numérique ePresse.fr qui vous convient :
SPORT INFO ÉCONOMIE LA GAZETTE

ENTRE NOUS

entrenous-libe@amaurymedias.fr
Contact: Tél: 01 40 10 51 66

JOUR DE FÊTE

Une Princesse a 40 roses aujourd'hui ! Happy Birthday ! Ta jolie présence enchante, non pas le monde, mais notre monde ! Je t'aime à la folie douce...

TRANSPORTS AMOUREUX

R. Garros 31-5 esc.7 Vous grand brun, polo rose bermuda blanc moi blonde, jupe et T.Shirt violet regards échangés. Souhaite vous revoir : rgarros315@free.fr

retrouvez tous les jours les bonnes adresses

de **Libération**

(cours, association, enquête, casting, déménagement, etc.)

Professionnels, contactez-nous au 01 40 10 51 50, Particuliers au 01 40 10 51 66 ou repertoire-libe@amaurymedias.fr

REPERTOIRE

repertoire-libe@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 51 66

A VOTRE SERVICE

DIVERS RÉPERTOIRE

Disquaire sérieux achète disques vinyles 33t/45t. Pop/Rock, Jazz, Classique... Grande quantité préférée. Déplacement possible. Tél. 06 89 68 71 43

DÉMÉNAGEURS

AVS - LES INTELLOS
Vous déménagez depuis 20 ans au juste prix **PARIS ET LA PROVINCE GARDE-MEUBLES DEVIS GRATUIT**
Tél. 01.42.23.23.24 mail : avsparis@wanadoo.fr
Mobile 06.62.31.18.66

LIVRES - REVUES

LIBRAIRE ACHÈTE :
Livres modernes, pléiades, anciens, bibliothèques, service presse.
Me contacter : **06 40 15 33 23**

CARNET DE DÉCORATION

ANTIQUITÉS/BROCANTES

Achète tableaux anciens

XIX^e et Moderne avant 1960

Tous sujets, école de Barbizon, orientaliste, vue de venise, marine, chasse, peintures de genre, peintres français & étrangers (russe, grec, américains...), ancien atelier de peintre décédé, bronzes...

Estimation gratuite

EXPERT MEMBRE DE LA CECO
V.MARILLIER@WANADOO.FR
06 07 03 23 16

EMPLOI - FORMATION

mouamrane@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 41 04 97 68

SANTÉ SOCIAL



L'EHPAD LE MARAIS

RECRUTE (H/F)

UN INFIRMIER EN CDD

POSTE A POURVOIR IMMEDIATEMENT

Adresser CV et lettre de motivation à :
Mme la Directrice
EHPAD LE MARAIS
25 Bis Rue Ernest Delbet
77320 LA FERTE GAUCHER

Tél. : 01.64.20.15.04

ÉCRITURE

Centre
d'écriture et de
communication

Formation au métier de correcteur

Rentrée octobre 2014
Par des professionnels de la presse et de l'édition :
• J.-P. Colignon, *Le Monde*,
• A. Valade, *Le Robert*,
• B. Vandenbroucq, *Belfond*.

Orthotypographie. Difficultés de la langue française. Ponctuation. Réécriture.

www.centreec.com
01 45 81 12 08

Retrouvez nos annonces emploi

sur
Libération.fr
http://emploi.libération.fr

en partenariat avec

PARISJOB

Mustapha Ouamrane
01 41 04 97 68
mouamrane@amaurymedias.fr

- Vous voulez passer une annonce dans **Libération**
- Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne :

http://petites-annonces.libération.fr

CULTURE

PHOTOGRAPHIE Au palazzo Grassi, 130 tirages de l'Américain donnent à voir son absolue liberté, sublimant ses sujets avec noblesse et délicatesse.

A Venise, Penn capital

Par **BRIGITTE OLLIER**
Envoyée spéciale à Venise

Au fil de sa carrière éblouissante, Irving Penn (1917-2009) s'est construit une prison dorée qu'il a empli de personnages et de natures mortes, fleurs ou vernis à ongles, tous strictement choisis, quelquefois avec une saine naïveté. Car le photographe de mode le plus pointilleux du vingtième siècle, chouchou du magazine *Vogue*, reste le symbole du prêt-à-montrer distingué, bien loin des escapades provocantes d'un Helmut Newton, pour ne citer que lui. Irving Penn, même dans ses nus les plus nus, n'attente jamais à la pudeur. Il est à distance respectueuse de ses modèles ; qu'ils soient écrivains ou paysans, géants ou hippies, peu importe, règne l'équilibre du regard, chacun traité avec beaucoup d'égards.

FRUIT UNIQUE. Nouvelle preuve avec «Resonance», une exposition en 130 tirages accrochés à Venise, où l'on voit comment le maître américain, à la limite de l'introversion, s'est protégé des intrus. Et a imaginé, en studio, une œuvre imposante, à la fois totalement libre et d'une absolue maniaquerie, comme s'il avait espéré, dans son purgatoire eurythmique, atteindre le paradis le plus tard possible. Et peut-être pas en solitaire. L'effet est d'autant plus saisissant que cet ensemble, extrait de la collection Pinault, apparaît lui-même comme surgi des eaux sombres de la lagune, donnant au palais Grassi une atmosphère d'aquarium futuriste. Conçue par Pierre Apraxine et Matthieu Humery, «Resonance» affiche clairement les obsessions d'Irving Penn. Son perfectionnisme, comme si la photographie n'était plus ce médium multiple, mais un fruit unique qu'il faudrait contempler avant de le croquer. D'où ses tentatives pour reprendre un tirage et en contrôler le goût, plus noir, plus blanc, à l'infini ; ou pour essayer de le transformer en une sorte de figure animée sur papier. C'est donc ainsi, sous tension, qu'on peut découvrir quelques extraits de cette pratique artisanale, qui frappe toujours par sa beauté intrinsèque, tant



«Lion (vue de face)», Prague 1986. PHOTO THE IRVING PENN FOUNDATION

Irving Penn se soucie de respecter non pas l'instant, mais juste sa trace : il embaume le temps plus qu'il ne le saisit, attentif à n'en retenir que ce qui lui semble utile. Plus qu'aucun autre photographe de mode, si l'on met à part le foudre Avedon, il a ajusté son cadre aux mannequins, refoulant toute distraction, élaborant des espaces clos afin de sublimer les vêtements. Comme les corps.

Lisa Fonssagrives, femme-modèle (ils furent mariés quarante-deux ans), est l'une des figures de proue de «Resonance», silhouette longiligne dans une robe de Lafaurie ou Rochas. Qu'elle fume ou non, elle incarne la rigueur éternelle. Plus tard, lorsqu'il photographie Kate Moss, elle a l'air d'avoir été découpée en morceaux, puis assemblée dans le désordre, comme s'il fallait gommer tout désir. Ainsi de ses portraits du peuple kirdi du Cameroun, ravis entre 1964 et 1971, tous d'une grande noblesse, certes, mais très statiques : «Les sujets que j'ai choisis de photographier, écrira-t-il dans *Worlds in a Small Room* (1974), étaient généralement

jeunes et le souvenir que j'en garde est celui d'une beauté physique parfaite et d'une grande paix de l'esprit. Ils possédaient ces qualités et en étaient possédés.»

Cet attrait pour la perfection tombe à l'eau quand le modèle a un nom dans le domaine public. Impossible de faire maigrir Hitchcock, de faire grossir la duchesse de Windsor, ou de transfor-

Lorsqu'il photographie Kate Moss, elle a l'air d'avoir été découpée en morceaux, puis assemblée dans le désordre, comme s'il fallait gommer tout désir.

mer le boxeur Joe Louis en footballeur d'occasion. Ils sont comme ils sont, et Irving Penn doit, si l'on peut dire, s'en contenter. Pour faire face à ces artistes et les garder malgré tout en son pouvoir, il créera un espace «délimité par deux panneaux de studio assemblés en coin, le sol étant recouvert d'un vieux tapis. [...] A ma grande surprise, ces cloisons semblaient rassurer les gens, les apaiser en leur permettant de s'y appuyer ou de s'y confiner».

Le décor est un piège, parfois un atout. Sa série la plus étonnante, «les Petits

métiers», échappe à l'idée d'une manipulation à sens unique. La prise de vues commence en 1950, à Paris, rue de Vaugirard, au dernier étage d'une école de photographie, là où il a l'habitude de capturer les collections des couturiers à la lumière naturelle. On se croirait dans un grenier hanté ; Penn se déclare enchanté. Des garçons bouchers aux pompiers, des pâtisseries à la marchande de ballons, tous sont invités à venir avec leurs outils de travail. La France d'en bas s'expose, c'est la *work pride* en version tricolore ; suivront bientôt l'Angleterre et l'Amérique. Parmi les fixeurs parisiens qui aideront le photographe américain, notre cher Robert Doisneau, fier d'avoir réussi à amener sur un plateau l'homme le plus tatoué du monde.

HIPPOPOTAME. «Resonance» ne propose pas que des objets parfaits. Il y a quelques trucs désuets et de cruels manques : les petits de Cuzco (Pérou) sont trop seuls pour être appréciés, il manque l'esprit de famille. Et les mégots aussi, il en aurait fallu plus – ou les présenter en d'autres compagnies – pour mieux faire comprendre les intentions d'Irving Penn (lesquels feront un tabac au Museum of Modern Art, New York, en 1975).

Dans la lignée de la combustion en différé, la salle 13 de l'exposition propose, quasiment en forme de conclusion provisoire, une série de crânes d'animaux. Tous ont été pris à Prague, au musée Národní, à partir de 1985, quand Penn se remet à la peinture et au dessin, après quarante-trois ans d'abstinence. Il y a le zèbre, la girafe, l'hippopotame, etc. Etre face à ces 21 crânes, dont la tête entière est connue, est en soi une expérience proche de celle de l'installation de Doug Wheeler, installée à l'étage au-dessous (*lire Libération du 19 et 20 avril*). Certains y sentiront la mort en coulisses, d'autres y verront d'étranges coques de bateaux préhistoriques, et Irving Penn, lui, «un mécanisme délicat de mâchoires et de dents».

IRVING PENN RESONANCE

Palazzo Grassi, Campo San Samuele, Venise, jusqu'au 31 décembre.
Rens. : <http://www.palazzograssi.it>



Pierre Apraxine, commissaire de l'exposition «Resonance» et ami du photographe :

«Il a fait tout ce qu'il a voulu»

Pierre Apraxine, l'un des commissaires de «Resonance» (avec Matthieu Humery), photophile réputé – c'est lui qui a bâti la prestigieuse collection Gilman aujourd'hui au Metropolitan Museum de New York –, évoque sa proximité avec Irving Penn.

Quel souvenir gardez-vous d'Irving Penn ?

Nous n'avions aucun rapport professionnel, nous étions amis. Pour lui, je représentais l'Europe, qui l'avait marquée, et donc un certain exotisme. Il aimait l'Europe, et beaucoup la Suède, où il venait régulièrement. Avec cette exposition, j'ai découvert non seulement des images que je ne connaissais pas, comme les crânes d'animaux, mais aussi l'importance que les procédés techniques avaient pour lui. C'était un alchimiste et la cuisine de la photographie le passionnait, il travaillait des week-ends entiers sur les densités et les formats de ses images.

Quelle place lui accordez-vous ?

C'est l'un des maîtres absolus, ça c'est certain. Il allie la connaissance de la technique, et l'esthétique de la photographie. Par exemple il emploie le palladium, qui était à la mode à la fin du XIX^e siècle, sans aucune ringardise. Son œuvre est complète, mais sans ramification, car il a inventé sa propre histoire. Ce n'est ni un suiveur ni un esclave, mais un découvreur. Il est inimitable, car il y a cette barrière technique, pour moi, infranchissable.

Il était très secret...

C'était un homme très en retrait et il fallait faire attention aux mots. Il vous regardait directement et était à l'écoute, mine de rien. Toute rencontre est une rencontre, ce ne sont pas que des bonnes manières même s'il avait des bonnes manières. Il était économe de son temps et ne voulait pas se perdre avec le reste du monde. Il se préservait. Il y avait une coquille autour de lui, qu'avait arrangée Alexander Liberman, le directeur artistique de *Vogue*, afin que Penn puisse faire ce qu'il voulait. Et il a fait tout ce qu'il a voulu.

Recueilli par B.O.

Pour les «Folk Songs», Nora Gubisch est accompagnée, au piano ou à la baguette, par son mari, le chef d'orchestre Alain Altinoglu. PHOTO ÉRIC DAHAN



LYRIQUE La mezzo française publie un enregistrement des «Folk Songs» du compositeur italien, qu'elle chante mercredi à Paris.

Gubisch se démultiplie dans Berio

NORA GUBISCH

Mercredi 4 juin à 20 heures à l'Opéra-Comique, 75002. Rens.: 01 42 44 45 40.

Elle appelle au téléphone à minuit, donne rendez-vous dans un troquet et porte jean et cuir, en vraie Parisienne. Difficile pourtant de faire plus cosmopolite que Nora Gubisch : famille allemande du côté du père, catalane du côté de la mère, avec des ramifications au Honduras, au Guatemala et des racines mayas. A cela, il faut ajouter une carrière qui, depuis vingt ans, l'entraîne du Musikverein de Vienne au San Francisco Opera en passant par les Proms de Londres, la Scala de Milan et l'Avery Fisher Hall de New York.

Carmen. Son nouveau CD, comprenant les *Folk Songs* de Berio, des mélodies de Manuel de Falla, Enrique Granados, Johannes Brahms et Fernando J. Obradors, ressemble lui aussi à un tour du monde vocal. C'est pourtant le contraire d'un produit international conçu pour plaire à tous les publics ; Nora Gubisch exaltant avec intelligence, passion et humour, la saveur idiomatique des mélodies arméniennes, siciliennes ou américaines

qu'elle y chante. De *Black is the Colour* à l'*Azerbaijan Love Song*, la mezzo française au timbre chaud et corsé, qui fut la plus juste et flamboyante Carmen de ces dernières années, n'a pas de mal à faire oublier l'interprète de la création : Cathy Berberian, épouse et muse de Luciano Berio qui choisit et orchestra pour elle, en 1964, ces fameux *Folk Songs*, dont deux (*La Donna ideale* et *Ballo*) ont, de fait, été composés par lui.

Au piano ou à la baguette, Alain Altinoglu, mari de Nora Gubisch, s'avère un accompagnateur idéal, et a réuni, pour la circonstance, des

vert. Car j'ai pu mettre ma technique au service d'expressions très différentes. On passe d'un chant de poitrine rugueux, digne d'une marchande de poisson, à l'élégie la plus raffinée, et c'est cela la vie : pas seulement le beau, mais aussi le vrai. Faire ce disque avec Alain, que j'ai rencontré en classe de piano au conservatoire de Saint-Maur, ainsi qu'avec des solistes que j'admire, fut également plaisant, car à l'opéra, on ne choisit pas ses collaborateurs. »

Auschwitz. La chanteuse n'en est pas moins «impatiente de travailler pour la première fois avec Luc Bondy», qui mettra en scène, cet

été à Salzbourg, la création mondiale de *Charlotte Salomon*. Ce deuxième ouvrage lyrique de Marc-André Dalbavie a été inspiré par la vie de la peintre juive allemande, qui se réfugia en France, avant d'être dénoncée puis déportée à Auschwitz où elle fut gazée enceinte à 26 ans. Nora Gubisch interprétera Paulinka Bimbam, alias Paula Salomon-Lindberg, deuxième épouse du père de l'héroïne. «Paula était une chanteuse lyrique extravertie,

explique-t-elle, qui fréquentait les grands esprits de son temps et qui fascina la jeune Charlotte. Je comprends cela, car dans les années 80, j'ai eu moi-même une sorte d'obsession amoureuse pour Jessye Norman. Bien que fauchée, j'allais à tous ses récitals en me faufilant par les issues de secours, et je me ruinais pour lui offrir des énormes bouquets de roses. Incarner Paula, cette diva étincelante, m'offrira l'occasion de chanter

des airs d'opéras fameux que Dalbavie cite dans sa partition avant de les tordre et de les déformer. »

En attendant, place sur la scène de l'Opéra-Comique, à la joie des *Folk Songs* et à la douce France de Debussy (trois *Chansons de Bilitis*) et de Ravel (*Cinq Mélodies populaires grecques*), restitués par l'une des plus exigeantes et captivantes vocalistes françaises.

ÉRIC DAHAN

«J'ai eu une sorte d'obsession amoureuse pour Jessye Norman. [...] Je me ruinais pour lui offrir des énormes bouquets de roses.»

Nora Gubisch

solistes remarquables tels l'altiste Gérard Caussé, le flûtiste Bastien Pelat, le violoncelliste Raphaël Perraud et le clarinetiste Raphaël Sévère. «Enregistrer les *Folk Songs* a été l'une des expériences les plus jouissives de ma carrière, raconte Nora Gubisch en sirotant un thé

L'ARMÉNIE SE DÉPLOIE À PARIS

Nora Gubisch n'est pas arménienne, mais l'un des *Folk Songs* qu'elle interprète (*Loosin Yelav*) est en arménien, et leur dédicataire, la soprano américaine Cathy Berberian, comme le chef Alain Altinoglu, sont d'origine arménienne. Hasard de la programmation, le lendemain du récital de Gubisch, l'Arménie sera célébrée dans trois lieux parisiens. A l'Opéra-Comique, Altinoglu dirigera le Coro et Orquestra Gulbenkian, la soprano Naira Abrahamyan, la mezzo Stella Grigorian et le baryton Mikael Babajanyan, dans un programme intitulé «Légende d'Arménie», composé d'œuvres de Prokofiev, Khatchaturian et Garbis Aprikian. Au même moment, à Pleyel, le jeune violoncelliste arménien Narek Hakhnazaryan interprétera les *Variations sur un thème rococo* de Tchaïkovski, avec l'orchestre du Capitole de Toulouse dirigé par Tugan Sokhiev. Enfin, André Manoukian, le pianiste et juré de la Nouvelle Star sur M6, également d'origine arménienne, ouvrira avec son quartet, le festival «les Orientaux du jazz» à l'Institut du monde arabe. É.D.

MERCREDI 4 JUIN AVEC LIBÉRATION

Paris MÔMES

Le magazine de la culture et des loisirs pour les petits et pour les grands

Libé

En attendant la sortie, inscrivez-vous à la newsletter sur parismomes.fr et suivez-nous sur notre page Facebook.





Arcade Fire embrase deux fois le Zénith

Il n'est pas interdit de considérer Arcade Fire comme le meilleur groupe rock actuellement en activité sur cette planète. Les deux dates parisiennes, mardi et mercredi, ont en tout cas affiché complet en un claquement de doigts, après que la formation eut, sous l'alias The Reflektors, fait ressusciter le Pavillon Baltard de Nogent-sur-Marne, fin novembre, dans le cadre d'une série de mini-shows accompagnant la sortie de leur quatrième album du tonnerre, *Reflektor* (lire Libération du 29 octobre). Identifiée à la ville de Mon-

tréal, la formation qu'emmènent le Texan Win Butler, son frère Will, et sa compagne francophone Régine Chassagne, poursuit ainsi un quasi-sans-faute, où le souci constant de ne jamais rester les deux pieds dans le même sabot a notamment transité cette fois par une collaboration avec l'ex-gourou de LCD Soundsystem, James Murphy. **G.R.**

PHOTO KOREY RICHEY

Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019. Mardi et mercredi, 20 heures. Complet. Rens.: www.zenith-paris.com

DANSE Le mythique lieu parisien fête ses 30 ans et continue à soutenir les jeunes créateurs.

La Ménagerie toujours en remue-ménage

La Ménagerie de verre, lieu unique dans Paris, a vu défilé et soutenu, sans coup férir, la jeune danse des années 80, et poursuit son aventure aux côtés des jeunes artistes, chorégraphes, metteurs en scène ou performeurs (Boris Charmatz, Alain Buffard, Claudia Triozzi, Nadia Lauro, les Chiens de Navarre, Régine Chopinot, Laure Bonicel...). Tout le monde y a mis les pieds au moins une fois pour découvrir des projets des plus insolites. La création de deux temps forts, Les Inaccoutumés et Etrange Cargo, n'ont fait qu'affirmer la libre pensée qui circule dans cet espace. Ouverte en 1983, laboratoire de recherche, la Ménagerie de verre, ancienne imprimerie, dispose d'une cafétéria entièrement repensée et plutôt de bonne qualité, d'un espace scénique de 400 m², certes bas de plafond mais joliment atypique, et de trois studios de répétition qui ne désespèrent pas, tant ce

type d'équipement manque cruellement dans la capitale. L'architecte Pierre-Louis Faloci, qui a largement contribué à l'identité de ce «théâtre», a essentiellement travaillé sur la lumière naturelle en définissant cet espace comme «un écrin rigide qui n'admet comme douceur que des rais de lumière filtrés par des verrières. Une esthétique

Ouvert dans une ancienne imprimerie, ce laboratoire de recherche dispose d'un espace scénique de 400 m² et d'une cafétéria repensée.

de la souffrance brutale, nue, heureusement tempérée par une jouissance sacerdotale. L'architecture est tout entière dans ce déchirement, ce grand écart entre le dépouillement extrême et l'investissement sans retenue».

Les artistes ont parfaitement saisi cette atmosphère et cette tension qui correspondent bien à ce qui sous-tend de nombreux travaux actuels. Les propos se font de plus en plus directs, bruts, même si les formes sont de

plus en plus raffinées. Dé-tournant la lumière pour mieux éclairer les zones d'ombre qui rongent la société actuelle, les créateurs ne perdent pas pour autant leur rage de gagner sur l'obscurantisme.

Marie-Thérèse Allier, la ténancière légendaire, qui résiste à tout et à tous derrière ses grosses lunettes et sa chevelure indomptable, incarne parfaitement le lieu. A la pointe, sans défendre une seule chapelle, du mouvement seul au conceptuel, de l'abstraction à l'expressionnisme le plus débridé, elle n'a pour objectif que l'accompagnement de ceux qui rendent le spectacle vivant. Pour preuve, après une soirée dédiée à Alain Buffard, trop tôt disparu, ces 30 ans, fêtés joyeusement avec les pièces – pas toutes récentes mais de référence – de Philippe Quesne et de Jérôme Bel.

M.-C.V.

«30 ans Ménagerie de Verre», 12-14, rue Léchervin, 75011. «La Démangeaison des ailes» de Philippe Quesne, le 4 juin, «Jérôme Bel» de Jérôme Bel les 5 et 6 juin. Rens.: www.menagerie-de-verre.org

«Combien dans notre pays sont privés de liberté. Si je pouvais, je m'adresserais au Président et je lui dirais: "Monsieur le Président, libérez-les tous!"»

Alexandre Sokourov, cinéaste russe, à l'adresse de Poutine en recevant dimanche un prix pour l'ensemble de son œuvre

MÉMENTO

Thomas de Pourquery Le sax en apnée cosmique chez Sun Ra après mémorable création en février New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 75010. Ce soir, 21 heures.

Albin de la Simone Introspectif et pince-sans-rire Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 75010. Ce soir, 20 heures.

Jeanne Cherhal Classicisme et raffinement Bataclan, 50, bd Voltaire, 75011. Ce soir, 19 h 30.

Pat Metheny En Unity Band Olympia, 28, bd des Capucines, 75008. Ce soir, 20 heures.

L'HISTOIRE

PRINCE, VAILLANT ANTI-SMARTPHONE

Prince était en concerts dimanche soir au Zénith de Paris, dans le cadre de sa mini-tournée «Hit and Run» lancée quasiment au débotté. Concerts au pluriel, car le chanteur fantasque jouait deux fois dans la même soirée, à 18 heures et 21 h 30. De ce best-of (*Kiss, When Doves Cry, 1999, Little Red Corvette...*) fatalement dynamique – d'autant plus qu'il fallait remettre le couvert, ceci limitant ipso facto les épanchements –, on retenait la demande expresse faite au public de ne pas utiliser de téléphone portable! Une gageure qui partait d'un bon sentiment («comme ça, je peux voir vos visages»), d'autant que l'effet de déréalisation est dorénavant pénible dans les salles où une partie du public ne fait plus que filmer l'instant présent, dont il est déconnecté. Mais toute médaille ayant son revers, l'ambiance en devenait aussi assez particulière, avec une meute de cerbères passant la soirée à braquer des lampes torches dans le visage des contrevenants (et de leurs voisins) en leur intimant l'ordre de ranger les smartphones. Un curieux ballet coercitif guère raccord avec le mot d'ordre funky de son attesse et de sa garde féminine rapprochée des 3EYEGIRL. **G.R.**

Prix du Livre Inter

Le 40^e prix du Livre Inter a été attribué lundi à l'excellent *Faillir être flingué*, de Céline Minard (Rivages), par un jury de 24 auditeurs et auditrices présidé par Alain Mabanckou.

Prix Littérature-monde

Les premiers Prix Littérature-monde, dotés de 3 000 euros chacun, ont été attribués à la romancière Carole Zalberg pour *Feu pour feu* (Actes Sud) et à l'écrivain canadien Joseph Boyden pour *Dans le grand cercle du monde* (Albin Michel).

ROBERT MAPPLETHORPE

GRAND PALAIS • 26 MARS – 13 JUILLET 2014

grandpalais.fr

aurel bgc
Médecine de l'exposition

ROBERT MAPPLETHORPE FOUNDATION, NEW YORK

arte | ANOUS PRIMA | iROCKMUPLES | Flying Saucer | TÉTU | Direct Martin | EUROPE 1

JEU VIDÉO Cette épopée d'un braqueur numérique dans un Chicago hyper connecté peine à faire oublier «GTA».

Par **ERWAN CARIO**

Lui, l'air sûr de lui, pressé, en costard impeccable, est amateur de cosplay. Elle, tentant une duckface pathétique en pose selfie, lutte contre un cancer. Cet autre, là, sort de prison et discute avec un boursicoteur amateur. D'ailleurs, son compte en banque est vulnérable. Il suffit de se servir. Ce que ne manque pas de faire cet homme qui se tient dans la posture la plus commune du monde hyperconnecté: immobile en pleine rue, les yeux rivés sur l'écran de son téléphone. Il n'est pas en train de suivre sa timeline Twitter, il utilise le «profil», logiciel qui permet d'avoir accès à tout ce qui transite sur le CTOS, le réseau informatique de la ville de Chicago. Il n'y a plus de secret pour Aiden Pierce, incarnation vivante du programme Prism de la NSA (*lire ci-contre*). Il parcourt les rues de la capitale de l'Illinois en récoltant les données comme bon lui semble et en prenant le contrôle de tous les objets connectés à sa portée. Et dans les mains de ce braqueur numérique, le téléphone devient la plus puissante des armes.

ARSENAL. *Watch Dogs*, titre majeur de 2014 pour Ubisoft attendu depuis déjà deux ans, est un jeu citadin en monde ouvert dans la lignée (forcément assumée) de la série des *GTA*. Toutes les figures imposées du genre sont donc bien présentes: trame principale qui évolue quand le joueur le décide, missions secondaires en pagaille, voitures en libre-service (déloger, si nécessaire, l'occupant actuel), autoradio fourmillant de playlists, fusillades, prise en chasse par la police, le tout en traversant la carte gigantesque de la ville. Dans *GTA* et ses disciples, la ville est d'ailleurs un personnage à part entière. Parfois un peu négligée par les développeurs (*LA Noire*, *Mafia 2*), ou au contraire ciselée jusque dans ses moindres recoins (*GTA 4* et *5*), elle peut devenir un terrain de jeu accueillant pour acrobates (*Assassin's Creed*) ou un pourvoyeur de rencontres loufoques (*Saints Row*).



«Watch Dogs», hackers sur la ville

La nouveauté de *Watch Dogs*, c'est d'en avoir fait un personnage jouable. Non pas directement par le joueur, mais par l'intermédiaire d'Aiden qui peut en prendre le contrôle à volonté. En vue subjective avec les caméras de surveillance ou dans un rôle de partenaire efficace quand il s'agit de brouiller les feux de signalisation pour échapper à ses poursuivants, la ville accompagne le héros tout au

long de ses aventures. Et c'est jouissif. Même si – c'est classique – tout l'arsenal citadin n'est pas immédiatement disponible, le sentiment de toute-puissance est immédiat. Un black-out électrique majeur d'une simple pression d'un doigt, un pont qui se lève au moment où on roule dessus, le contrôle sur l'environnement semble absolu. Et l'environnement en question est soigné. Même si

la claque visuelle tant attendue n'est pas au rendez-vous, il n'y a pas grand-chose à redire de la modélisation de Chicago. Sur une console de nouvelle génération, *Watch Dogs* est très agréable à l'œil, sans pour autant donner dans le jamais-vu. Il faudra encore patienter pour le premier «effet wahou» de la «next gen». Mais avec son approche futuriste (tout en étant d'actualité), et un game-





Aiden Pierce (ci-contre) excelle autant avec son smartphone qu'avec de plus classiques flingues ou véhicules.

PHOTOS UBISOFT

play brillamment intégré au monde qu'elle décrit – l'intrusion, par exemple, d'un autre joueur dans sa propre partie pour une tentative de piratage en règle –, la production d'Ubisoft Montréal avait tout pour jouer dans la même cour que les productions de Maître Rockstar. On en est pourtant loin.

REPÈRES. Difficile, quand on a la manette en main, d'analyser les raisons qui nous empêchent d'adhérer complètement à un univers ludique quand tous les ingrédients semblent réunis. Mais après plusieurs sessions de jeu, on en revient toujours aux mêmes faiblesses fondatrices : celles qui accompagnent les deux personnages du jeu, Aiden Pierce et Chicago. Le premier, fil conducteur de la trame narrative, est dramatiquement transparent et la motivation qui lui sert de moteur, d'une banalité à pleurer. Sa nièce est morte dans un guet-apens dont il était la cible. Culpabilité, vengeance, soif de justice, il va

remuer ciel et terre pour retrouver les coupables. En l'absence de costume de chauve-souris, l'ensemble est indigeste. Et on finit par se désintéresser des enjeux propres au héros. On se souvient d'avoir eu plus d'empathie pour Trevor, l'infréquentable psychopathe de GTA 5.

En ce qui concerne Chicago, l'affaire est plus complexe. Une bonne partie de la raison d'être d'un jeu en monde ouvert tient dans la promesse du voyage et de la découverte de l'univers. Le joueur, guidé dans ses pas par le scénario, va petit à petit prendre possession des lieux, trouver ses propres repères, tout en se faisant surprendre par un détail qu'il n'attendait pas, par une rencontre surprenante. Mais dans *Watch Dogs*, ville jouable oblige, Chicago n'a aucun secret ou presque. La ville déborde d'activités très variées (poker, échecs, courses, criminels à arrêter, jeux en réalité augmentée où on rebondit sur des fleurs géantes, etc.) mais elle finit par ressembler à un parc d'attraction pour gamers. Constamment sollicité, le joueur ne prend jamais le temps de découvrir le terrain de jeu, qui finit par se faire oublier. La ville se confond alors avec son réseau informatique, le CTOS, et se résume à une liste de points interactifs connectés entre eux dans lesquels le joueur navigue. Aussi plaisante que soit cette navigation, elle ne peut que frustrer le voyageur. Pas au point, cependant, de rejeter complètement l'expérience. Car *Watch Dogs* est finalement, si on se souvient de la jurisprudence *Assassin's Creed*, un très bon prologue pour une nouvelle franchise d'Ubisoft. Largement suffisant en tout cas pour attendre avec impatience les épisodes suivants. ►

WATCH DOGS d'Ubisoft
pour Xbox One, PS4, PC... De 40 à 70 €.

Bien que réputé pour sa politique autoritaire en matière de protection de ses jeux, l'éditeur fait d'un pirate un héros moderne.

Ubisoft, l'effet boomerang

Quel que soit le degré des affinités que l'on développe avec les charmes souvent irrésistibles de *Watch Dogs* (lire ci-contre), il y a de fortes chances pour qu'à un moment de sa partie, le joueur le plus engagé en éprouve les étranges limites.

Disons pour résumer que *Watch Dogs* est facile à admirer mais difficile à aimer. Pas pour des raisons affectives ni même ludiques, puisque le jeu est constant dans les plaisirs qu'il distille, mais peut-être bien pour des raisons philosophiques.

«Code is law» (le code fait loi) : dans son célèbre article de 2000 (1), Lawrence Lessig ouvrait une brèche impor-

bulle de virtualité dans laquelle le jeu miroite n'est pas à mettre en cause, mais c'est aussi l'excellence de son étanchéité qui nourrit sa propre contestation : la paroi de la bulle *Watch Dogs* est aussi épaisse que celle d'un aquarium géant derrière laquelle on plaque son nez contemplatif sans pouvoir atteindre au nirvana de l'immersion qu'il promet.

La communication d'Ubisoft, orchestrée dans une verve paranoïaque, laquelle est sans doute de bonne guerre en termes de marketing, rend les choses plus contradictoires encore. Longtemps, le grand éditeur franco-mondial a été mal réputé pour le caractère très

tion documentée de *Watch Dogs*. Nous serons tous des espions omnipotents et des pirates respectifs, se vidant les uns les autres nos comptes en banque à tout bout de champ et mettant tous les feux au vert sur notre passage. Très peu de chances, pourtant, dans un monde où des entreprises telles Google et Apple se comportent d'ores et déjà comme des états édictant leurs propres lois, que tant d'initiative soit bientôt accordée aux citoyens numériques...

Impuissance. En lui faisant visiter l'illusion réaliste d'un monde qu'il pourrait dominer dans ses moindres paramètres, *Watch Dogs* instruit le joueur de sa condition inféodée réelle, remue le couteau dans la plaie de son impuissance devant les forces du code en tant que loi et cultive sa mélancolie.

Il ne s'agit pas de dénigrer le jeu ni l'accomplissement qu'il signifie pour ses développeurs, mais de mettre en valeur le germe ironique et amer qu'il porte aussi : éloge non hackable du hacking, produit purement abstrait et fictionnel, qui voudrait transmettre l'idée du pirate numérique comme figure ultime du héros moderne et libre, *Watch Dogs* révèle au fond le doute philosophique qui prélude à la lucidité. Et conduit à sa remise en cause...

OLIVIER SÉGURET

(1) Harvard Magazine (janvier 2000). Diverses traductions sont disponibles en ligne.

Ironie et amertume : *Watch Dogs* est un éloge non hackable du hacking.

sourcilieux avec lequel il entendait imposer sa politique de DRM (pour *digital rights management* ou gestion des droits numériques : essentiellement des dispositifs antipirates), notamment dans l'univers PC où les verrous placés dans les jeux Ubisoft en rendaient l'usage infernal.

Aujourd'hui, parmi le vaste nuage marketing accompagnant la sortie du jeu, d'opportuns experts patentés répandent avec gourmandise le storytelling selon lequel, dans un futur proche, une douzaine d'années pas plus, la réalité ressemblera à la fic-

OSP

COMMUNIQUÉ

01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

Avis d'offre au public de titres financiers

La Société Foncière Terre de liens, SCA à capital variable, lance une OPTF pour augmenter son capital de 6.995.983 €, par émission de 67 961 actions, d'une valeur nominale de 100 €, avec 3 € de prime d'émission. L'objectif est de financer l'acquisition de terre et bâti pour faciliter l'installation et le maintien d'activités rurales. Période de souscription : du 27/05/2014 au 31/12/2014. Les conditions et facteurs de risque sont décrits dans le prospectus visé par l'AMF n° 14-231 en date du 26 mai 2014, accessible sur les sites www.amf-france.org et www.terredeliens.org.

Une députée PS attaque un site d'info amiénois en liquidation

La députée PS de la Somme Pascale Boistard vient d'attaquer en diffamation le Télescope d'Amiens, pure-player en liquidation, pour un article paru en février, «Casse sociale autour de Pascale Boistard», qui raconte les «conditions de travail «déplorables»» des collaborateurs de la députée. Celle-ci demande au tribunal d'ordonner le retrait de l'article, et la condamnation du directeur de publication et de l'auteur à lui verser 5000 euros. Le procès aura lieu le 12 septembre.

Google: et maintenant les satellites

Selon le *Wall Street Journal*, Google s'apprêterait à investir 1 milliard de dollars dans le lancement de quelque 180 petits satellites destinés à inonder d'Internet la planète, du moins ses coins les plus reculés. L'an dernier, Google a dévoilé un projet analogue, à base de ballons atmosphériques.

«Même un enfant de 7 ans aurait voté pour Mathieu Gallet.»

Christine Kelly, 44 ans et demi et membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), alors qu'elle croise le nouveau président de Radio France à Cannes devant la caméra de Canal+. Fin février, le candidat de 37 ans avait été choisi à l'unanimité des votes des conseillers.

LES GENS



PIRATE BAY: PETER SUNDE ARRAISONNÉ EN SUÈDE

Un à un, les responsables du site de partage de fichiers The Pirate Bay tombent. Dimanche, c'est l'un de ses cofondateurs, Peter Sundé, qui a été arrêté dans le sud de la Suède après deux ans de cavale. En 2010, il avait été condamné à huit mois de prison pour avoir violé les lois sur le copyright ainsi que, avec ses trois acolytes, à une amende de 5,36 millions d'euros. L'autre cofondateur, Gottfrid Svartholm Warg, a été arrêté en 2012 au Cambodge. Le financier du site, Carl Lundstroem, a déjà purgé sa peine de prison tandis qu'un quatrième larron, Fredrik Neij, se cachera à Laos.

PHOTO AFP

L'HISTOIRE

«LE PROGRÈS» PAYE SON DOSSIER SUR LA DÉLINQUANCE

Paru le 22 avril, le dossier du *Progrès* sur la délinquance classée par nationalité, fortement critiqué, n'en finit pas de faire des remous. Intitulé «Délinquance, criminalité organisée, qui fait quoi dans le Rhône?», le dossier proposait un classement des crimes et délits commis dans le département, en fonction de «nationalités impliquées». Plusieurs associations anti-racistes ont porté plainte. Et, comme le rapporte Rue89 Lyon, la région Rhône-Alpes a discrètement annulé sa participation de 17 000 euros à la soirée «Diversité et Entreprises», organisée par le quotidien régional, qui avait lieu lundi. Une somme «non négligeable pour un événement dont le budget se situe entre 60 000 et 100 000 euros», explique Rue89 Lyon. Selon le site, après la publication du dossier, la porte d'entrée du journal a été taguée et une voiture floquée de *Progrès* dégradée.

A LA TELE CE SOIR

TF1

20h55. **Unforgettable.** Série américaine : 60 minutes pour vivre, Témoins clés, La fille de l'air, Quand le doute s'installe. Avec Poppy Montgomery. oh10. **Euro Millions.** oh15. **Appels d'urgence.** *Vétérinaires au cœur de l'urgence.* Magazine.

ARTE

20h50. **Produire bio.** *Un business comme les autres ?* Documentaire. 22h20. **Où va l'Ukraine ?** *Un pays en état d'urgence.* Documentaire. 23h15. **Entre fractures et mutations : La Chine.** Documentaire. oh15. **Tiananmen.** *Vingt ans après.* Documentaire.

FRANCE 2

20h45. **Qui sera le prochain grand pâtissier ?** Divertissement présenté par Virginie Guillaume. 23h15. **Beau travail.** 23h25. **Infrarouge.** *Au camping.* Documentaire. oh20. **Concours Infracourt.** oh25. **Infrarouge.** *Tous ensemble.* Documentaire.

M6

20h50. **Cauchemar à l'hôtel.** *Bellegarde.* Magazine présenté par Philippe Etchebest. 22h30. **Cauchemar en cuisine, que sont-ils devenus ?** Magazine présenté par Philippe Etchebest. 23h45. **Cauchemar en cuisine.** *Port Grimaud.* Magazine. 1h30. **Damages.**

FRANCE 3

20h45. **Le voyageur de la Toussaint.** Téléfilm de Philippe Laik. Avec Renaud Costre, Danièle Lebrun. 22h35. **Grand Soir 3.** 23h30. **Le pitch.** 23h35. **Les carnets de Julie.** *Le Morvan.* Magazine présenté par Julie Andrieu. oh30. **Libre court.** Magazine.

FRANCE 4

20h45. **Permis de conduire : l'expérience inédite.** *Émission 1.* Magazine. 21h55. **On n'est plus des pigeons !** Magazine présenté par Claire Barsacq. 23h15. **On n'est plus des pigeons !** Magazine. 24h40. **Monte le son, le live - Printemps de Bourges 2013.**

CANAL +

20h55. **Promised land.** Drame américain de Gus Van Sant, 105mn, 2012. Avec Matt Damon, Rosemarie DeWitt. 22h40. **L'attentat.** Drame de Ziad Doueiri, 105mn, 2012. Avec Ali Suliman, Evgenia Doderia. oh20. **Invasion.** Film. 2h00. **Inégalité pour tous.**

FRANCE 5

20h40. **Enquête de santé.** *Dopage à tous les étages.* Magazine présenté par Marina Carrere d'Encausse et Michel Cymes. 22h25. **C dans l'air.** Magazine. 23h30. **La 2^e guerre mondiale en couleur.** *Le temps des dictatures.* Documentaire.

LES CHOIX



Ça siffle
France Ô, 20h45
La série brésilienne **Putain d'arbitre ! (Filho da puta, en VO)**, ce sont les galères stadières et privées de Juarez, homme de noir.



Ça gaze
Canal+, 20h55
A McKinley, bled de Pennsylvanie, ça schiste dans la colle : **Promised Land**, de Gus Van Sant, avec Matt Damon en méchant gentil.



Ça campe
France 2, 23h25
Pour le retour de **21 Jours...** Alexandra Alévêque a tenté l'immersion la plus gore : travailler trois semaines dans un camping. Brr.

PARIS 1ERE

20h40. **La situation est grave... mais pas désespérée.** Comédie française de Jacques Besnard, 100mn, 1975. Avec Michel Serrault. 22h30. **Coluche, la France a besoin de toi.** Documentaire. 23h25. **À bout portant. Coluche.** Documentaire. oh20. **Ça balance à Paris.**

NRJ12

20h50. **Les peuples passent le BAC.** Divertissement présenté par Manu Levy et Érika Moullet. 22h50. **Les peuples passent le BAC.** Divertissement. oh50. **Les anges de la télé-réalité 6.** *Best of non censuré.* Télé-réalité. 2h15. **Poker.**

TMC

20h50. **90' Enquêtes.** *Rio avant la Coupe du Monde : rêve, trafic et business.* Magazine présenté par Carole Rousseau. 22h35. **90' Enquêtes.** *Paris : un été sous haute surveillance.* Magazine. oh15. **New York section criminelle.** *3 épisodes.* Série. 2h40. **TMC Météo.**

D8

20h50. **Les canons de Navarone.** Film de guerre britannique-américain de J. Lee Thompson, 158mn, 1961. Avec Gregory Peck. 23h35. **Opération Matchbox.** Téléfilm de Colin Teague. Avec David Ginola. 1h25. **Programmes de nuit.**

W9

20h50. **Le mac.** Comédie française de Pascal Bourdiaux, 90mn, 2008. Avec José Garcia, Gilbert Melki. 22h25. **Les meilleurs amis du monde.** Comédie française de Julien Rambaldi, 94mn, 2009. Avec Marc Lavoine, Pierre-François Martin-Laval. oh15. **Météo.**

NT1

20h50. **Le siffleur.** Comédie française de Philippe Lefebvre, 87mn, 2009. Avec François Berléand, Thierry Lhermitte. 22h25. **Les fous du stade.** Comédie française de Claude Zidi, 85mn, 1972. Avec Gérard Rinaldi. oh05. **Chroniques criminelles.**

GULLI

20h45. **Les héros volants.** Téléfilm d'animation, 85mn, 2008. 22h05. **Monster high - Frissons, caméra, action !** Jeunesse. 23h25. **Monster high - 13 wishes : 13 souhaits.** Jeunesse. oh40. **G ciné.** oh45. **Magic : famille féérique.**

D17

20h50. **Miami magma.** Téléfilm de Todor Chapkanov. Avec Rachel Hunter, Melissa Ordway. 22h35. **La montagne en colère.** Téléfilm de Dale G. Bradley. Avec Lynda Carter, Parker Stevenson. oh15. **Programmes de nuit.**

Libération est habilitée aux annonces légales et judiciaires pour le département 75 en vertu de l'arrêté du 20 décembre 2013	
1121349 LA SACD SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES Société civile à capital variable Siège social : 11bis, rue Ballu, 75442 - Paris Cédex 09 RCS Paris D 784 406 936 - APE 9003 B, réunit le jeudi 19 juin 2014 à 14h30 au Théâtre de l'Œuvre - 3, Cité Mithras (entrée par le 55 rue de Clichy) à Paris (9 ^{ème}) son assemblée générale annuelle. ATTENTION : Changement de lieu pour notre assemblée générale cette année. L'ordre du jour de cette assemblée est le suivant : A-Présentation du rapport d'activité et de gestion, des rapports des commissaires aux comptes, du rapport de la Commission de contrôle du budget et du rapport de la Commission du droit de communication. B-Communication sur le rapport de la Commission permanente de contrôle des SPED. (Ce rapport est à la disposition des associés au siège de la société et accessible sur l'espace auteur du site internet www.sacd.fr depuis sa parution, le 26 mai 2014). C-Approbation à la majorité relative des voix des votants des 13 résolutions suivantes, à l'exception de la résolution n°5 qui doit être approuvée à la majorité des deux tiers (les rapports et les textes des résolutions proposées sont à la disposition des associés au siège de la SACD et accessibles sur l'espace auteur du site internet de la SACD www.sacd.fr depuis le 18 avril 2014. Ils sont également accessibles sur le site de vote électronique depuis le 19 mai 2014). 1-Approbation du rapport d'activité et de gestion de l'exercice 2013. 2-Approbation des comptes de l'exercice 2013 et des rapports (général et spécial) du Commissaire aux Comptes le concernant. 3-Approbation des conventions réglementées mises en œuvre dans le courant de l'exercice 2013 et du rapport spécial du commissaire aux comptes le concernant. 4-Affectation de l'excédent de gestion pour 2013. 5-Approbation du budget de l'action culturelle de l'année 2014. Il s'agit d'approuver la répartition de la part de la rémunération pour copie privée et des droits irrisparables issus de la gestion collective obligatoire, qui doivent être affectés à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à la formation (Cette résolution doit être approuvée à la majorité des deux tiers - article L. 321-9 du Code de la Propriété Intellectuelle). 6-Approbation de la création d'une pondération sur la rémunération de la diffusion des séries, en prise de vue réelle, créées pour la télévision, dont le coût de production est inférieur à 150 000 euros l'heure et qui ne sont pas éligibles au Cosip, applicable pour les diffusions à compter du 1 ^{er} janvier 2015. 7-Approbation de la modification des tranches horaires sur les chaînes de la TNT gratuite, applicable pour les diffusions à compter du 1 ^{er} janvier 2015. 8-Approbation de la création de tranches horaires spécifiques pour Gulli, applicable pour les diffusions à compter du 1 ^{er} janvier 2015.	9-Approbation du barème de répartition télévision de rattrapage, applicable pour les diffusions à compter du 1 ^{er} janvier 2013. 10-Approbation du barème de répartition vidéo à la demande par abonnement, applicable pour toutes les diffusions depuis l'origine. 11-Approbation de la clé de répartition TV pour l'utilisation des images d'une œuvre préexistante audiovisuelle ou cinématographique n'appartenant pas au répertoire de la SACD. 12-Ratification de la nomination de M. Cyrille BROUARD, du Cabinet Mazars sis 61, Rue Henri Regnault (92075) La Défense Cedex, et pour une durée de six exercices, en qualité de commissaire aux comptes suppléant de la SACD (article L. 321-4 du CPI). 13-Vote de la résolution conférant la qualité d'administrateur aux présidents des comités belge et canadien de la SACD. (Cette résolution sera votée exclusivement sur place lors de l'assemblée générale ordinaire, dans la mesure où la désignation de leurs nouveaux présidents par les Comités belge et canadien n'a pas encore eu lieu à ce jour - article 37-II des statuts-). D- Elections aux instances statutaires : Le mandat des élus à chacune des instances est de trois ans Conseil d'Administration : 8 sièges à pourvoir - 2 auteurs d'œuvres dramatiques (dont un auteur Théâtre et 1 auteur des Arts de la rue) - 1 compositeur dramatique - 2 scénaristes et/ou réalisateurs d'œuvres cinématographiques - 1 scénariste d'œuvres télévisuelles - 1 réalisateur d'œuvres télévisuelles - 1 auteur d'œuvres radiophoniques Commission de Contrôle du Budget 3 sièges à pourvoir : - 1 auteur d'œuvres du spectacle vivant - 2 auteurs d'œuvres audiovisuelles Commission du Droit de Communication : 1 siège à pourvoir - 1 auteur d'œuvres du spectacle vivant Les associés n'ayant pas voté par correspondance postale ou par vote électronique à distance pourront le faire en séance. Le scrutin sera ouvert, jusqu'à 15h30 pour l'élection des candidats aux instances statutaires de la société. Le vote des résolutions s'effectuera en séance à l'issue des débats.
1120972 CYTISE EXPORT SARL au capital de 30000 euros Siège social : 159 rue du Temple 75003 Paris RCS Paris 505 015 131 Suivant le PV de l'AGE en date du 19/04/2014 à 18h00, il a été décidé de dissoudre la Société par anticipation à effet du 30 mai 2014, sa liquidation amiable sous le régime conventionnel, et de nommer en qualité de liquidateur M. GAFFET Julien, demeurant 74 rue du cherche midi, 75006 Paris. La correspondance doit être adressée et celui où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés à être fixé au domicile du liquidateur. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Paris.	



LIBÉRATION
www.libération.fr
11, rue Béranger 75154 Paris
cedex 03
Tél. : 01 42 76 17 89
Edité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 8 726 182 €,
11, rue Béranger,
75003 Paris
RCS Paris : 382 028 199
Durée : 50 ans
à compter
du 3 juin 1991.
Associée unique
SA Investissements Presse
au capital de 18 098 355 €.

Directoire
François Moulais
Gérant
François Moulais
Directeur de la publication
François Moulais

**Directeurs adjoints
de la rédaction**
Stéphanie Aubert

Eric Decouty
François Sergent
Alexandra Schwartzbrod

**Directrice adjointe
de la rédaction,
chargée des N° spéciaux**
Béatrice Vallaeys

Rédacteurs en chef
Christophe Bouland (tech)
Olivier Costemalle
(éditions électroniques)
Gérard Lefort
Fabrice Rousselot
F. Marie Santucci (Next)

Directeurs artistiques
Alain Blaise
Martin Le Chevallier

**Rédacteurs en chef
adjoints**
Bayon (culture)
Michel Becquembourg (édition)
Jacky Durand (société)
Matthieu Ecoffier
(politique)
Jean-Christophe Féraud
(éco-futur)
Elisabeth Franck-Dumas
(culture)

Florent Latrive (éditions
électroniques)
Luc Peillon (économie)
Mina Rousabah (photo)
Marc Semo (monde)
Richard Poirot
(éditions électroniques)
Sibylle Vincendon et
Fabrice Drouzy (spéciaux)
Fabrice Tassel (société)
Gérard Thomas (monde)

**Directeur administratif
et financier**
Chloé Nicolas

Directeur commercial
Philippe Vergnaud
diffusion@liberation.fr

ABONNEMENTS
Marie-Pierre Lamotte
03 44 62 52 08
scao@liberation.fr
abonnements.libération.fr
Tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 37€.

PUBLICITÉ
Directeur général de
Libération Médias

Jean-Michel Lopes
Tél. : 01 44 78 30 18
Libération Médias, 11, rue
Béranger, 75003 Paris.
Tél. : 01 44 78 30 67

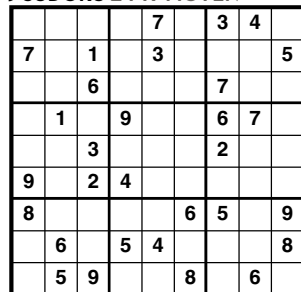
Amaury médias
25, avenue Michelet
93405 Saint-Ouen Cedex
Tél. : 01 40 10 53 04
hpiat@amanchettepub.fr
Petites annonces.Carnet.

IMPRESSION
Cie (Héric) Cmp
(Escalquens), Midiprint
(Gallargues), Nancy Print
(Nancy), POP (La Courmeuve)

Imprimé en France
Tirage du 02/06/14 :
117 385 exemplaires.
Membre de OJD-Diffusion
Contrôle CPP-impC
90064 ISSN 0335-1953

La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de
non-restitution de
documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 2449 MOYEN



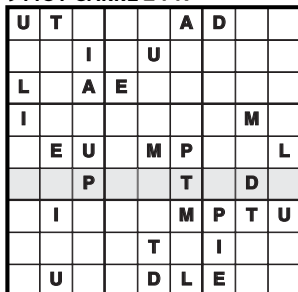
SUDOKU 2448

9	4	5	1	3	7	8	2	6
3	6	5	1	2	9	7	1	5
1	2	7	6	4	8	3	4	9
7	1	2	5	8	9	3	4	1
5	9	4	2	7	3	6	8	1
6	3	8	9	4	1	2	5	7
8	6	3	7	5	4	1	9	2
4	7	1	3	9	2	5	6	8
2	5	9	8	1	6	4	7	3

MOT CARRÉ 2448

L	Y	O	N	E	I	R	S	T
N	I	R	O	S	T	E	S	T
E	L	E	T	R	O	N	I	S
E	L	E	T	R	O	N	I	S
Y	A	R	O	L	E	T	I	M
T	O	T	I	S	H	E	R	L
I	A	L	E	T	I	S	N	O
S	T	E	L	E	T	I	S	N
O	N	E	I	R	S	T	E	S

MOT CARRÉ 2449



Intervalle.

--	--	--	--	--	--	--	--	--

ABONNEZ-VOUS

à l'offre **INTÉGRALE**



Chaque jour

le quotidien, livré chez vous
avant 7h30 par porteur spécial*
du lundi au vendredi

Chaque samedi

le «quotidien magazine» 64 pages d'information,
de réflexion, de découverte et de plaisir.

+ 24h/24 et 7j/7

tous les services
et contenus
numériques en
accès libre

+ Les appli iPhone & iPad

(compatibles Android) Libé
en format numérique + de
nombreux contenus enrichis
(vidéo, galerie photo, info en
temps réel)

+ Chaque mois

Next, le mensuel Cinéma, musique,
mode, arts, design & archi...



= 23€ par mois*
au lieu de 48€

**SANS
ENGAGEMENT
DE DURÉE**

Abonnez-vous

À découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération,
service abonnement, 11 rue Béranger, 75003 Paris
Offre réservée aux particuliers, si vous souhaitez vous abonner
en tant qu'entreprise merci de nous contacter.

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale Libération. Mon abonnement intégral comprend la livraison de Libération chaque
jour par portage** + tous les suppléments + l'accès permanent aux services numériques payants de Libération.fr + le journal
complet sur iPhone et iPad (formule « web première » incluse).

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____ E-mail _____

☐ **Règlement par carte bancaire.** Je serais prélevé de **23€ par mois**
(au lieu de 48€, prix au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper
mon service à tout moment.

Carte bancaire N° _____ Cryptogramme _____ Date _____

Expire le _____ mois _____

☐ **Règlement par chèque.** Je paye en une seule fois par **chèque de 276€** pour un an d'abonnement
(au lieu de 586,20€, prix au numéro).

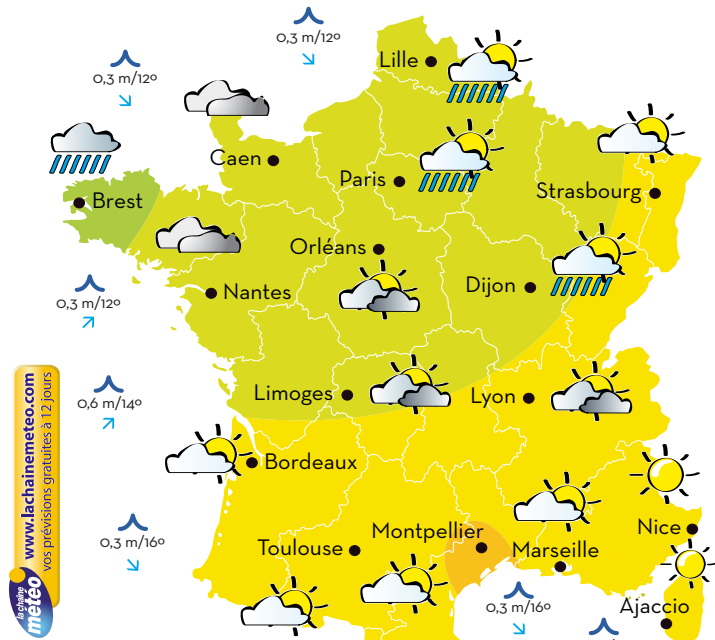
Vous pouvez aussi vous abonner très simplement sur : <http://abo.liberation.fr>

* Tarif garanti la première année d'abonnement. ** Cette offre est valable jusqu'au 31/12/2014 exclusivement pour un nouveau abonnement en France métropolitaine. La livraison du quotidien
est assurée par porteur avant 7h30 dans plus de 900 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations recueillies sont destinées au service de votre abonnement
et, le cas échéant, à certaines publications partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de nos publications contactez cette case.

Conception : Ocmusconseil

MARDI 3

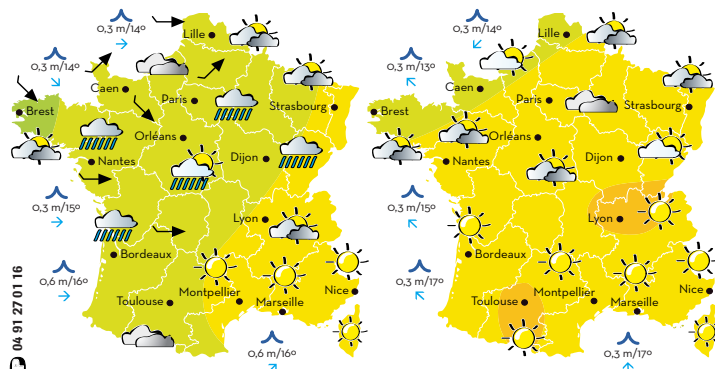
LE MATIN Ciel très nuageux à couvert dans le
nord-ouest avec des bruines. Quelques
éclaircies ailleurs et du soleil près de la
Méditerranée.



FRANCE	MIN/MAX	FRANCE	MIN/MAX	SÉLECTION	MIN/MAX
Lille	11/18	Dijon	11/20	Alger	12/20
Caen	12/16	Lyon	11/24	Bruxelles	13/18
Brest	13/15	Bordeaux	12/21	Jérusalem	16/33
Nantes	11/18	Ajaccio	16/22	Londres	12/19
Paris	13/18	Toulouse	11/22	Berlin	11/20
Nice	16/23	Montpellier	14/26	Madrid	9/28
Strasbourg	12/23	Marseille	15/24	New York	14/27

MERCREDI 4

Les pluies gagnent l'est du pays. Soleil voilé
près de la Méditerranée, temps variable
ailleurs.



Soleil	Éclaircies	Nuageux	Couvert	Faible	Calme
Averses	Pluie	Orage	Neige	Modéré	Peu agitée
				Fort	Agitée

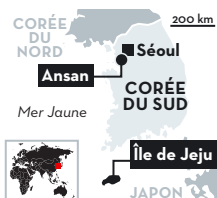
-10°/0°	1°/5°	6°/10°	11°/15°	16°/20°	21°/25°	26°/30°	31°/35°	36°/40°
---------	-------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

JEUDI 5

Rapide amélioration sur les régions du sud.
Quelques averses au nord de la Loire jusqu'au
Massif central.

Naufrage du «Sewol»

Au pays des matins chagrins



Six semaines après la disparition de plus de 200 adolescents, la Corée du Sud reste sous le choc. Les manifestations sportives et culturelles sont annulées, l'économie ralentit et la colère monte contre le gouvernement. Un modèle social qu'on croyait inoxydable est remis en question.

Par **EVA JOHN**
Correspondante à Séoul

On le croise encore partout. Dans les bus, dans les banques, sur les chemises et sur les affiches des candidats aux élections municipales du 4 juin : un ruban jaune à travers lequel les Coréens semblent dire : « Nous n'oublions pas ». Peu après le naufrage du Sewol, le 16 avril, ce logo est devenu viral sur les réseaux sociaux. Au départ, il représentait toute la nation qui croisait les doigts pour les quelque 300 passagers coincés dans le ferry som-

brant à une vingtaine de kilomètres de la côte sud-ouest de la péninsule. Quand l'espoir de retrouver des survivants s'est envolé, devant l'inefficacité des opérations de secours de l'épave complètement immergée, ce ruban est devenu un symbole à la mémoire des victimes. Plus d'un mois après la catastrophe, son omniprésence persistante prouve que le pays endeuillé n'est pas prêt à tourner la page. Le bilan s'élève désormais à 288 morts et 16 portés disparus, pour la plupart des lycéens en voyage scolaire. « Le naufrage du Sewol restera dans notre histoire comme une cicatrice difficile à effacer », a estimé la présidente Park Geun-hye. Si la Corée du Sud a été si profondément choquée par ce drame, c'est, d'une part, parce qu'elle a assisté, impuissante, au naufrage du 6 825 tonnes, puis au lent et insoutenable décompte des victimes. L'image choquante des secouristes recueillant le capitaine, l'un des premiers à avoir quitté le navire, a été diffusée en boucle sur toutes les chaînes. « On a vu le bateau sombrer en direct, puis on a observé les secours,

sans rien pouvoir faire. C'est comme un 11 Septembre qui aurait duré une semaine. Ce fut une torture », se souvient le journaliste Kim Eo-joon. Et les Coréens ont découvert avec effroi que le drame aurait pu être évité, la mer était calme et l'accident s'est produit non loin des côtes de l'île de Jeju.

Si l'enquête est encore en cours, il est désormais clair qu'une série de fautes graves et de négligences explique ce funeste bilan : un bateau surchargé, des cargaisons mal arrimées, un équipage insuffisamment formé aux urgences, l'ordre intimé aux passagers de rester à leur place au lieu de rejoindre l'air libre, une mauvaise organisation des secours. Les voyages scolaires sur l'île de Jeju, où se rendaient les lycéens d'Ansan, étant une tradition pour les classes de première du pays, les jeunes comme les parents se sont identifiés aux victimes et à leurs familles.

Autre signe que le Sewol allait devenir le drame de tout un peuple : les centaines de plongeurs volontaires qui sont venus prêter main-forte aux gardes-côtes. Rapidement, la compassion a fait place à un sentiment de culpabilité. « Comme j'ai le même âge que le capitaine, je me sens coupable vis-à-vis des jeunes. J'ai honte », explique Yun Seok-song, chauffeur de taxi à Ansan, avant de refuser d'être payé pour la course – « c'est le moins que je puisse faire ».

Baisse de la consommation des ménages

« Une forme de culpabilité collective se substitue à la responsabilité individuelle, conséquence d'une société traditionnellement structurée autour de la notion de groupe », analyse Benjamin Joinau, chercheur associé à l'EHESS. Naturellement, une partie de la population endeuillée s'est interdit sorties et loisirs. Peu après le naufrage, l'alcool avait spontanément disparu des réceptions officielles. Manifestations sportives et culturelles continuent d'être annulées. « Notre séminaire d'entreprise n'aura pas lieu. On devait y faire des jeux et boire de l'alcool entre collègues. Vu les circonstances, je trouve cela normal », raconte Yoon-hee, responsable marketing pour une entreprise de cosmétiques. Conséquence de ce long deuil national : la quatrième économie d'Asie a enregistré, depuis le naufrage, une baisse notable de la con-

« La compagnie n'avait pas prévu que le ferry coulerait si vite ni que les secours seraient si lents. »

Kim Eo-joon journaliste évoquant une fraude à l'assurance

sommation des ménages similaire à celle des Etats-Unis après le 11 Septembre. En réponse, le gouvernement a accru la part des dépenses publiques et promis des prêts avantageux aux secteurs les plus touchés. « Aucune des provocations nord-coréennes n'a entraîné de telle paralysie économique », remarque Evan Ramsdell, ex-correspondant américain à Séoul, dans la revue du Centre des études stratégiques et internationales. Les médias ont en revanche fait le parallèle avec l'incendie criminel dans le métro de la ville de Daegu en 2003, qui avait coûté la vie à 198 personnes. « Dans les deux cas, contrairement aux attaques nord-coréennes, les Sud-Coréens se sont sentis coupables et ont éprouvé le besoin de rendre hommage aux victimes. »

Mais de plus en plus de Coréens souhaitent désormais passer à autre chose. Chez certains, la tristesse s'est transformée en grogne. En témoignent les régulières veillées aux



Le 16 avril, au large de l'île de Jeju, le Sewol commence à sombrer. PHOTO AP



Le 17 mai à Séoul. En haut, cérémonie d'hommage aux enfants disparus. En bas, veillée aux chandelles. PHOTOS MARIA TERESA BILOTTA

chandelles organisées dans le centre de Séoul. La dernière, le samedi 24 mai, a rassemblé entre 8 000 et 30 000 personnes. Beaucoup de jeunes et de mères de famille en colère venus demander une enquête sérieuse et approfondie. Le propriétaire du Sewol, sous le coup d'un mandat d'arrêt, est introuvable. Soupçonné de corruption, de fraude fiscale et de détournements de fonds, le riche homme d'affaires a ignoré toutes les convocations des procureurs. Autre revendication des manifestants : que le gouvernement prenne des mesures concrètes pour éviter qu'un tel drame se reproduise. Le naufrage ainsi qu'une série d'accidents ces

dernières semaines ont relancé le débat autour des manquements à la sécurité, trop fréquents en Corée. Le 12 mai, un immeuble en construction s'affaissait puis s'écroulait en province. Le 26 mai, un incendie dans une gare routière au nord-ouest de Séoul faisait 7 victimes. Deux jours plus tard, ce sont 21 personnes qui ont péri dans l'incendie d'un hôpital pour personnes âgées. De récents sondages montrent que cette exigence de sécurité est devenue la préoccupation principale des Coréens. Pour rassurer les esprits, les écoles et les entreprises improvisent des exercices de sécurité. Sur le campus de l'université Hankuk des études étrangè-

res, les étudiants essayaient, cette semaine, des extincteurs mis spécialement à leur disposition.

«Que chaque élève apprenne à nager»

Le Sewol a ravivé les souvenirs des grands accidents meurtriers de l'histoire du pays : un autre naufrage en 1993, l'effondrement d'un grand magasin deux ans plus tard, l'incendie du métro de Daegu en 2003. Grisé par son formidable développement, le «Pays du matin calme» a eu tendance à privilégier la vitesse au détriment de la sécurité. «La Corée a beau être l'une des plus grandes économies

mondiales, elle a encore, par certains aspects, les caractéristiques d'un pays en développement. Elle a tendance à ignorer les dépenses liées à la prévention et la sécurité», remarque Go Myong-hyun de l'institut Asan. «Nous sommes très forts pour rogner sur les coûts», résume Hahm Chaibong, président du même institut. «La prévention est encore perçue comme un coût et non comme un investissement», regrette le quotidien Money Today. Le journal pointait récemment le fatras de fils électriques qui pendent dans les vieux quartiers de la capitale.

Sans surprise, le thème s'est invité dans la campagne pour les élections locales qui se tiennent mercredi. Chacun y va de sa proposition : «Je ferais en sorte que chaque élève apprenne à nager», a lancé un candidat au poste de recteur dans le Gyeonggi-do, la province dont étaient originaires les lycéens sur le bateau. Le Sewol doit être l'occasion pour le pays de «renaître», a décrété la présidente. Lors de ses excuses publiques à la télévision le 19 mai, Park Geun-hye a annoncé la dissolution et la réorganisation complète du corps des gardes-côtes. Une mesure que beaucoup considèrent comme précipitée et incomplète. «C'est de la poudre aux yeux pour calmer les esprits», s'empare Yu-mee, radiologue. Les solutions sont bien plus complexes.»

Théorie du complot

Si la cote de popularité de Park et de son gouvernement sont en baisse, la perte de confiance est bien plus générale : elle semble toucher les politiques de tous bords, les dirigeants d'entreprise et les médias. Le pays s'interroge notamment sur l'ampleur de la corruption dans le secteur maritime et, au-delà, au sein de toute la société.

La présidente a promis de partir en guerre contre le copinage entre gouvernement et entreprises privées. Le journaliste Kim Eo-joon, célèbre pour ses attaques frontales contre le gouvernement, avance même un scénario proche de la théorie du complot : celui d'une fraude à l'assurance qui aurait mal tourné. «La compagnie n'avait pas prévu que le ferry coulerait si vite ni que les secours seraient si lents.» Pour appuyer sa thèse, Kim évoque de nombreuses «zones d'ombre» : «Le système de radars éteint, les fichiers audio brouillés des communications entre le navire et les services de trafic maritime, etc.»

Récupération politique pour certains, journalisme d'investigation et preuve d'une indépendance trop rare pour d'autres. Les médias nationaux sont accusés d'avoir traité l'affaire d'un oeil trop peu critique envers le gouvernement. A KBS, la télévision-radio publique, les journalistes sont en grève et demandent la démission de leur directeur. L'ex-patron de la rédaction, qui a démissionné ce mois-ci, a en effet révélé la mainmise du gouvernement sur le journal, notamment dans la couverture du naufrage. «Je ne me suis jamais senti aussi coupable en douze ans de carrière», écrivait un journaliste du quotidien JoongAng.

C'est tout un pays qui est heurté dans sa fierté. Une perte de confiance particulièrement sensible chez les jeunes. «La Corée m'a énormément déçu. Je savais que le pays avait des problèmes de sécurité, mais j'avais l'espoir qu'elle progresserait. Je n'ai plus confiance et j'ai honte», confie Bora, jeune diplômée. «Le Sewol a changé la vision que les Coréens ont de leur pays», conclut Go Myong-hyun de l'institut Asan. «Jusqu'à présent, ils étaient fiers de leurs succès, de Samsung à la k-pop. Maintenant, pour la première fois depuis longtemps, les Coréens doutent d'eux-mêmes.»

PORTRAIT MYLÈNE JAMPANOÏ



Extérieure à un cinéma endogame, cette actrice volontaire et débridée joue une Marie Madeleine bisexuelle et addictive.

Bonne petite diablesse

Par **LUC LE VAILLANT**
Photo **STÉPHANE LAVOUÉ**

Au début, on ne savait pas très bien qui c'était. On l'avait aperçue dans une série télé où elle jouait une sorte d'Angélique, marquise des anges, assez diablesse, très guerrière et vaguement dénudée. On l'entrevoyait en métisse d'Asie aux yeux clairs, ce qui semblait assez anodin et sans trauma exagéré dans une France qui se collette plus souvent avec ses beurettes ou ses *black girls* décolonisées.

Dans le film en promo, intitulé *la Mante religieuse*, elle est une Marie Madeleine bisexuelle et cökée, une artiste contemporaine qui se jette à la tête d'un gentil curé. Cela titille notre fibre anticléricale, mais n'empêche toujours pas la décision. Ce qui déclenche la rencontre, c'est la lecture d'un interview concept dans le gratuit *Stylist*. On y demande à celle qui se reconnaît «assez autoritaire et très chef de bande» de s'imaginer dictateur.

Dictature fantaisie. En petit tyranneau de Bergerac, elle condamne Angelina Jolie au cachot, pour cause de bienfaisance humanitaire exagérée. Elle censure Internet, interdit les portables «juste pour faire chier», impose les jeux vidéo

«extrêmement violents» aux ados. Elle taxe les riches à 99%, et non à 75% comme ce frileux de Hollande pour lequel elle a voté. Elle nomme Yann Moix, Premier ministre, donne à Nicolas Bedos, le portefeuille de la Misogynie, et à Vahina Giocante, l'Éducation. Et enfin, cette barbouilleuse inavouée qui pianote du pinceau à ses heures perdues, ressuscite Bacon, Basquiat et Freud pour lui tirer le portrait. Fantaisie et mauvais esprit mêlés, tout cela emporte les dernières réticences.

Livres ouverts. Elle ouvre la porte, va et vient avec son ventre de 7 mois en sautoir dans cet appartement qu'elle vient de céder pour plus grand, propriétaire anxieuse de placer les gains engrangés chez Dior, Agent provocateur ou Kookai. Elle boit et reboit du thé, fait la navette aux toilettes, laisse les bruits de la rue monter par les fenêtres ouvertes. Dans la bibliothèque, se bagarrent les bios de Cassavetes, Truffaut, Rassam, Eastwood et Bergman (Ingrid), les albums de Testino et Koudelka, les éditions de poche de Sartre, Céline ou Nicolas Bouvier. Quand on évoque ses livres de chevet, elle passe en chambre et revient, sans tricher, avec Proust et *Tester et Enrichir son vocabulaire*, Comte-Sponville et *les Femmes, du droit de vote à la parité*. Elle tutoie assez vite, raconte haut et fort, parle dru et cru. On se demande parfois si elle n'enjolive pas un peu une histoire déjà très romanesque. Elle aurait bien

le droit car elle vient de loin, de très loin. Son ascension fut violente quand tant de filles à papa de cinéma se contentent de rembobiner la pellicule des facilités mordorées et des recommandations protégées.

Mère caissière. Côté maternel, on est breton puis on s'installe à Aix. Sa mère est caissière «chez Rallye». Vite rendue au célibat, dépourvue de pension alimentaire, elle complète «en faisant la plonge et le ménage». Souvenirs contrastés : «On était dans la fusion, mais il y avait peu d'issue. J'avais une nature strictement inverse à la sienne. Elle était sombre d'humeur, alors que je débordais de vitalité. On vivait les volets fermés quand j'avais besoin de me dépenser, de vivre, de partir.» La Ddass furète, envisage un placement. Mylène a 14 ans et prend la poudre d'escampette avec son premier petit copain, 19 ans. Dépressive, sa mère laisse faire, couvre l'escapade du couple adolescent. Le duo monte à Paris, tape l'incruste, squatte. La jeune fille découvre l'insécurité des libertés, le risque des fatalités, l'arrangement des séductions. Elle dit : «J'ai appris la débrouille.» Elle apprend

aussi à n'avoir peur de rien, à obtenir ce qu'elle veut sans céder sur l'essentiel, à passer entre les mailles des interdits. Elle expérimente. Elle dit : «Il faut tout essayer.» Elle précise : «J'ai une nature assez addictive, mais je sais m'arrêter du jour au lendemain.» Elle souligne le paradoxe : «A 14 ans, j'étais plus mature que je ne le suis aujourd'hui.» Preuve que l'infantilisation comme l'émancipation n'ont pas d'âge.

Pygmalion avocat. A 16 ans, après dérive choisie et école buissonnière, elle décide d'avoir son bac. Un avocat de 35 ans la prend sous son aile. Il la loge dans son grand appartement aixois, la recadre, l'ouvre à la culture. Elle dit : «J'avais une soif de savoir impressionnante.» Il devient son mentor, son protecteur, son tuteur. Il est très amoureux d'elle. Elle a la bravade et l'inconscience de la jeunesse. Elle obtient son bac S et se souvient parfaitement du nom des enseignants qui ont volé à son secours. Elle dit : «On avait envie de m'aider. Je devais avoir l'air vulnérable.» Ce qu'elle n'est pas forcément... L'avocat voudrait qu'elle fasse son droit. Elle préfère monter à Paris, faire actrice.

Père chinois. Côté paternel, on vient de Chine. Il passe par le Vietnam, débarque en boat people. Il disparaît quand elle a 3 ans. Au Canada, il fait fortune dans le textile. Dans ses ateliers, il exploiterait d'autres immigrés venus d'Asie. Elle finit par retrouver sa trace, lui demande des comptes, le somme de s'expliquer. Puis, satisfaite, elle balaise tout ça d'un revers : «J'ai eu le sentiment que je pouvais passer à autre chose.» Elle ajoute : «Parfois, on part à la recherche de gens qu'on croit importants. On se fait des films et puis, quand on les retrouve, on se rend compte qu'on n'a rien à leur dire.»

Mariage indien. Elle a 27 ans quand elle se marie avec un acteur de Bollywood rencontré lors d'un tournage dans l'Himalaya. Découvreuse et dévoreuse, cette itinérante vit l'Inde en curieuse, en goulue de sensations inconnues. Et puis, ils se séparent. Elle vit désormais avec un Grec de 37 ans qui lui a fait cet enfant qui se prénommera Vassily. Distributeur dans le cinéma, il la pousse à monter ses projets. Elle a commencé dans la série tropézienne *Sous le soleil*. Elle a joué les utilités exotiques dans des films grand public ou les héroïnes débridées dans des coproductions multilingues. Elle voudrait se rapprocher du cinéma français indépendant mais comme elle n'a pas la carte, elle se prend par la main, développe ses idées, s'improvise productrice. Celle qui se serait bien vue en Rosetta chez les Dardenne tournera bientôt avec Nora Arnezeder, filmée par Sylvie Verheyde.

Religion catholique. Dans son dernier film, improbable et parfois gore, elle est la tentatrice désinhibée qui dévoile le Jésus ensoutané. Puis finit au couvent, en pécheresse repentante. Avenu de la réalisatrice : «Mylène était une évidence pour le rôle. Elle a une aura animale, sexuelle, barrée.» On s'attend à voir mademoiselle Jampanoï jouer les esprits forts, l'entendre ricaner haut perché de ce fatras converti. Pas du tout. Sur le tournage, elle a croisé un coach spirituel. A ce moine, elle a parlé de la mort de sa mère. Et, elle a beau être pour le mariage gay et ne pas s'accrocher au célibat des prêtres, elle se fera baptiser en août prochain. ◆

EN 7 DATES

12 juillet 1980 Naissance à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). **2004** *Les Rivières pourpres*, 2 (Dahan). **2006**. *Les Filles du botaniste* (Dai). **2010** *Gainsbourg, vie héroïque* (Sfar). **2011** Série *Rani* sur France 2. **2013** *Egérie* de Kookai. **4 juin 2014** *La Mante religieuse* (Sarraco).